

Avis de recherche

Le Service Civil International (SCI), organisation pacifiste née en 1920, recherche de nouveaux partenaires pour ses «chantiers» internationaux. Des chantiers qui visent à consolider tolérance et compréhension par des échanges culturels, tout en oeuvrant à des projets d'utilité publique (sociaux, écologiques, politiques, etc.). Chaque année se déploient près de 500 chantiers dans le monde entier, dont 20 à 30 en Suisse.

Vous avez besoin d'une équipe de volontaires bénévoles pour vos projets en Suisse romande? Vous souhaitez participer à un chantier du SCI? Alors contactez le:

Service Civil International - Suisse romande, 15, rue des Savoises, 1205 Genève; Tél: 022 / 320 37 52; E-mail: scige@access.ch

MP



Avis de naissance

Créé en Belgique en 1990, le Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde (CADTM) revendique l'annulation de ladite dette et l'abandon des politiques d'ajustement structurel imposées aux pays du Tiers Monde. Il milite également en faveur de l'expropriation des avoirs illégitimes (détournements de prêts, corruption, argent sale, etc.) détenus au Nord par les riches du Sud et leur rétrocession aux peuples du Tiers Monde. Actif depuis une dizaine d'années en Europe, en Afrique, en Amérique latine et en Asie, le CADTM a vu naître à l'automne 2000 son antenne suisse, basée à Genève. Au terme d'une année 2000 où les 90% de la dette devaient être annulés et ne l'ont pas été, le CADTM va au devant d'un travail de longue haleine et d'immense importance. Nous le lui souhaitons porteur!

Jonas Pasquier

Pour tout renseignement et pour commander la toute nouvelle publication du CADTM, Afrique: abolir la dette pour libérer le développement:

CADTM, Case Postale 1135, 1211 Genève 1; E-mail: cadtm_suisse@yahoo.com



Affamé de justice? Soutenez les Sosa!

En Indonésie, les Sosa, des paysans autochtones, luttent contre la saisie illégale de leurs terres par une compagnie productrice d'huile de palme. En août 2000, ils ont manifesté pacifiquement contre les agissements de cette entreprise. La police indonésienne a violemment réprimé la manifestation, tuant l'un des manifestants et procédant à des arrestations massives. Plusieurs procès sont en cours. Une intervention internationale est nécessaire pour aider les Sosa à récupérer leurs terres et pour mettre fin à la violation de leur droit à l'alimentation.

Aymon Othenin-Girard
FIAN

Soutenez les Sosa!

Participez à la campagne de lettres lancée par FIAN Suisse!

Contactez-nous!

FIAN Suisse, 16 bd. du Pont-d'Arve, 1205 Genève 1
E-mail: fiange@hotmail.com
(objet: Sosa)

COTMEC
bd du Pont-d'Arve 16
1205 GENEVE
CH

JAB
1231 Conches
Changement d'Adresse
16, Bd. du Pont-d'Arve
CH-1205 Genève

COTMEC

Commission Tiers Monde
de l'Eglise catholique
16, Bd. du Pont-d'Arve
1205 GENEVE
Tél: +41 22 708 00 78
Fax: +41 22 708 00 79
E-mail:
cotmec@worldcom.ch
Web:
www.cath.ch/cotmec
CCP: 12-21551-1

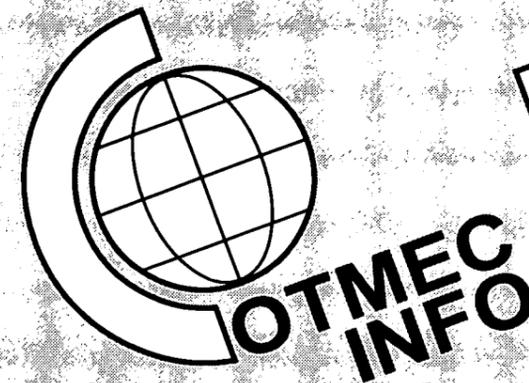
COTMEC-INFO est Mensuel

Abonnement: Frs 20.- /an
Rédactrice Responsable:
Marie Pasquier
Imprimerie: Fornara / GE

AVIS AUX ABONNES

Grâce à vous notre bulletin s'auto-finance chaque année, ce qui est un atout indispensable pour notre travail. Nous pouvons maintenant un abonnement à un prix accessible à tous si nous augmentons le nombre de nos abonnés. Merci donc de FAIRE CONNAÎTRE COTMEC-INFO autour de vous. Nous l'envoyons gratuitement à des correspondants dans des pays du Sud grâce aux dons supplémentaires.

Grand MERCI à ceux qui soutiennent ainsi ces échanges. Les personnes qui ont reçu un abonnement en cadeau de la part de leurs connaissances ou qui auraient des difficultés financières ne sont pas concernées par les frais d'abonnement.



Supplément:
Les Eglises
face à l'avenir

commission tiers monde
de l'Eglise catholique

Billet évangélique

Big Brother

Les Romains avaient leurs cirques. Sur les gradins, une foule excitée par l'odeur du sang réclamait la mort du gladiateur qui avait cessé de plaire et couronnait le plus cruel. Pressé par ces cris, le pouce de César signifiait la mort pour l'un ou la grâce pour l'autre.

Nous n'avons plus besoin d'arènes pour décider du sort de nos semblables. Nous avons TV3. Le vote de 300 000 spectateurs décide qui de Daniela, Remo, Vadim ou Janine emporte le pactole ou retourne piteux à sa maison. L'heureux gagnant se fait appeler «Big Brother». Le jeu n'est pas facile. Les concurrents -qui ne sont pas des vedettes- sont enfermés quelques jours dans un container, comme des astronautes dans une capsule spatiale, livrant leurs gestes quotidiens, mais aussi leurs conflits, leurs (d)ébats amoureux et leurs angoisses aux yeux concupiscent ou larmoyants -c'est selon!- de milliers de téléspectateurs, comme vous et moi, enfoncés dans leur fauteuil. Le plus résistant -celui qui saura plaire jusqu'à la fin- est aussi le gagnant. Ce jour-là, ce fut Daniela, une maman qui avait laissé ses deux enfants au fond de son Argovie natale pour courir sa chance à Zurich. Sortie de sa cage, elle affirmait être heureuse de ce qui lui arrivait. Grâce à l'argent qu'elle allait toucher, elle pourrait enfin honorer ses dettes. Quelles dettes? Eh bien, rembourser les prêts des services sociaux, acheter un appareil dentaire à sa fille et payer les retards des impôts qu'elle devait à l'Etat.

Voilà un jeu qui va donner de «bonnes» idées à nos édiles en mal de renflouer les caisses de prévoyance sociale. Il suffira désormais que, pour trouver l'argent de ses taxes, l'indigent excite les phantasmes des mieux lotis. Nous n'avons donc pas fini de «jouer aux Romains». Nous avons déjà sur nos trottoirs des mères qui se prostituent pour faire vivre des enfants à Cali, Bucarest ou Saint-Domingue. On connaissait déjà les ventres gonflés des petits Africains. Maintenant, nous avons «Big Brother». A quoi les pauvres ne doivent-ils pas s'exposer pour mériter de vivre?

«A quoi faut-il comparer cette génération?», disait Jésus. Vraiment, qu'avons-nous fait de nos petits frères et de nos petites sœurs? ■

Guy Musy

Edito



Campagne de Carême

Pour que l'argent ne fasse plus le malheur

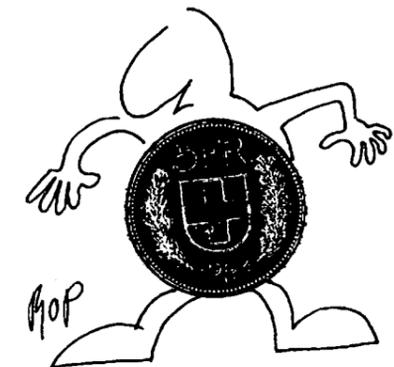
«Civiliser l'argent» pour le mettre au service de la vie et de la justice: tel est l'enjeu de la Campagne de Carême à venir. Outil ambivalent, l'argent paraît bien sale quand il incite à jeter sa dignité en pâture à des téléspectateurs affamés (lire article de Guy Musy ci-contre). Et il est carrément puant quand il se fait instrument de pouvoir du riche sur le pauvre: à cet égard, impossible aujourd'hui de prétendre que l'argent n'a pas d'odeur.

Mais il peut être bénéfique quand on envisage (entre autres):

- de le placer dans des fonds éthiques ou «verts»;
- de constituer une «cagnotte» en faveur des plus démunis en taxant les transactions financières internationales;
- de le donner à des projets ou organisations de solidarité;
- de le rétrocéder à des populations longtemps pillées par leurs dirigeants ou leurs colonisateurs, en exigeant des réparations et l'annulation de leur dette.

Si la Campagne embrasse autant de grandes problématiques, elle veut d'abord sensibiliser chacun(e) à son rapport à l'argent. Pour ce faire, un bancomat un peu particulier se baladera dans nos villes durant tout le mois de mars^{1,2}. L'acteur Saïdou Abacha, caché dans la machine, arrêtera les passants pour bousculer leur attitude quotidienne, souvent automatique, face à l'argent. Une façon d'aborder avec humour le sujet sérieux de l'argent et de semer quelques graines pour que le «blé» ne fasse plus le malheur. ■

Marie Pasquier



¹ Les organisateurs de la Campagne, Action de Carême et Pain Pour le Prochain, ont conçu un modèle réduit de bancomat, disponible au prix de 100.- avec un matériel d'animation et d'information, dont des billets de banque élaborés pour l'occasion (à l'effigie de Gandhi, Rigoberta Menchu...). Les églises, écoles et groupes intéressés peuvent s'adresser à Chantal Peyer au 021 / 614 77 17.

² Pour d'autres manifestations de la Campagne, voir notre Agenda en page 4.

Agenda

Notez nos nouveaux numéros de téléphone et de fax ci-contre! >>>

• Dans le cadre de la campagne «Civiliser l'argent», Pain pour le Prochain et l'Action de Carême organisent une série de tables rondes sur les placements éthiques. A:

- **Fribourg:** 4 mars, 11h45, salle paroissiale de St-Pierre (dans le cadre de la journée de lancement de la Campagne, de 9h30 à 14h00);

- **Lausanne:** 8 mars, 20h00, Maison de l'Arzilier;

- **Neuchâtel:** 13 mars, 20h00, Espace Louis-Agassiz, auditorium 2;

- **Delémont:** 21 mars, 20h00, centre paroissial réformé;

- **Genève:** 28 mars, 20h00, Uni-Mail, salle MS160;

- **Monthey:** 23 mars, 20h00, centre «En Biolle»;

- **Sion:** 30 mars, 20h00, aula François-Xavier Bagnoud.

Toujours dans le cadre de la campagne, le conteur, humoriste et acteur Saïdou Abacha (voir Edito) donnera son spectacle

Ciel, mon fric! à:

- **Genève:** 8 mars, 20h00 et 9 mars, 21h00 au Temple de Plainpalais;

- **Bienne:** 15 mars, 18h00, rue de Nidan (plein air);

- **Chaux-de-Fonds:** 16 mars, 19h30, Temple de l'Abeille;

- **Lausanne:** 22 mars et 23 mars, 20h30, Théâtre CPO Croix d'Ouchy;

- **Fribourg:** 29 mars et 30 mars, 20h30, Centre le «Phénix».

Encore dans le cadre de la campagne, plusieurs conférences-débats vous sont proposés à Genève sur le thème

L'argent au service de l'homme?

- 7 mars, 20h30, paroisse du Christ-Roi, *Enjeux et problèmes de la mondialisation*, avec Michel Egger (PPP);

- 22 mars, 20h30, Christ-Roi, *Quelles nouvelles responsabilités face à la mondialisation?*, avec J.-F. Delteil, théologien-éthicien;

- 5 avril, 20h30, Christ-Roi, *Des alternatives à l'économie néo-libérale*, avec J.-L. Andreea (Oikocredit) et Anna Dürr (MdM);

- 28 avril, 14h-17h, paroisse protestante du Pt-Lancy, *D'autres voies possibles: des raisons d'espérer*, avec E. Dommen, économiste et éthicien.

Renseignements complémentaires: PPP (021 / 614 77 17) ou AdC (021 / 617 88 81).

• Le centre Le Bret propose 5 rencontres sur le thème *Lire l'Apocalypse à l'heure de la mondialisation*; animation: Gérard Rolland, théologien; dates: les mercredis 21 février, 21 mars, 25 avril, 30 mai et 20 juin de 18h30 à 20h00 à l'Institut Florimont; inscription auprès de Christiane Escher, 30, r. du Nant, 1207 Genève; Fax: 022 / 735 57 84; E-mail: christiane_escher@hotmail.com; prix: 100.-, à verser à Banque Raiffeisen de la Champagne, CP 301, 1233 Bernex pour le compte 7495836 80181, Centre L.-J. Le Bret.

• Nathalie Fleury, anthropologue et François Riat, photographe, ont travaillé par le biais d'E-changer au sein d'un programme d'appui à la population pygmée en République centrafricaine. Ils en ont ramené une exposition mêlant textes et photos, pour nous parler d'un peuple fort mal connu. *Pygmées: d'un regard à l'autre*, du 18 janvier au 4 mars, musée d'ethnographie de Genève; ouvert de 10h00 à 17h00, lundi fermé.

Allah n'est pas obligé

Ce roman que Kourouma, auteur ivoirien, dédie aux enfants de Djibouti pourrait concerner tous les enfants du monde entraînés par les adultes dans l'univers de la corruption et de la violence. Birahima, «un p'tit nègre qui parle mal le français», «dix ou douze ans, ça dépend», raconte ses «salades» dans le pur style des gosses de la rue, racolés au passage par quelques seigneurs de la guerre qui sévissent au Libéria et en Sierra Leone. Le cadre hélas n'a rien de romanesque. De nombreuses notations font référence exacte aux conflits qui ravagent cette partie du monde et à leurs sinistres protagonistes. On croirait lire l'interview réel donné par un enfant-soldat à quelque reporter «sans frontières», égaré dans ce champ d'horreurs.

Un livre qui vous prend aux tripes et que vous ne déposez pas avant d'être parvenu à la dernière page. L'auteur a su reproduire admirablement non seulement le langage de ces gosses, mais surtout leur caractère qui allie fatalisme et débrouillardise et les rend insensibles à toute violence meurtrière : «J'ai tué pas mal de gens avec mon kalachnikov. C'est facile. On appuie et ça fait tralala...». Au Libéria pas plus qu'à Medellín, la vie ne coûte cher. On a beau être enfant, on finit par jouer avec la mort comme avec un jouet.

Le plus fascinant est la répétition des scènes et des propos, comme si cette histoire tournait en rond et n'avait d'autre issue que la mort violente de ses héros. Et tout cela, sous le regard serein d'Allah qui assiste de loin à toutes ces horreurs, sans réagir. Mais pourquoi lui en vouloir ? «Allah n'est pas obligé d'être juste dans toutes ses choses ici-bas.» Voilà déboutés les accusateurs du ciel ! Les hommes n'ont qu'à chercher dans leurs rangs les responsables de leurs malheurs. ■

Guy Musy

KOUROUMA Ahmadou, Allah n'est pas obligé, Seuil, Paris, 2000.

Le plan de la colombe

La Colombie vit une guerre civile. Une guerre contre les civils, pourrait-on dire, tant la population se trouve prise en étau entre les feux nourris des guérillas, de l'armée et des paramilitaires. Ajoutons à cela la menace du Plan Colombie (voir Cotmec-Info N°228) et la place minime laissée à la construction sociale. Pourtant, la société civile s'organise. 2 exemples de cette dynamique souvent passée sous silence.

1 Les Communautés de paix

Créées en 1997 sur l'initiative de l'Eglise et du Centre d'Investigation et d'Education Populaire, ces 40 communautés réunissent 8000 civils qui, au centre des violences, travaillent à la recherche d'une solution pacifique, politique et négociée. Les membres se sont engagés à n'apporter aucune aide à aucune des parties en conflit. Au milieu de l'imbroglio d'attaques des unes et des autres, les Com-

munités de paix s'efforcent de développer des processus de participation démocratique. Un exemple de cette détermination : à Barranca, lors des trois dernières élections, les guérillas avaient déclaré une grève armée afin de boycotter la tenue du scrutin; en dépit de cette position, les habitants sont sortis dans la rue pour aller voter. Les Communautés de paix fonctionnent grâce à 2 commissions. La première est chargée de négocier avec l'Etat. Elle lui réclame la réalisation de son devoir constitutionnel et des réponses aux situations d'urgence. La deuxième négocie avec les acteurs armés. Elle leur demande le respect de la population et lutte avec force pour qu'on lui laisse ses moyens de subsistance. Elle dénonce systématiquement les assassinats de paysans. Même si la volonté de ces artisans de paix est farouche, leur travail demeure périlleux et nécessite un soutien humain, moral, politique et juridique autant qu'une aide matérielle. Un comité de solidarité s'est constitué en France qui regroupe notamment l'ACAT, l'Ecole de la paix et Pax Christi.

2 Via Campesina

Une mission internationale de Via Campesina a mené une enquête en

Colombie en juillet dernier. Elle a conclu que la violence trouvait principalement sa cause dans le contrôle de la terre. La disparité entre riches et pauvres, en effet, ne fait que grandir. Cependant, les paysans refusent de n'être que des «victimes passives, poussées par la misère vers les cultures illicites ou dans les bras de la guérilla». La résolution de Via Campesina est un soutien fort des organisations paysannes d'Asie, d'Europe, d'Afrique, d'Amérique latine et d'Amérique du Nord à leurs frères de lutte colombiens. Les organisations paysannes refusent que les négociations de paix ne se déroulent qu'entre parties armées. Lors des pourparlers, elles revendiquent : l'arrêt du processus de concentration pour, au contraire, redistribuer les terres; l'arrêt des importations et le retour à une politique d'autonomie alimentaire; la garantie du respect et de la sécurité de chacune et chacun.

La société civile, on le voit, n'est pas que l'otage des groupes de pression. Elle souffre, mais aspire à la paix. Une paix qu'elle construit et qu'elle sait impossible sans justice sociale. ■

Roland Pasquier

1 Disponible à notre secrétariat (Tél.: 022 / 708 00 78).

Droits humains dans la production textile

Ça bouge !

elle travaille. Les représentants de CCC évaluent positivement cette avancée mais souhaitent aller plus loin dans la mise en œuvre et le suivi sur place.

Du côté de Vögele, on en reste à une information prudente sur les positions actuelles. Vögele a dépêché 3 émissaires à Bombay, afin de vérifier les conditions de travail et l'emploi «éventuel» d'enfants dans ses circuits de production. Lors d'une récente réunion avec CCC, Peter Graf, responsable du secteur achat/vente et publicité de Vögele, a insisté sur les efforts déjà entrepris par son groupe pour s'aligner sur les normes SA 8000. D'ici 2 ans, Vögele ne devrait plus travailler qu'avec des entreprises certifiées SA 8000, l'entreprise prenant à sa charge les frais liés à cette certification. Pour les responsables de CCC, les normes SA 8000 constituent un progrès vers un management plus social mais le processus de certification ne donne pas assez la parole aux travailleurs. Pour renforcer le point de vue de ces derniers, CCC tisse un réseau de contacts indépendant, plus apte à les défendre que les consultants privés propriétaires des

normes SA 8000. Le dialogue est plus conflictuel avec Triumph international, dont le siège est en Suisse. L'entreprise, déjà dénoncée pour avoir licencié des syndicalistes philippins et fait fi de leurs revendications, s'est trouvée à nouveau critiquée pour ses activités en Birmanie. La fédération des syndicats birmanes en exil (FTUB), relayée par CCC, exige la cessation des activités de Triumph dans une zone louée par l'armée. La FTUB considère «inhumaines» les conditions de travail dans ce secteur et dénonce le soutien pour la junte au pouvoir que représente la seule présence de Triumph dans ce pays. La direction de Triumph n'a pas encore rencontré les responsables de CCC en Suisse mais cela pourrait venir. Nous en reparlerons bientôt, puisqu'un journaliste a eu l'occasion d'enquêter sur ses activités aux Philippines. Nous espérons diffuser ce témoignage dans nos colonnes afin de le confronter aux arguments de la firme. ■

Dominique Froidevaux

Info: CCC-Suisse romande, Tél.: 021 / 624 54 17.

République démocratique du Congo

Le cri du coeur des femmes en détresse

Chaque jour, les médias nous parlent de guerres, de conflits. Quelle réalité se cache derrière les mots ? Comment se vivent au jour le jour la violence et l'insécurité ? Les mamans paroissiales du diocèse de Bukavu (RDC) racontent en toute simplicité ce qu'elles vivent, disent leur désarroi et leurs angoisses. A l'heure où l'assassinat de Kabila rappelle le pays au souvenir du monde, leur témoignage soulève des questions qui nous interpellent. Extraits.

«Les femmes considèrent la guerre en RDC comme absurde, sans raison. Elles n'ont jamais choisi cette voie pour accéder à la démocratie ni à l'Etat de droit. Elles subissent douloureusement les conséquences d'une guerre dont elles ne connaissent ni les tenants ni les aboutissants. Elles font le triste bilan :

- de pertes en vies humaines : on recrute leurs enfants pour s'entre-tuer. Chaque vie broyée par la machine de guerre est née d'une femme. Et le coeur de la femme est devenu ce tombeau où s'accumulent des tas de cadavres amoncelés;
- d'une pauvreté généralisée qui frappe de plein fouet la femme devenue, par endroit, veuve entourée d'une marmaille d'orphelins à entretenir, violée et humiliée. Cette femme vit les conditions drastiques d'une personne déplacée, fuyant l'insécurité de son milieu. Elle se sent oubliée, abandonnée à son triste sort, criant sa détresse dans un désert où elle n'entend que l'écho de sa voix.

L'insécurité au quotidien

Les familles sont déplacées à cause de l'insécurité entretenue par des bandes armées et les rebelles du Rassemblement pour le Congo Démocratique (RCD). La population n'a plus accès aux champs. Les travaux de production sont abandonnés. Les produits vivriers coûtant parfois

plus chers à la campagne qu'en ville, des cas de malnutrition sévère sont enregistrés et de nombreuses maladies ravagent la population. Celle-ci est d'ailleurs placée entre le marteau et l'enclume. Vivant aux abords de la route, elle est accusée d'être de connivence avec les forces rwandaises alliées du RCD ou, vivant à l'intérieur de la région, elle est considérée comme complice des F.A.P. (Forces Armées Populaires) et malmenée par les interahamwe (autre groupe armé).

Du fait de la présence des bandes armées dans le village, la population ne peut plus organiser des réjouissances familiales à l'occasion d'un mariage, d'une naissance etc. Celui qui ose le faire voit son enclos investi par les bandes armées. Un exemple : en octobre, lors des cérémonies de dot, les frères, sœurs, amis et connaissances de futurs mariés se sont retrouvés pour une fête familiale. Le soir même, des hommes armés ont investi cette famille et ont réclamé la dot et la future mariée.

Les mamans n'osent plus aller au marché car des hommes les attendent sur le chemin et elles courent le risque d'être enlevées, violées ou rançonnées. Par ailleurs, des centres de santé et l'hôpital ont été pillés. Chaque fois que leurs activités reprennent, les bandes armées reviennent pour voler et intimider le personnel.

Dans un village en bordure de la forêt, les habitants n'osent plus passer la nuit dans leurs maisons. Les femmes s'organisent pour préparer vite à manger avant la tombée de la nuit et, dès que la famille a mangé, tout le monde se disperse dans la brousse pour se cacher. La population cultive ses champs, mais ne récolte presque rien car les bandes armées volent tout ce qui pousse.

Les femmes sont victimes de cette guerre absurde suite :

- au manque de paix et de possibilité de tout développement;
- à l'enrôlement de leurs maris et de leurs enfants dans l'armée sans leur consentement;
- au déplacement de leur milieu de vie vers la forêt ou les centres villes. Elles subissent viols, meurtres et humiliations de tout genre, souffrances morales et psychologiques, MST, sida.... Les femmes veulent vivre épa-

nouies dans tous les domaines, participer à toutes les activités sur tous les plans pour le développement du pays. Elles ne rêvent qu'à une chose : LA PAIX !

D'où viendra la paix ?

D'où viendra donc la paix...

- si la multitude des femmes et enfants sont privés de soins de santé ou si les femmes continuent à vivre en forêt, fuyant l'insécurité;
- si les enfants ne peuvent plus aller à l'école, les parents étant privés de tous les moyens de subsistance;
- si la faim est utilisée comme arme de guerre;
- si la population villageoise n'a plus droit à une nuit tranquille parce qu'elle doit chaque soir se cacher dans la brousse par peur d'être surprise ou tuée;
- si la liberté d'expression est bafouée et que celui qui ose dire tout haut ce qu'il pense est arrêté;
- si les femmes continuent à être déshabillées et violées devant leurs proches;
- si, à la radio, on invite tous les jours les jeunes à s'enrôler et que même les enfants d'âge scolaire s'exercent à manier les armes;
- si les Congolais avides de pouvoir ou d'intérêts personnels n'ont pas compris que leur mésaventure est une haute trahison;

si la guerre par procuration fait tourner les industries d'armement sans aucun risque et que l'économie des pays nantis prospère grâce aux matières premières achetées frauduleusement (diamant, or);

- si les multinationales peuvent acheter des minerais sans taxes et faire marcher leur business en échange des armes;
- si les pays agresseurs défendent la sécurité de leurs pays en ravageant tout sur leur passage jusqu'à 1000 km au-delà de leurs frontières;
- si les grands décideurs de ce monde connaissent tout ce qui se passe en RDC et laissent faire;
- si les décisions de l'ONU ne sont pas accompagnées de mesures d'application conséquentes;
- s'il faut faire le tour du monde en signant des accords de paix qui ne sont jamais mis en application.

Ceci ne constitue qu'un refrain du cri de détresse de la maman de la RDC, tant qu'elle ne sera pas entendue. Ce cri de détresse est adressé à quiconque en fera large diffusion auprès d'autres personnes de bonne volonté, capables de partager les souffrances de la femme de la RDC.

Signé : les mamans du diocèse de Bukavu » ■

Maryse Durrer



Violence et insécurité: des fardeaux quotidiens pour les femmes du Congo

Afrique du Sud

9 défis pour les Eglises

- 1 Collaborer au dialogue entre le Sud et le Nord et exprimer les effets de la mondialisation économique sur la culture et ses valeurs.
- 2 S'engager pour les étrangers et les réfugiés et montrer que le modèle sud-africain dépasse les frontières du pays.
- 3 Soutenir la répartition des terres - celles des Eglises aussi - à des pauvres, soutenir également des projets de développement durable et des actions de désendettement.
- 4 Ne pas sacrifier sans autre les problèmes de l'environnement à la nécessité de créer des emplois et à la société de consommation.

Ce dossier est un supplément du mensuel Cotmec-info

Editeur:
COTMEC - Commission Tiers Monde
de l'Eglise catholique
16 Pont-d'Arve
CH-1205 Genève
Tél.: (41 22) 708 00 78
Fax: (41 22) 708 00 79
www.cath.ch/cotmec

- 5 Se demander si les Eglises contribuent à l'atmosphère de violence contre les femmes et les enfants et voir comment elles peuvent faire autrement.

- 6 Aborder le sida non seulement comme une question touchant à la sexualité, mais aussi comme une question d'information, d'éducation et d'entraide.

- 7 Au lieu de demander la réintroduction de la peine de mort, travailler ensemble à éliminer les causes de la criminalité et de la corruption.

- 8 Promouvoir la conscience de faire partie de la nation multiculturelle qu'est l'Afrique du Sud (la nation «arc-en-ciel») et ne pas s'identifier d'abord comme membre d'un groupe ethnique.

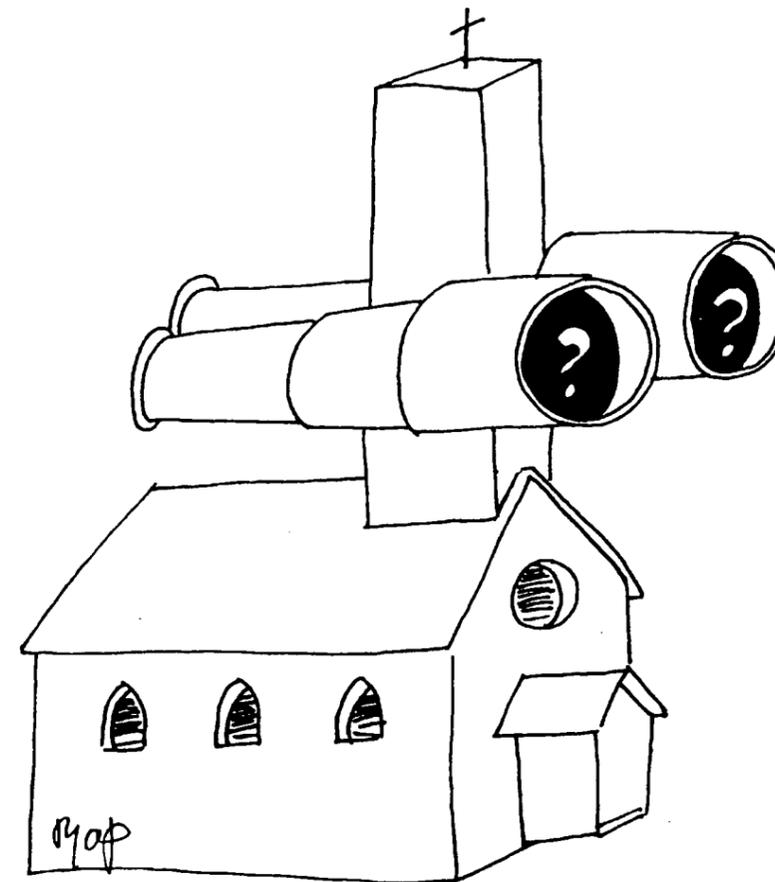
- 9 Assumer le passé, faire la vérité et approfondir la réconciliation.

Défis formulés lors d'une rencontre en Afrique du Sud en février 1999.



Les Eglises face à l'avenir

COTMEC-info
Février 2001
Supplément



Sommaire

- 2-3 Cinq propositions pour l'Eglise de l'an 2000
Par le groupe Paroles
- 3 Non, l'homme n'est pas une marchandise!
Résumé d'une contribution du groupe Paroles
- 4 Neuf défis pour les Eglises
Une réflexion menée en Afrique du Sud

Edito

En ces temps de passage séculaire, nombreux sont ceux qui expriment des rêves d'avenir. Les membres du Groupe Paroles (France) sont de ceux-là. A travers 5 propositions¹ et des contributions ciblées, ils ont choisi de s'engager, de s'interroger et d'interpeller les responsables «pour que l'Eglise catholique soit davantage fidèle à sa mission d'annoncer l'Evangile» dans le monde d'aujourd'hui et de demain.

En écho à ces propositions, nous publions aussi les 9 défis² fort concrets adressés plus particulièrement aux Eglises d'Afrique du Sud, formulés par des représentants religieux, de pouvoirs publics et d'ONG de ce pays.

Solidaire de ces chrétiens en liberté, la COTMEC souhaite propager leur vivante réflexion. En espérant qu'elle allume un petit feu en vous, qui êtes aussi l'Eglise.

Marie Pasquier

¹ Cinq propositions pour l'Eglise de l'an 2000, La Vie n° 2846, 16 mars 2000.

² Neuf défis pour les Eglises, Bethléem, novembre 2000.

Groupe Paroles

5 propositions pour l'Eglise de l'an 2000

1
Proposer
des
chemins
de vie

• Aujourd'hui comme hier, la vie est dure pour beaucoup. Les hommes, les femmes de ce temps cherchent comment mieux vivre. Les chrétiens seront jugés sur leur capacité à ne pas exclure, à être acteurs de réconciliation, à ouvrir des pistes de bonheur.

• Quelle est la teneur dominante du message que nos contemporains entendent de l'Eglise ? Savons-nous écouter leurs quêtes personnelles et communautaires et leur dire que Dieu est Père, plein de tendresse, source de vie ? Comment partager avec tous que Jésus-Christ est un compagnon respectueux de chacun, de sa différence, de ses pesanteurs, qu'il appelle à la vie et n'enferme jamais dans l'erreur ou la faute ?

• Nous, laïcs, membres du peuple de Dieu, sommes appelés à convertir notre regard sur le monde que Dieu a créé bon; à approfondir notre connaissance de la parole de Dieu venu apporter la vie, la vie en abondance; à témoigner, là où le malheur semble l'emporter, que la vie fraternelle peut encore triompher.

• Nous demandons aux responsables un changement de discours dans le domaine de la bioéthique et de la morale familiale, conjugale, sexuelle. Que ce discours soit incitatif. Qu'il rappelle les principes fondateurs de toute vie humaine, sans se substituer aux instances (famille, école, Etat...), chacune responsable dans son domaine. Que cessent les exclusions, notamment celles qu'éprouvent les divorcés remariés. Que nos liturgies s'enrichis-

sent de la célébration du courage et de l'espérance au quotidien.

2
Donner
une place
réelle aux
pauvres
dans
l'expres-
sion du
peuple
de Dieu

• Les pauvres et la pauvreté occupent une grande place dans le discours et la pratique de l'Eglise.

• Quel est le poids de la voix des pauvres dans nos liturgies paroissiales ? Quelle place ont-ils dans l'élaboration des prises de position ecclésiales à leur sujet ? Comment nos pratiques sont-elles réellement influencées par l'esprit de pauvreté à tous les niveaux de la vie quotidienne de l'Eglise ?

• Nous, laïcs, membres du peuple de Dieu, voulons prendre davantage les moyens d'être à leur écoute là où nous vivons; de pratiquer les formes de partage qui soient signe de notre acceptation de l'esprit de pauvreté; de nous engager afin que les choix politiques aillent dans le sens d'une meilleure répartition des biens entre tous.

• Nous demandons aux responsables de soutenir résolument les efforts accomplis par les hommes et les femmes qui luttent pour la justice à travers le monde; de prendre le risque d'être mal compris de certaines catégories sociales, membres de l'Eglise ou non, en donnant la priorité, en temps et en argent, au service des pauvres; de ne pas encourager la tentation actuelle du repli sur une spiritualité dé-

sincarnée ou des festivités sans lendemain. Nous leur demandons de nous inciter à une réflexion sur les enjeux économiques et financiers pour la construction d'un monde plus juste.

3
Permettre
l'unité des
chrétiens

• Les actuelles divisions, dont personne ne discerne plus vraiment les origines ni les raisons, apparaissent à tous, y compris au peuple chrétien, comme un anachronisme à l'heure de la mondialisation.

• Comment espérer que le message chrétien soit audible en l'an 2000, si des divisions, parfois de véritables compétitions, apparaissent entre les Eglises chrétiennes ?

• Nous, laïcs, membres du peuple de Dieu, sommes prêts à tout faire pour apprendre à connaître les autres traditions chrétiennes; pour approfondir et partager les richesses de la tradition catholique; pour mettre davantage en lumière ce qui nous rassemble plutôt que ce qui nous sépare; pour tisser des liens de fraternité avec les membres des autres Eglises.

• Nous demandons aux responsables, et tout particulièrement à l'évêque de Rome, de tout faire et de tout proposer pour dépasser les questions de pouvoir ecclésiastique qui empêchent aujourd'hui la réalisation de l'unité des chrétiens; d'encourager vraiment l'œcuménisme réel, celui

de l'action, de la prière et de la célébration communes et pas seulement celui de la recherche théologique; de poursuivre et d'accentuer les gestes symboliques envers les autres Eglises chrétiennes afin de les toucher au cœur et de les inviter au dépassement; de situer cette quête de l'unité des chrétiens dans un dialogue plus vaste, au service de la quête de tous ceux et celles qui cherchent à témoigner de la présence de Dieu auprès des hommes et des femmes de ce temps.

4
Pour une
organisa-
tion
nouvelle
dans
l'Eglise

• Les enseignements du Concile Vatican II insistent sur la collégialité des évêques, sur l'importance du *sensus fidei* de tous les baptisés dans la formulation de l'annonce évangélique et sur le rôle des laïcs dans l'Eglise.

• L'Eglise catholique est perçue davantage comme une institution pyramidale que comme une communauté de frères et sœurs coresponsables de l'annonce de l'Evangile. La tendance à la multiplication des déclarations de «vérités intangibles» réduit la responsabilité de la conscience personnelle et interdit la poursuite de recherches nécessaires pour la traduction et l'inculturation du message chrétien. La polarisation excessive sur l'autorité pontificale et la centralisation romaine en tous domaines rendent difficile le dialogue avec la diversité des cultures et empêchent de réels progrès œcuméniques.

• Nous, laïcs, membres du peuple de Dieu, sommes prêts à prendre le risque du dialogue avec notre monde; à collaborer à l'élaboration d'un message évangélique audible par tous, selon les lieux et les cultures; à parti-

ciper pleinement à la vie d'une Eglise, Peuple de Dieu, dans laquelle la voix de chaque communauté puisse se faire entendre.

• Nous demandons aux responsables de modifier les pratiques actuelles de l'autorité dans l'Eglise. Que la concertation l'emporte, tout particulièrement par la prise en compte des recommandations faites par les Synodes et par une plus grande responsabilité reconnue aux conférences épiscopales. Que soit encouragée la création de communautés diverses, reliées entre elles, semblables à celle décrites dans les Actes des Apôtres, partageant les biens, les savoirs, l'entraide et la prière.

• La question n'est pas d'abord de trouver des candidats pour la prêtrise, mais de faire face aux besoins de l'évangélisation, en s'appuyant de manière pragmatique et inventive sur les hommes et les femmes qui sont prêts à travailler pour le Royaume, dans la diversité de leur charisme et de leur capacité d'engagement.

• Comment, dans la fidélité aux pratiques des Eglises primitives et à l'écoute des pratiques d'autres Eglises chrétiennes, enrichir notre approche de la question des ministères ? Comment, en particulier dans certaines Eglises d'Occident, redonner toute leur place aux laïcs, à la lumière de la mission globale confiée à l'Eglise, et non uniquement dans la perspective de l'aide qu'ils peuvent apporter aux prêtres ?

• Nous, laïcs, membres du peuple de Dieu, sommes prêts, dans la communion avec le Pape et avec les évê-

ques, à partager davantage les responsabilités ecclésiales; à nous former pour cette mission; à assumer les tâches confiées comme des services communautaires.

• Nous demandons aux responsables, et tout spécialement à l'évêque de Rome, d'autoriser, au plan régional, de véritables débats sur l'ordination d'hommes mariés, le développement de la diaconie dans toute sa diversité, la responsabilité des femmes dans la vie de l'Eglise; de tout faire pour que la formation des prêtres leur permette d'être à la fois pleinement à l'écoute des joies et des peines des hommes de ce temps et de traduire l'annonce de la Bonne Nouvelle dans le langage de tous ceux et celles qui depuis bien longtemps ne vivent plus «en chrétienté»; au plan local, d'associer réellement les laïcs à la responsabilité de la vie communautaire, non seulement dans l'exécution des décisions, mais également dans la préparation de celles-ci.

Paroles, 101, rue Saint-Charles, 75015 Paris, France; tél. : 0033 / 1 48 88 46 75.

Non, l'homme n'est pas une marchandise !

Face à la mondialisation, «qui peut produire le meilleur comme le pire» mais qui est pour l'instant «imprégnée de la dictature du marché», le groupe Paroles veut réaffirmer son «acte de foi en la dignité et la valeur de la personne humaine» (*Déclaration Universelle des droits de l'homme*).

Il rappelle que «la richesse de la personne humaine prend sa source et s'exprime dans l'altérité : la relation à l'autre, aux autres et pour les croyants au Tout Autre». L'altérité est donc essentielle : aucune idéologie n'a le droit de dégrader, de chosifier ni de s'appropriier l'autre, la personne. «Créée à l'image et à la ressemblance de Dieu, chaque personne reçoit sa dignité du don que Dieu lui fait, dès l'origine». «Ensemble, croyant en Dieu et n'y croyant pas, au nom d'une «commune pensée pratique» qui nourrit l'acte de foi en cette dignité humaine, nous pouvons organiser une véritable solidarité au profit de tous les opprimés». Et travailler «à la mise en place "d'autorités mondiales" » alternatives aux nouveaux pouvoirs dominants et respectueuses de l'humain.

Le texte intégral de cette contribution est disponible à notre secrétariat (Tél. : 022 / 708 00 78).

Agenda

● La CUAÉ, avec l'appui du CETIM et des Jardins de Cocagne, vous convie à une **conférence-débat sur le Plan Colombie**, le **jeudi 5 avril à 20h00**, à Uni-Mail, Salle R070, bd. Carl-Vogt, Genève. Pour plus de renseignements: CETIM, tél: 022 731 59 63.



● L'association Suisse-Birmanie organise 7 événements au cœur de Genève (voir article ci-dessous):

10 avril, 20h00: Film Rangoun, de John Boorman, au Ciné-Village Balexert, salle 13, en présence de l'acteur principal. Pour une invitation gratuite, s'adresser à l'association (022 320 51 51).

18 avril, 18h30: Conférence à l'IUED sur la Birmanie avec des Prix Nobel de la Paix, des professeurs d'Université et des spécialistes de la Birmanie.

19 avril:
-9h30: Remise d'une pétition au Haut-Commissariat des Droits de l'Homme par une délégation de Prix Nobel de la Paix.

-11h30: Conférence de presse (Club suisse de la Presse, 106, rte de Femey).

-19h00: Soirée thématique au restaurant Chez Badia en présence de parlementaires et de journalistes. Sur invitation.

20 avril:
-18h30: Conférence à l'IUED sur le bilan pour la Birmanie de la session de la Commission des Droits de l'Homme.

-21h00: Repas au Palais de Chine (bd. St-Georges) en présence de la délégation des démocrates birmanes et de membres de l'Association. Sur invitation.

Et, en plus, du 10 (inauguration à 18h00) au 21 avril, exposition «Birmanie, des larmes au sourire» au Centre commercial de Balexert.

Les tremblements de terre secouent surtout les pauvres

En janvier et février dernier, de terribles tremblements de terre ont frappé El Salvador. Bilan: plus de 1400 morts, davantage encore de blessés, au moins 160'000 habitations détruites et 500'000 sinistrées. Ces conséquences, ainsi que celles du séisme indien, contrastent avec les effets moindres du tremblement de Seattle. Preuve que les plus pauvres payent toujours le plus lourd tribut de ces catastrophes...

A ce propos, le théologien Jos Sabrino donne d'éclairantes explications dans un article de la revue DIAL. Selon lui, un tremblement de terre est non seulement une tragédie, mais il offre une radiographie du pays, révélant les inégalités d'une société. En El Salvador, une moitié de la population vit ainsi dans une extrême pauvreté, une grande partie de la moitié restante devant affronter d'importantes difficultés. Lors d'un tremblement de terre, ce sont surtout les habitations de fortune des plus pauvres qui sont détruites. Ceux qui ont pu construire en dur l'ont fait sur des terrains en pente inhospitaliers, ce qui facilite l'effondrement. Par contre, les constructions les plus solides sont bâties sur des terrains fertiles appartenant aux nantis.

Des conséquences peu naturelles

Si ces catastrophes ont des causes naturelles, leur impact inégal ne doit

rien à la nature. En El Salvador, on s'est ainsi moqué des experts en supprimant des forêts contre leur avis et cette déforestation a provoqué des éboulements. On a aussi édicté des normes de sécurité inapplicables par les plus pauvres, qui manquent de ressources pour les réaliser. Sachant que le pays est frappé tous les 15-20 ans par un séisme, qu'on fait les maîtres du pays pour s'y préparer? Presque rien. Ils ont préféré investir dans l'équipement de leur armée et la technologie bancaire, «ne se préoccupant pas beaucoup de garantir l'avenir de la vie des pauvres, de leurs logements et de leurs biens... Le capitalisme est né sans cœur.» Il est en effet scandaleux que l'on n'ait pas construit des logements dignes pour la majorité de la population, alors qu'en El Salvador prolifèrent des édifices d'un luxe provoquant.

Un appel à la vie

Fort heureusement, les plus pauvres se sont mobilisés, mettant tout ce qui leur reste au service de la vie. A côté de l'aide internationale, ils pratiquent une solidarité de proximité. C'est ainsi qu'on a pu voir les hommes creuser les décombres jusqu'à l'épuisement, avec des moyens de fortune, et les femmes accomplir des merveilles pour que la vie continue malgré tout. Et Jos Sabrino de conclure: «Les pauvres obéissent à l'appel de Dieu à vivre et à donner la vie à d'autres, même au milieu de la catastrophe.»

Jacques Perroux

La Birmanie au cœur de Genève

La 57^e session de la Commission des Droits de l'Homme (à l'ONU du 19 mars au 27 avril) verra l'Association Suisse-Birmanie investir la ville de Genève. Son objectif? Organiser des manifestations conviviales et informatives pour mieux faire connaître le pays aux différents publics genevois. Un pays qui reste le théâtre de violations massives des droits humains.

La Birmanie, rebaptisée Myanmar par la junte militaire au pouvoir, voit depuis des années les revendications démocratiques se heurter à la répression sévère du gouvernement. A témoin, Aung San Suu Kyi, figure de proue du mouvement pro-démocratique et Prix Nobel de la Paix en 1991, a été privée de pouvoir en 1990 et assignée à résidence en 1989, avant de l'être à nouveau en septembre dernier. En outre, depuis 1996, la junte a ouvert le pays au tourisme de masse. Afin d'élaborer les infrastructures nécessaires, elle a depuis recours au travail forcé de

personnes de tous âges et sexes confondus.

N'allez pas (encore) en Birmanie...

Dans ces conditions, Aung San Suu Kyi, au nom des milieux des droits de l'homme, a appelé au boycott touristique: «Ne venez pas maintenant, n'apportez pas l'argent aux généraux, attendez la démocratie», n'a-t-elle cessé de répéter. L'Organisation Internationale du Travail a quant à elle enjoint le gouvernement à abandonner le travail forcé. Devant son refus de coopérer, des sanctions sont appliquées contre le Myanmar depuis le 30 novembre 2000. Dans ce pays qui détient encore le triste record de mines antipersonnel de toute l'Asie, il semblerait néanmoins qu'un dialogue constructif ait lieu depuis quelques mois entre Aung San Suu Kyi et le pouvoir militaire.

La Birmanie vient à vous!

L'association Suisse-Birmanie, basée à Genève, a pour buts:

- de faire connaître les différents

aspects du pays (tant politiques que sociaux ou culturels);

- de soutenir les mouvements démocratiques de Birmanie;
- d'apporter une aide concrète aux populations, en particulier celles des minorités ethniques en difficulté.

C'est dans cet état d'esprit qu'elle organise à Genève une série de manifestations tout au long du mois d'avril, en marge de la session de la Commission des Droits de l'Homme. Exposition, film, conférences et rencontres jalonnent ce mois de sensibilisation et d'action (voir Agenda ci-dessus). Démarche clé parmi ces manifestations, une pétition sera remise par une délégation de plusieurs Prix Nobel de la Paix à Mary Robinson, Haute-Commissaire aux Droits de l'Homme (jusqu'en septembre). Autant d'événements qui, gageons-le, feront battre le cœur de la Genève internationale et locale pour un pays dont la splendeur est entachée de trop de souffrances humaines.■

Marie Pasquier

Contact: Association Suisse-Birmanie, tél. 022 320 51 51.

COTMEC
bd du Pont-d'Arve 16
1205 GENEVE
CH

JAB
1231 Conches

Changement d'Adresse
16, Bd. du Pont-d'Arve
CH-1205 Genève

COTMEC

Commission Tiers Monde de l'Eglise catholique
16, Bd. du Pont-d'Arve
1205 GENEVE
Tél: +41 22 708 00 78
Fax: +41 22 708 00 79
E-mail: cotmec@worldcom.ch
Web: www.cath.ch/cotmec
CCP: 12-21551-1

COTMEC-INFO est Mensuel

Abonnement: Frs 20.- /an
Rédactrice Responsable: Marie Pasquier
Imprimerie: Fornara / GE

AVIS AUX ABONNES
Grâce à vous notre bulletin s'auto-finance chaque année, ce qui est un atout indispensable pour notre travail. Nous pouvons maintenant un abonnement à un prix accessible à tous si nous augmentons le nombre de nos abonnés. Merci donc de FAIRE CONNAÎTRE COTMEC-INFO autour de vous. Nous l'envoyons gratuitement à des correspondants dans des pays du Sud grâce aux dons supplémentaires. Grand MERCI à ceux qui soutiennent ainsi ces échanges. Les personnes qui ont reçu un abonnement en cadeau de la part de leurs connaissances ou qui auraient des difficultés financières ne sont pas concernées par les frais d'abonnement.

Mensuel - Abonnement annuel Frs: 20.-

N° 230 - Mars-Avril 2001



Mini-dossier, p.3
Haïti: comment sortir de la crise?

commission tiers monde de l'Eglise catholique

Edito

Retour sur les votations suisses du 4 mars

J'y vis, j'y voterai!

Que d'amertume au lendemain des votations du 4 mars dernier! Quelle déception devant la volonté affichée de fermeture à l'Europe! Quelle tristesse de constater que les frileuses œillades vers le porte-monnaie ont largement congédié un certain idéal de partage et d'ouverture! En plus de l'adhésion à l'Union Européenne, un autre objet, cantonal celui-ci, amenait les Genevois à remettre sur le métier leurs vellétés de solidarité. Il s'agissait de se prononcer sur l'octroi des droits politiques communaux aux étrangères et étrangers résidant parmi nous depuis au moins 8 ans. A l'approche des votations, la plate-forme «Eglise et Société» de l'Eglise Protestante de Genève et la COTMEC, dans un communiqué émis pour l'occasion, exhortaient à l'unisson les chrétiens genevois à approuver ces nouveaux droits. Le communiqué se concluait sur cette parole, rappelant l'exigence chrétienne de l'accueil et de l'intégration respectueuse de l'autre: «L'émigré installé chez vous, vous le traiterez... comme l'un de vous...» (La Bible, Lévitique 19.33).

Soutenu par le comité «J'y vis, j'y vote pour Genève»¹, le texte a été rejeté par 52% des voix. Un score serré qui a déçu sans les abattre les tenants du projet: «La prochaine fois sera la bonne!», clamaient nombre d'entre eux, parmi lesquels des «étrangers» scolarisés ou même nés ici. Mais que faire dans ce but? «Il faut maintenant que le projet cantonal de loi sur l'intégration soit voté, que ses structures se mettent en place. Nous devons travailler à donner une plus grande visibilité aux étrangers, mettre en place des outils d'intégration pour que les fantasmes de peur finissent par tomber, tout en reconnaissant ces peurs comme normales dans la mesure où on est soi-même perdu vis-à-vis de sa propre identité», déclare Boris Drahusak, membre et ancien président de l'association Mondialcontact. Tandis que Christiane Perregaux, présidente du Centre de contact Suisse-immigrés, propose «de suivre les projets développés par les communes où la loi a été acceptée».

Le chemin se poursuit donc vers une plus grande ouverture. «J'y vis, j'y voterai un jour» semble pouvoir dire à raison les étrangers et étrangères de Genève. Quant à moi, je vis en Suisse, j'y vote et je m'y sens un petit peu plus étrangère à chaque soir de votations.■

Marie Pasquier

¹ Ce comité appartient à l'association «J'y vis, j'y vote» pour la promotion des droits politiques des étrangers à Genève, tél. et fax 022 343 26 28; www.chez.com/jyvj

² Le Courrier, 5 mars 2001.

Billet évangélique

Attention, explosif!

Nous étions trois ou quatre «experts fédéraux» à proposer un texte sur la «Mission». L'un d'entre nous -était-ce le plus hardi?-affirma que tout devait commencer par une «selbstevangelisierung» (auto-évangélisation). Rien de plus normal. Comment prêcher aux autres ce qu'on ne vit pas soi-même? Talonné par nos questions, notre «Theologe» (théologien) avoua que l'évangélisation de notre personne était une confrontation «dangereuse» avec la mémoire de Jésus de Nazareth. Pourquoi «dangereuse», lui demanda-t-on? Qu'y a-t-il de plus doux, de plus séduisant que l'évangile? Le théologien persista en parlant de Jésus comme d'un explosif. «C'est de la dynamite», précisa-t-il.

A voir! Certains auditoires dominicaux me feraient plutôt penser à des pouponnières assoupies sous le chant des berceuses et des contes de fées. Rien de bien méchant ni de dérangeant. Pas de quoi faire éclater les murs d'une église et déclencher une émeute sur le parvis. Il y a des sermons soporifiques et conservateurs. Ceux qui ne contestent rien et ronronnent les idées reçues. Et il y a les paroles de Jésus, révolutionnaires à souhait. Avez-vous lu le sermon sur la montagne? Amour des ennemis? Refus de la violence? Mépris de l'argent? Autant d'explosifs, qui valent bien la nitroglycérine. A cette différence toutefois que ce genre de «poison» agit lentement, très lentement, dans un organisme particulièrement résistant.

Combien de siècles nous a-t-il fallu pour nous débarrasser de l'esclavage et de l'inquisition? Ce n'est pas chaque année qu'émergent un François d'Assise, un Luther King ou une Mère Teresa! Et nous avons besoin d'un millénaire pour digérer leurs propos et leurs audaces. C'est bien long!

Beaucoup trop long pour sortir de nos somnolences. Ne transformons pas la dynamite évangélique en pétard mouillé!■

Guy Musy



Porto Alegre Les lendemains du forum

Perspectives d'action

Plus concrètement, les participants au Forum Parlementaire Mondial (qui s'est tenu dans le cadre du FSM les 27 et 28 janvier) ont apporté dans leur déclaration finale leur soutien à de nombreuses campagnes en cours:

- pour l'abolition de la dette des pays pauvres;
- pour la taxation des mouvements spéculatifs de capitaux;
- pour la suppression des paradis fiscaux;
- pour une réforme de l'OMC et des différentes institutions financières internationales;
- pour la mise en œuvre des engagements écologiques pris par nos gouvernements lors de la conférence de Rio en 1992;
- contre le brevetage du vivant;
- pour le succès des objectifs de la Marche mondiale des femmes.

Enfin, un agenda des prochaines mobilisations contre le néolibéralisme a été établi dans l'«Appel de Porto Alegre». Cet appel, adopté par 175 organisa-

tions, invite à la mobilisation contre:

- la zone de libre-échange des Amériques (ZLEA), négociée à Buenos Aires les 6 et 7 avril et au Québec du 17 au 22 avril;
- la Banque asiatique de développement (discutée en mai à Honolulu);
- le sommet du G8 à Gênes du 15 au 22 juillet;
- l'assemblée annuelle du FMI et de la Banque mondiale à Washington du 28 septembre au 4 octobre;
- celle de l'OMC au Qatar du 5 au 9 novembre.

En outre, les participants au FSM se sont engagés à soutenir la mobilisation féministe de Gênes et la journée mondiale d'action contre la dette qui aura lieu le 20 juillet. Des décisions et des engagements qui portent à croire que le sommet de Porto Alegre ne restera pas sans lendemain et s'avérera une étape importante dans la construction d'un monde meilleur. ■

Jonas Pasquier



1 Pour plus d'informations sur ces événements, rendez vous sur Internet à l'adresse attac.org/indexfr.htm ou contactez le groupe Attac de votre région.

Vous êtes intéresséE par le suivi du FSM? Attac-GE, l'Association suisse des Amis du Monde Diplomatique, le CsAB et le CETIM vous donnent rendez-vous le 28 mars à 19h00 à la Maison du Grütli pour une soirée sur le thème «Après Porto Alegre, quels relais à Genève?».

Haiti Comment sortir de la crise?

Depuis le 7 février, Jean-Bertrand Aristide est à nouveau à la tête de Haïti. Les conditions de son retour au pouvoir ont cependant suscité beaucoup de controverses.

Pour faire le point, voici de larges extraits d'un texte publié par DIAL¹ reprenant l'analyse et les propositions d'un collectif d'organismes de la société civile haïtienne.

Nous reviendrons sur la situation de ce pays dans un de nos prochains numéros pour vous livrer le témoignage d'un de nos amis, actuellement en Haïti.

Que reproche-t-on exactement à Aristide? De ne point respecter le jeu démocratique, en exerçant pression et corruption sur les organes chargés notamment d'organiser le scrutin. En réaction, les partis d'opposition ont décidé de boycotter le pouvoir. Ils ont désigné un président provisoire chargé de «restaurer la démocratie». Le président élu, quant à lui, dans un souci d'ouverture et de dialogue, a formé un gouvernement de large coalition. Il a nommé à des postes divers ceux qui recueillent le plus large consensus auprès de la population.

En plus des soupçons exprimés à l'encontre d'Aristide, un contentieux portant sur le calcul des voix lors des élections sénatoriales du 21 mai 2000 -calcul qui favorisa le parti du président- n'est toujours pas réglé. Dans cet Haïti chancelant, des membres de la société civile proposent un «processus de dialogue pour une sortie de crise». Ils rappellent ci-dessous la situation de leur pays et esquissent des pistes de solution afin qu'Haïti reste debout.

Le contexte

Après trois décennies de dictature, le peuple haïtien espérait que 1986 allait inaugurer une ère de démocratie. Hélas, durant ces 14 dernières années, la vie politique a été marquée par une vive turbulence faite de coups d'Etat, d'élections ratées et de crises institutionnelles. La démocratie a connu un cheminement cahoteux, l'économie a régressé, la pauvreté a gagné du terrain. Les

élections de l'année 2000 auraient dû offrir au pays l'occasion d'un nouveau départ. Malheureusement, les irrégularités qui les ont entachées menacent de plonger le pays dans un nouveau cycle d'agitation. A l'origine du blocage, l'absence de dialogue. Au lieu de se parler et de liquider le contentieux du passé, on préfère diaboliser l'autre. La société civile pense que seules des négociations peuvent ouvrir la voie à une relance de la vie politique et économique sur des bases saines.

Les faits

Lors des élections législatives municipales et locales du 21 mai 2000, la procédure de dépouillement n'a pas été respectée. La police ou parfois des groupes armés ont emporté les urnes avant le dépouillement. Ces irrégularités ont favorisé la fraude et ont privé les partis de l'opposition d'un certain nombre de sièges au sénat. Ce qui les a conduits au boycott du reste du processus électoral. Les Haïtiens ont quant à eux manifesté leur désapprobation en affichant un faible taux de participation aux scrutins organisés après le 21 mai.

Les conséquences...

... socio-économiques:

L'aide internationale a chuté de façon substantielle et l'investissement national et international ne s'est pas matérialisé. Le revenu par habitant ne dépasse pas 0,50 \$ par jour et l'indice de développement humain reste le plus faible d'Amérique. 60% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté absolue et 32% souffre de malnutrition chronique, ce qui l'expose à toutes sortes de maladies dont le SIDA, qui continue à faire des ravages dans la population. Haïti fait partie des 30 pays les plus pauvres au monde. L'insécurité règne toujours et constitue la première inquiétude de la population. Si rien ne change, Haïti rejoindra la catégorie des pays qualifiés d'«entités chaotiques et ingouvernables».

... et politiques:

Le maintien du statu quo va entraîner un sérieux recul de l'institutionnalisation de la démocratie. Car malgré tout, depuis 1990,

un processus démocratique est en cours. Haïti a appris à intérioriser un certain nombre de valeurs démocratiques telles que le respect du vote populaire ou l'élimination du coup d'Etat. Les valeurs en jeu aujourd'hui sont la suppression de la fraude, le renforcement du pouvoir législatif et le respect du pluralisme politique. Maintenir le statu quo, c'est porter atteinte à ces valeurs. Il importe donc d'apporter les corrections nécessaires aux erreurs commises afin d'éviter au pays l'imprévisible et le chaos, l'anarchie et la violence et surtout le retour de la dictature.

Des pistes de solution

Il s'agit avant tout de trouver un accord politique pour sortir de l'impasse sur laquelle ont débouché les élections du 21 mai. Le président élu y est disposé. Il ne s'oppose pas à l'organisation d'un deuxième tour pour les sièges des sénateurs contestés.

Propositions des protagonistes: Fanmi Lavalas, le parti d'Aristide, propose :

- l'installation du président élu;
 - la composition d'un gouvernement d'ouverture;
 - la formation d'un nouveau CEP;²
 - l'organisation d'un deuxième tour pour les sénatoriales du 21 mai.
- L'opposition, quant à elle, suggère :
- l'installation d'une présidence et d'un gouvernement de consensus et d'union nationale;
 - l'élaboration d'un programme alternatif;
 - l'organisation d'élections générales avec un CEP de consensus.

Mécanisme de résolution

La résolution de la crise pourrait se dérouler en 4 étapes:

1 Promotion du processus de négociation

Le présent «Processus de dialogue pour une sortie de crise», qui traduit les attentes de la société civile, sera largement diffusé, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays.

2 Formation d'une commission de facilitation
La commission sera composée de 5 membres issus du groupe d'initiative de la société civile, d'un représentant de Fanmi Lavalas et d'un représentant de la plateforme de l'opposition. La commission travaillera en collaboration avec des représentants de l'Organisation des Etats d'Amérique (OEA) et des Nations Unies.

3 Rencontres bilatérales et multilatérales

La commission rencontrera les parties concernées d'abord seules, ensuite avec les autres, afin de discuter des enjeux et de dégager des propositions constructives.

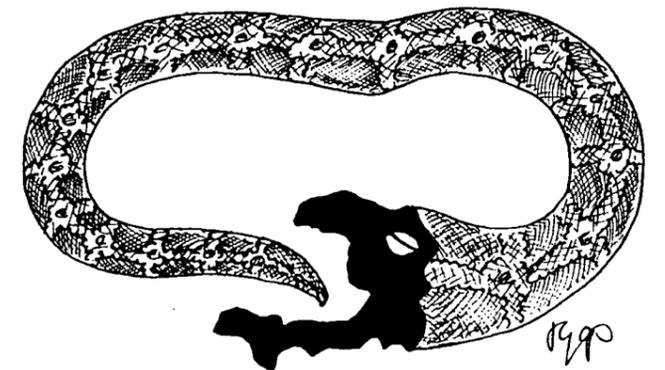
4 Session finale

A l'issue des rencontres, une session finale réunira toutes les parties concernées afin d'arrêter les termes d'un accord final devant engager toutes les parties.

... Espérons que ce travail de négociation sera fructueux! ■

Justin Kahamaile

1 Diffusion de l'Information sur l'Amérique Latine (DIAL), 38, rue du Doyenné, 69005 Lyon, France. Tél. 00 33 4 72 77 00 26.
2 Conseil électoral provisoire : l'organe chargé d'organiser les élections, dissolu au moment où les autorités élues entrent en fonction.



Consultation œcuménique Et après?

présentativité de tous les milieux sociaux. Mais une large palette d'opinions émerge des réponses et, fait remarquable, les évaluateurs notent que beaucoup de «personnes en marge des canaux de consultation habituels» ont cherché à se faire entendre par ce biais.

Un rapport décharné

Tout cela mérite le plus grand respect. Nous avons espéré, à l'époque du lancement de la consultation, que ces prises de parole allaient être restituées intégralement sous la forme d'un livre. En lieu et place, nous avons reçu un «rapport d'évaluation» indigeste, truffé d'évidences et sans aucune chair (les citations se comptent sur les doigts de la main). Dans le but de synthétiser la substantifique moelle de toutes les prises de parole en 150 pages, les évaluateurs ont évacué ce qui en faisait la saveur: leur tonalité, l'évocation de contextes existentiels, la vigueur des cris de révolte, la poésie des réflexions spirituelles sous-jacentes ou encore le zeste de folie attaché à certaines visions d'avenir... Le résultat est désolant. L'intégrale des réponses existe cependant, sous la forme

d'un CD-rom. On ne peut que regretter le manque d'accessibilité d'un tel support. D'autant plus que le système de navigation proposé par le CD en question est d'une rare incommodité.

Et après ?

Qu'advient-il de cette consultation? Deux grands rendez-vous se profilent à l'horizon. Les autorités des Eglises envisagent de rendre public un message officiel le 1^{er} septembre 2001, à Berne, en présence du Président de la Confédération. Puis, le 16 septembre, jour du jeûne fédéral, les chrétiens de tout le pays sont invités à organiser des célébrations œcuméniques pour marquer le coup. Tout dépendra alors de la qualité des scribes engagés pour prémâcher le travail desdites autorités. Le but de leur message n'est pas -bien entendu- de proposer une nouvelle synthèse des réponses de la consultation. Il s'agit de rendre justice aux préoccupations exprimées tout en redisant, dans notre contexte et avec force, les interpellations évangéliques. Nous espérons que nos autorités auront le courage de s'inscrire dans la veine tracée par les prophètes et que le Christ a dési-

gnée comme sienne: si l'on se souvient encore de ses enseignements, c'est qu'il a su parler un langage clair tout en posant des actes qui authentifiaient sa parole. En sommes-nous capables aujourd'hui? ■

Dominique Froidevaux

A Genève, la coordination assurant le suivi de la consultation a proposé de continuer la démarche en répercutant les actes posés en lien avec le thème de la campagne de Carême «Civiliser l'argent» qui répond à de nombreuses propositions évoquées pour construire «l'avenir social et économique de la Suisse». Les chrétiens ont là une occasion à ne pas manquer de témoigner, par un usage responsable de leurs biens et de leur argent, que justice et solidarité ne sont pas que des mots creux dans leur bouche. Si cette démarche porte du fruit, les célébrations du 16 septembre pourraient bien être annonciatrices d'une «bonne nouvelle» fondée sur des engagements concrets. D.F.

Pour plus d'informations: Tél 022 734 32 38 (C. Garin) ou 708 00 78 (COTMEC).

Aux antipodes de Davos, le Forum Social Mondial (FSM) s'est tenu à Porto Alegre du 25 au 30 janvier dernier. Il a débouché entre autres sur une déclaration de parlementaires et sur un agenda des prochaines mobilisations.

Le Forum Social a démontré qu'il existe une alternative aux politiques libérales largement entreprises ces dernières années par les institutions financières internationales et bon nombre de gouvernements. Il a été l'occasion de mesurer le dynamisme des résistances citoyennes et populaires à la mondialisation néolibérale et d'examiner de nouvelles perspectives d'actions solidaires. Plus encore, les participants au FSM ont réaffirmé la nécessité d'une coopération internationale pour toutes les actions et campagnes à entreprendre.

Lancée en 1998 par la Conférence des évêques et la Fédération des Eglises protestantes de Suisse, la «Consultation œcuménique sur l'avenir social et économique de la Suisse» a accouché d'un rapport d'évaluation en septembre 2000. Ses responsables tentent de poser des jalons pour qu'elle porte du fruit.

Donner la parole, tel était le but de la consultation œcuménique. Noble défi! Et bel effort: 40'000 brochures distribuées pour lancer des pistes de réflexion. La marche à suivre n'était peut-être pas des plus limpides et l'on a souvent reproché au document de base de proposer une sorte de prêt-à-penser. Il n'empêche que nombreux sont celles et ceux qui ont saisi cette occasion de s'exprimer. Sur les 1200 réponses, 60% émanent de groupes qui ont amorcé une démarche collective. C'est dire que plusieurs milliers de personnes ont participé. On ne pouvait s'attendre à une re-

Dettes du Brésil La guerre de la terre

Dans son dernier roman, Maurice Lemoine, journaliste au Monde diplomatique, décrit la guerre de la terre au Brésil et le mécanisme de la dette en Amérique latine. De passage à Genève en mars, il nous a parlé de la situation brésilienne et du combat d'un défenseur des petits paysans.

La dette, roman de la paysannerie brésilienne¹, raconte l'histoire de petits paysans persécutés et exploités par les grands propriétaires, avec la complicité de la police et des autorités. Bien que son cadre et ses personnages soient fictifs, l'ouvrage présente la situation réelle de l'Etat du Para au Brésil et analyse avec justesse les influences néfastes de la dette extérieure sur les plus démunis.

Dettes extérieures, guerre intérieure

Les politiques d'ajustement structurel imposées par le FMI au service du remboursement de la dette ont des conséquences dramatiques pour les petits paysans. Ces programmes misent sur les exportations de masse, inci-

tant le gouvernement à soutenir les propriétaires de grandes exploitations industrialisées. Ces derniers sont ainsi encouragés à exploiter la main d'œuvre bon marché que constituent les petits paysans et à les spolier de leurs terres. La police, elle non plus, ne lève pas le petit doigt face aux injustices et exactions dont sont régulièrement victimes les paysans. Ainsi, depuis 1985, plus de 2000 paysans, syndicalistes ou ecclésiastiques ont été assassinés dans ce qui est devenu une véritable guerre de la terre. Malgré le soutien de la Commission Pastorale de la Terre (CPT) de l'Eglise brésilienne et l'action du Mouvement des Sans Terre (MST), justice est rarement rendue aux paysans: depuis le début de cette guerre de la terre, seuls 3 grands propriétaires ont été condamnés.

Le défenseur accusé

Le frère Henri Burin des Rozières est un exemple vivant de cette situation profondément inique. Avocat de la CPT, ardent défenseur des droits des paysans de Xinguara dans l'Etat du Para, il a été victime de persécutions orchestrées par la police de l'Etat. Campagne de diffamation par le biais de la presse, fausses accusations, procès, tout a été mis en œuvre pour salir sa réputation.

Cet acharnement fait suite à la dénonciation par le frère Henri des actes de torture pratiqués par la police de l'Etat. Au moment où nous mettons sous presse, ACAT-France nous signale que le tribunal de justice de l'Etat du Para a accepté la demande de protection d'urgence du frère Henri. Son procès tronqué pour organisation d'une manifestation a été suspendu. Dans ces circonstances réjouissantes, la campagne de lettres lancée en sa faveur par la CPT est interrompue, en attendant de nouvelles informations. A suivre, donc. Et souhaitons que cette victoire soit un premier pas vers la dénonciation des abus commis sur les paysans du Brésil. ■

Jonas Pasquier

1 L'Atalante, Nantes, 2001.



Civiliser l'argent

Une campagne motivante

Trop tôt encore pour esquisser un bilan complet de la campagne oecuménique de carême 2001. On sait qu'il n'est pas facile de briser le tabou de l'argent¹. Les responsables de la campagne *Civiliser l'argent* ont trouvé une manière responsabilisante et non culpabilisante pour en parler: des infos, des faits, des questions sur nos pratiques en la matière. Charles Ridore, responsable romand d'Action de Carême, constate que beaucoup de chrétiens se sont sentis interpellés. Même ceux qui n'ont pas de quoi épargner ont pu découvrir qu'ils étaient impliqués dans des circuits d'argent (avec leur épargne de prévoyance liée). Des enfants ont réfléchi à l'usage de leur argent de poche, des jeunes tentés par le boursicotage se sont interrogés. Sur le plan des médias, la campagne a fait mouche: le Téléjournal, des revues financières, des journaux de consommateurs s'y sont intéressés de près. Des institutions proposant des alternatives ont eu l'occasion de mieux se faire connaître.

Et la dimension du partage n'a pas été oubliée: à travers certains projets des organismes d'entraide, on a découvert que même des apports modestes d'argent peuvent avoir des effets multiplicateurs. C'est sur la durée que l'impact d'une telle campagne pourra être évalué, car on sait que les comportements en la matière ne se changent pas d'un jour à l'autre. On peut d'ores et déjà dire «chapeau» à Action de Carême et Pain Pour le Prochain: ils ont osé nous inviter à nous intéresser à notre porte-monnaie, pas seulement pour leur propre compte², mais aussi et d'abord dans la perspective de la construction du bien commun. ■

Dominique Froidevaux

1 Voir les documents publiés par la COTMEC: *Un regard chrétien sur l'épargne* (1986) et *Guerre économique, l'heure de la résistance* (1997).
2 Pour vos dons: CCP AdC: 10-15955-7 et CCP PPP: 10-26487-1.

Agenda

L'ACAT-Suisse fêtera ses 20 ans les 18 et 19 mai prochains, lors de son assemblée générale à Genève. A cette occasion, vous êtes invités le samedi 19 à 14h00 au COE (150, rte de Ferney) à une table ronde sur le thème «Eglise et droits humains». L'ACAT y diffusera un recueil de prières élaboré par la FiACAT, *Une espérance au cœur de la nuit*.

Forte de quelques 300 membres, l'ACAT-Suisse est une des 300 ACAT (Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture) de tous les continents qui se sont regroupées en fédération (FiACAT), en février 1987. Cette ONG possède un statut consultatif auprès des Nations Unies, du Conseil de l'Europe et de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples. Elle est aussi membre associé du COE. L'ACAT se joint à Amnesty International pour sa 3^{ème} campagne annuelle contre la torture.

Marie-Thérèse Bouchardy

JAB
1231 Conches

Changement d'Adresse
16, Bd. du Pont-d'Arve
CH-1205 Genève

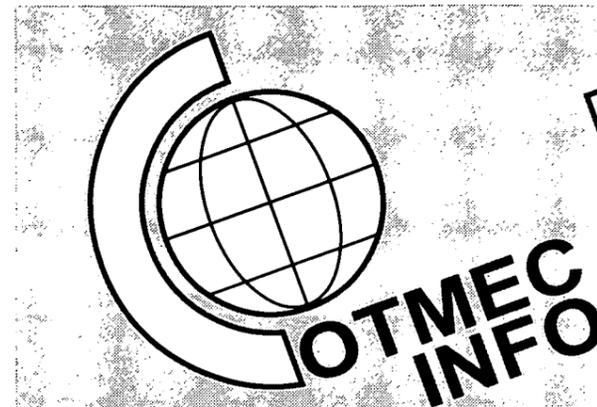
COTMEC

Commission Tiers Monde
de l'Eglise catholique
16, Bd. du Pont-d'Arve
1205 GENEVE
Tél : +41 22 708 00 78
Fax: +41 22 708 00 79
E-mail:
cotmec@worldcom.ch
Web:
www.cath.ch/cotmec
CCP: 12-21551-1

COTMEC-INFO est Mensuel

Abonnement: Frs 20.-/an
Rédactrice Responsable:
Marie Pasquier
Imprimerie: Fornara / GE

AVIS AUX ABONNES
Grâce à vous notre bulletin s'auto-finance chaque année, ce qui est un atout indispensable pour notre travail. Nous pouvons maintenir un abonnement à un prix accessible à tous si nous augmentons le nombre de nos abonnés. Merci donc de FAIRE CONNAÎTRE COTMEC-INFO autour de vous. Nous l'envoyons gratuitement à des correspondants dans des pays du Sud grâce aux dons supplémentaires.
Grand MERCI à ceux qui soutiennent ainsi ces échanges. Les personnes qui ont reçu un abonnement en cadeau de la part de leurs connaissances ou qui auraient des difficultés financières ne sont pas concernées par les frais d'abonnement.



P. 3:
Entretien exclusif
avec Estela de Carlotto

commission tiers monde de l'Eglise catholique

Billet évangélique

Lily dans la fosse aux lions

Les séances de la Commission des Droits de l'Homme sont parfois riches en émotions fortes. Comme celles que j'ai vécues ce mardi matin 27 mars au Palais des Nations de Genève.

Vers 10 heures 15, le président bat le rappel de ses ouailles dispersées dans les couloirs et les cafétérias. Suit un long monologue procédurier. J'apprends que l'ordre du jour sera bouleversé, la commission devant accueillir de «hautes personnalités». Comme celles-ci ne pointent pas encore à l'horizon, le président donne la parole aux délégués des ONG pour s'exprimer sur le thème de la journée: «racisme, discrimination raciale, xénophobie et toute forme de discrimination».

Apparemment, le représentant de l'Alliance Juive Mondiale n'est pas encore arrivé. Pallient à son absence deux orateurs, un Français et un Africain, qui tiennent la même rhétorique et usent des mêmes emphases. Toujours pas de «haute personnalité»! Les ONG continueront donc à combler les vides. Divine surprise, une petite voix fluetille mon écouteur. J'augmente le volume. «Je m'appelle Lily et j'ai 16 ans». Incroyable dans cette assemblée de barbons! Et la voilà qui raconte par le menu le martyre de sa famille persécutée par la police chinoise sous prétexte d'appartenance au Falun Gong. Elle-même vit en exil.

Après 3 minutes 1/2 de ce discours qui est une confession, coups de marteau du président qui lui coupe la parole et annonce que l'ambassadeur de la République Populaire de Chine, par motion d'ordre, exige que Lily se taise. Le contenu de son intervention, paraît-il, n'est pas conforme à l'ordre du jour. Vraiment? Perplexité du président, qui demande à consulter sa commission, puis courageusement invite Lily à poursuivre sa lecture. Au milieu de la phrase suivante, nouveaux coups de marteau présidentiel. Une autre délégation (laquelle?) exige une nouvelle fois qu'on fasse taire la jeune fille. Comme Pilate dans la passion, le président cède à cette attaque répétée. Lily doit quitter son micro. On n'entendra pas sa conclusion.

Et il faut faire vite, car voici une toute grosse légume, avec un discours qui ne contredira pas l'ordre du jour. Place donc à M. le Premier Ministre, escorté jusqu'à la tribune du «chairman». Pendant plus de 40 minutes, dans l'indifférence générale, il chantera les louanges de son général-dictateur de président qui, comme chacun sait, est un illustre défenseur des droits humains dans son pays et même sur tout le continent africain. Il n'y a qu'Amnesty International pour en douter! De qui se moque-t-on?

Avec un pincement au cœur, je vois Lily, très digne, s'éloigner, distribuant le papier qu'elle n'a pu lire en entier. J'ai envie de l'embrasser. ■

Guy Musy

Edito

Vaincre la violence

Vaincre la violence, c'est le défi lancé à tous les chrétiens par le Conseil Oecuménique des Eglises (COE)¹. «Nous sommes convaincus que les Eglises sont appelées à donner au monde un témoignage clair de la paix, de la réconciliation et de la non-violence fondée sur la justice», expliquent les membres du COE. Tout au long des 10 années à venir, ils nous proposent ainsi d'agir et de valoriser ce qui permet d'éliminer la violence. Un engagement qui nous concerne toutes et tous: physique, affective, psychologique, structurelle, économique, étatique, culturelle ou religieuse, la violence est partout. En Argentine par exemple, où les forces armées de la dictature ont privé des femmes de leurs enfants et petits-enfants (*lire mini-dossier en page 3*). Au Brésil aussi, où grands propriétaires, police et Etat s'allient contre les petits paysans (*lire article de Jonas Pasquier en page 4*). Ailleurs encore, ici aussi, la violence est au rendez-vous, transversale à toutes les sociétés et à tous les niveaux socio-économiques.



En regard de ce constat, la théologienne allemande Margot Käsmann nous propose quelques clés pour une attitude non-violente:

- respecter l'opposant, car nous sommes part de la même humanité;
- être attentif/ve à tous ceux et celles qui sont impliqués dans un conflit;
- renoncer à dénigrer ou rabaisser d'autres formes de vie et à contribuer aux atteintes à l'environnement;
- accepter de porter un fardeau, plutôt que le déposer sur les épaules des autres; ne pas répondre à une violence par une autre violence;
- être convaincu que chacun est susceptible de changer;
- faire appel à l'«humanité» de son adversaire;
- reconnaître que nul n'a le monopole de la vérité; prendre la peine de confronter sa vérité à celle de l'autre;
- savoir que la fin ne justifie pas les moyens; veiller à ce qu'il y ait cohérence entre l'agir et le but poursuivi;
- s'ouvrir plutôt que se replier.

Nous pouvons utiliser ces repères dans tous les domaines où nous sommes présents et actifs. 10 ans ne suffiront certes pas à éradiquer la violence. Mais chaque action positive constituera un pas en avant. ■

Maryse Durrer

1 En parallèle à la Décennie des Nations Unies pour une culture de paix et de non violence, le COE propose une décennie baptisée *Vaincre la violence, les Eglises à la recherche de la réconciliation et de la paix*. Info: www.wcc-coe.org ou 022 791 61 11.

0,7... le retour

Un projet de loi, présenté par dix député(e)s, demande que le canton de Genève consacre au moins 0,7% de son budget de fonctionnement à des projets de solidarité internationale (contre 0,22% actuellement).

On se souvient que les Genevois(es) avaient refusé l'initiative de 1982 demandant la même contribution, prélevée sur le revenu cantonal.

Genève-Tiers-Monde, l'association de soutien aux projets de développement née en réaction à ce refus, consacre son dernier numéro de *Trait d'union* à ce nouveau projet de loi, qui a reçu un premier accueil favorable au Grand Conseil.

A suivre...

Roland Pasquier

No 21 de *Trait d'union* disponible au 022 329 67 68.

Merci, Luc !

En 1997, Luc Jaquet tissait la petite toile de la COTMEC sur le grand réseau Internet. Depuis, pour qu'elle ne prenne pas la poussière, il l'entretenait régulièrement, remettant sans relâche l'ouvrage sur le métier. Au fil de nos années de collaboration, nous avons apprécié son habileté et son travail jamais décousu. Voici venue pour lui l'heure de laisser notre toile pour filer sous d'autres étoiles. En partant, il refile notre site à Papasse.

Un grand merci à Luc, à qui nous souhaitons le meilleur ! Et bienvenue à Papasse, notre nouveau tisseur virtuose de virtuel !

M.P.

cotmec



Visitez nos pages web:
www.cath.ch/cotmec

«A chacun de cultiver le caractère explosif du message évangélique»

Le rapport de la Consultation oecuménique sur l'avenir social et économique de la Suisse s'est vu quelque peu égratigné dans nos colonnes. «Enfin un coup de griffe exprimant nos espérances déçues», nous ont dit plusieurs lecteurs qui s'étaient investis dans la consultation et ne se retrouvaient pas dans le document final. Si mon comité de rédaction a trouvé mes critiques encore «trop modérées et nuancées par rapport à ce dont nous avions discuté», 2 témoignages écrits m'invitent à les revoir.

«Est-ce bien lucide de se tirer dans les jambes alors que nous sommes attelés au même char?» écrit Bernard Rey-Mermet. Je crois, malgré tout, que la lucidité ne peut advenir que dans un véritable débat, que l'amitié et les combats communs n'impliquent pas que l'on mette son esprit critique au vestiaire. Cela dit, mon propos ne visait pas à démolir la consultation. J'ai souligné la richesse des contributions et, si les supports restituant cette ri-

chesse sont difficiles d'accès, je me permets d'insister pour que l'on n'enferme pas ces trésors aux oubliettes.

Comme le fait remarquer Jean-Claude Huot (Justice et Paix), il faut oser se plonger dans un tel rapport «rébarbatif» pour remonter jusqu'aux réponses intégrales sur le CD-Rom (disponible au tél. : 031 382 23 38). Pour faciliter cet accès, le Département de l'information de l'Eglise catholique à Genève a d'ailleurs élaboré un petit résumé du rapport -10 pages sans aucune prétention littéraire -, afin de permettre au lecteur de découvrir en un clin d'oeil le contenu de ses différents chapitres (document disponible auprès de Gladys Théodoloz, tél. 022 319 43 43). Un membre du groupe de suivi de la Consultation à Genève s'est déjà attelé à un défi concret: explorer tous les textes concernant la question du salaire minimum, afin d'esquisser des perspectives d'action cohérentes avec l'exigence évangélique. C'est un bon exemple de ce qui peut se faire dans ce do-

main; nous en reparlerons. Quant aux suites de la Consultation, Jean-Claude Huot note encore que «le message qui sera publié en septembre sera le reflet de ce dont sont capables les institutions ecclésiales en Suisse en 2001. A chacun et chacune de se demander ensuite comment cultiver le caractère explosif du message évangélique». Nous voilà renvoyés au défi fondamental de notre fidélité, toujours à renouveler, à la mémoire d'un certain Jésus de Nazareth (cf *billet de Guy Musy, N° 230*).

Un autre de nos lecteurs, Georges Arnoux, missionnaire rédemptoriste au Burkina Faso, nous écrit à ce même propos pour nous encourager à ne jamais lâcher la bride dans nos combats contre toute forme d'esclavage. Il regrette au passage que, dans les messages habituels de nos Eglises, il y ait malheureusement «trop d'eau bénite, pas assez de dynamite». Puisse-t-il être entendu. ■

Dominique Froidevaux

Afrique du Sud Le goût amer de la liberté

Neville Gabriel, ex-secrétaire de «Jubilé Afrique du Sud», était de passage à Lausanne en mars dernier. L'occasion de faire avec lui le bilan de la *Campagne pour l'annulation des dettes et les réparations en Afrique australe et d'évoquer quelques perspectives d'avenir pour l'Afrique du Sud. Un pays libéré du régime de l'apartheid, mais qui reste accablé par sa dette.*

Rappel: Jubilé Afrique du Sud (A.S.) appartient à Jubilé 2000, mouvement international constitué à l'occasion du millénaire pour en appeler à l'annulation de la dette des pays les plus pauvres. Jubilé A.S. revendique la remise de la dette odieuse de l'Afrique du Sud, largement héritée du régime illégitime de l'apartheid. A cette revendication s'ajoute l'exigence de réparations aux victimes de l'apartheid. Cette double demande, élargie aux pays voisins, s'exprime dans la *Campagne pour l'annulation des dettes et les réparations en Afrique australe*, coordonnée

par la COTMEC sur le plan de la Suisse romande.

Le point sur la Campagne

Au niveau international, la Campagne va désormais se concentrer sur les plaintes à déposer contre les créanciers de l'apartheid pour obtenir réparation. Dans cette perspective, un sous-comité composé d'experts politiques, économiques et juridiques mène une vaste consultation visant à définir la forme et le contenu des actions en justice à entamer. Les résultats de cette recherche seront en principe dévoilés lors de la Conférence contre le racisme de l'ONU, hébergée par l'Afrique du Sud, à Durban, en août prochain. L'occasion de dénoncer les conséquences concrètes du racisme, en l'occurrence de l'apartheid, et les indemnités qu'il implique.

Le poing sur la table

En attendant Durban, une autre campagne menée par Jubilé Afrique du Sud offre des perspectives concrètes: le «Budget du peuple», élaboré par la Coalition des ONG Sud-Africaines (SANGOCO), le Congrès des

Syndicats Sud-Africains (COSATU) et le Conseil Sud-Africain des Eglises (SACC) ¹. Les auteurs de ce document mettent le poing sur la table pour protester contre la politique budgétaire du gouvernement. Le dernier budget national publié en février le prouve, cette politique privilégie le remboursement de la dette au détriment des infrastructures de base: santé, école et réseaux de distribution d'eau ou d'électricité. Loin de se laisser aller à une indignation stérile, les auteurs proposent une alternative solide et chiffrée à un tel budget inhumain.

C'est là le début prometteur d'une prise en main par la société civile des rénes de l'économie, qui n'est pas sans rappeler l'expérience du budget participatif de Porto Alegre. Une initiative qui permet d'espérer que «le goût amer de la liberté» ² acquise à la chute de l'apartheid devienne un tant soit peu sucré. ■

Marie Pasquier

1 Document en anglais disponible sous forme de photocopies à notre secrétariat (022 708 00 78).
2 Expression employée par l'auteur sud-africain David Diop dans son poème «Afrique».

Le combat des grand-mères contre l'impunité

Lors de la récente session de la Commission des droits de l'homme, une délégation des «Grand-mères de la Place de Mai» était de passage à Genève. Elles y ont occupé la tribune, grâce à l'«Union fraternelle entre les races et les peuples» (UFERP), qui leur a cédé son temps de parole. Rappel de leur combat et entretien exclusif avec leur présidente, Estela de Carlotto.

Depuis près de 25 ans, des milliers de femmes recherchent leurs petits-enfants disparus sous la dernière dictature argentine (1976-1983). De leur obstination, elles ont hérité le surnom de «folles de la Place de Mai» -du nom de la place de Buenos Aires où elles défilent chaque semaine-. Cette appellation pour le moins péjorative leur a été donnée par les dictateurs. En réalité, les «Grand-mères de la Place de Mai» sont loin d'être folles quand elles dénoncent la disparition de leurs enfants et de leurs petits-enfants. Le bilan est avéré, et lourd: 30'000 disparus, des milliers de prisonniers torturés, 500 enfants nés en captivité puis volés et un million d'exilés. Les récits de ces accouchements où les jeunes mères «subversives» disparaissaient sitôt leurs nouveaux nés mis au monde font désormais partie de l'histoire officielle de l'Argentine. Les bébés ainsi arrachés à leurs mères, -qu'on a ensuite exécutés-, ont été le plus souvent donnés à des militaires.

Estela de Carlotto, présidente des «Grand-mères», a perdu une de ses filles, éliminée dans un camp de concentration en 1977, deux mois après avoir accouché d'un enfant resté introuvable. On comprend sa motivation à dénoncer la «méthodologie de confiscation des descendants des ennemis idéologiques», mise en œuvre par les dictateurs, et son combat pour retrouver sa descendance et celle des autres. Un combat qui porte des fruits, puisque plusieurs petits-enfants ont déjà été retrouvés. Mais la lutte se poursuit pour retrouver les autres, et pour que les responsables ne restent pas impunis.

Estela de Carlotto esquisse le bilan et les perspectives d'une quête de justice et de dignité.

«Nous ne voulons pas mourir sans avoir embrassé nos petits-enfants»

Sergio Ferrari: Quels ont été cette année les thèmes de votre intervention à la Commission des droits de l'homme de l'ONU?

Estela de Carlotto: Comme tous les ans depuis 1979, nous sommes venues à Genève pour poser et actualiser le problème toujours sans solution des disparus en Argentine. Nous sommes convaincues que vérité et justice sont les deux conditions sine qua non de tout processus démocratique. Cette année, nous avons plus particulièrement abordé la question de nos petits-enfants disparus. Il existe 240 cas officiellement recensés, mais nous estimons qu'il pourrait bien y en avoir plus de 500. En effet, de nouveaux cas sont apparus, dont nous n'avions pas entendu parler jusqu'à présent.

S. F.: Quel a été le contenu concret de votre intervention?

E. C.: Tout d'abord, nous avons fait état des progrès de nos activités. En 22 ans de travail incessant, nous avons retrouvé 72 enfants, dont 6 au cours de l'année dernière. Nous sommes aussi venues pour commémorer les vingt-cinq ans du putsch qui a instauré le terrorisme d'Etat en Argentine. A cette occasion, plus de 100'000 personnes ont manifesté pour exprimer encore une fois leur rejet de la dictature et pour continuer à exiger que soit établie la vérité historique.

Nous voulions également manifester notre soutien à des actions positives, comme celles d'un juge argentin qui vient de reconnaître le caractère anti-constitutionnel des lois dites du «Point final» et de l'«Obéissance due», lois qui ont contribué à blanchir les responsables des crimes commis contre des milliers de nos compatriotes.

Nous souhaitons enfin alerter la communauté internationale à propos de l'attitude des militaires argentins, qui refusent de reconnaître leurs responsabilités et s'opposent à ce que justice soit faite.

S. F.: Qu'est-ce qui vous pousse à mener depuis tant d'années cette lutte quotidienne, dure et

exigeante en faveur de la vérité historique?

E. C.: Notre conviction, ainsi qu'un désir très profond: nous ne voulons pas mourir sans avoir embrassé nos petits-enfants. C'est essentiellement pour cela que nous continuons à nous battre, malgré notre âge.

S. F.: Le succès de la récente manifestation contre le coup d'Etat de 1976 indique-t-il que le travail de reconstruction de la mémoire collective a porté ses fruits?

E. C.: Absolument. Nous sentons que désormais, la société comprend que la brutalité de ce système injuste nous a tous atteints et nous a fait du mal à tous. Ses victimes ne sont pas seulement les grands-mères, les mères et les familles des disparus. Un nombre croissant d'Argentins prend conscience que le projet économique mis en place par la dictature s'est prolongé jusqu'à nos jours et qu'il est nécessaire de se mobiliser sur tous les fronts contre l'impunité: dans le domaine des droits humains, dans le domaine économique, dans le domaine social, et j'en passe. Cette mobilisation est d'autant plus urgente que Domingo Cavallo, qui vient d'être nommé ministre de l'économie, était un fonctionnaire de la dictature.

Bref, les effets funestes du sinistre plan global né avec la dictature se font encore sentir: ce plan s'est traduit au début par la disparition de personnes et se manifeste maintenant par la disparition, pour la grande majorité des Argentins, de droits essentiels, comme le droit à des conditions de vie dignes ou le droit à l'alimentation, dénié à de nombreux enfants. Ces droits fondamentaux ont été balayés entre autres du fait de l'impact quotidien de la dette extérieure. Les gouvernements se succèdent, mais tous soumettent l'ensemble de leur politique au paiement de cette dette injuste.

S. F.: Quel est le sens de la solidarité internationale dans la vie et le combat des Grand-mères?

E. C.: La solidarité internationale nous est essentielle. Non seulement parce qu'elle nous permet d'être présentes chaque année à Genève, mais aussi parce que c'est grâce à elle que nous pouvons faire entendre notre voix



Tiré de *Speak* n°32, 90

partout dans le monde. Je vous informe à ce propos qu'un grand nombre d'organisations internationales, dont Amnesty International, l'UFERP et SOS Torture, proposent cette année notre candidature au prix Nobel de la paix. Nous y voyons la preuve d'une solidarité sans limites. ■

Propos recueillis par Sergio Ferrari E-CHANGER

Traduction: Michèle Faure

«J'ai retrouvé mon petit-fils, nous avons pleuré et ri ensemble»

Rosa Roifinblit, vice-présidente des «Grand-mères de la Place de Mai», vient enfin de retrouver son petit-fils disparu, qu'elle cherchait depuis 25 ans.

«Quelle émotion! Les analyses d'ADN ont confirmé que c'était bien mon petit-fils et je me demandais comment j'allais pouvoir le lui dire. Quand nous nous sommes enfin rencontrés, il m'a embrassé et il m'a dit: 'Je sais déjà, grand-mère'. La rencontre a été beaucoup plus simple que tout ce que j'avais pu imaginer. Presque naturel».

«Il va lui falloir du temps pour assimiler sa nouvelle situation, explique Rosa Roifinblit. C'est un véritable traumatisme d'apprendre du jour au lendemain que vos parents, ceux qui vous ont élevé, vous ont en réalité volé et ont effacé votre passé, votre identité, votre histoire.»

«Pour moi, ces retrouvailles sont un privilège, une récompense. En 1978, en pleine dictature, j'ai fait une démarche auprès de la justice pour dénoncer la disparition forcée de ma fille. Je la cherchais, mais je cherchais aussi mon petit-fils, qui était encore dans le ventre de sa mère.» S.F.

A ne pas mettre au frigo ni avant ni après le 10 juin

«Heureux les doux: ils auront la terre en partage... Ceux qui ont fait et soif de justice, ils seront rassasiés... Ceux qui feront oeuvre de paix: ils seront appelés fils de Dieu... Ceux qui sont persécutés pour la justice: le Royaume des cieux est à eux.» (Mt. 5, 4-10).

Les membres de la COTMEC n'ont pu se mettre d'accord sur l'armement des soldats suisses à l'étranger. Je ne sais pas si nos arguments respectifs (voir page 2) tiendront encore la route dans 2000 ans. Ce que je crois fermement, c'est que les paroles un peu folles de l'inoubliable prophète de Nazareth m'invitent, avec les autres, sur un chemin exigeant menant au meilleur de moi-même: ma capacité d'aimer. A chacune et chacun de veiller, en fonction de ses choix, à ce que les tisons ardents du sermon sur la montagne ne soient pas servis tout refroidis.

Dominique Froidevaux

Agenda

● La communauté chrétienne de base de Chêne vous convie à une soirée sur le thème:

Attac et taxe Tobin

une résistance à la toute puissance du pouvoir financier

jeudi 7 juin à 20h15 au Centre Oecuménique de Meyrin avec Dominique Froidevaux (COTMEC) et Frédéric de Cock (fondateur d'ATTAC à Nyon). Inscription à la COTMEC (022 708 00 78).



● E-CHANGER, organisation d'envoi de volontaires dans le Sud, invite ses membres à son Assemblée Générale statutaire, le dimanche 10 juin à 9h30 au Chalet Analakely au Bouveret.

Le samedi 9 juin après-midi, E-CH organise un atelier de réflexion sur le «partenariat de la réciprocité», avec la participation de représentants de leurs partenaires nationaux et de coordination au Brésil. Bienvenue aux personnes intéressées. Information: 026 422 12 40.

● Le Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde (CADTM) organise une conférence intitulée:

Le G7 et les multinationales

une liaison dangereuse

mercredi 13 juin à 20h15 Genève, Uni-Mail, salle R070 Intervenants: Michel Husson et un représentant syndical de Danone.

Rencontre en deux actes

Acte I: Echange aller

Nicaragua, été 1997. Le Teatrakor, troupe de théâtre amateur rattachée à la pastorale des Jeunes Catholiques du canton de Vaud (JCVD) arrive au Lagartillo, un village retiré du district d'Achuapa. But du voyage: rencontrer les comédiens nicaraguayens d'El Capullo. S'ensuit un mois d'échange sur fond de théâtre, «au-delà des barrières linguistiques, culturelles ou économiques», pour reprendre les mots de Chantal Bianchi, initiatrice de l'aventure. Un échange qui a permis à Sylvie, actrice au Teatrakor, de «mettre des odeurs, des cris, des conséquences ou des réalités quotidiennes sur des mots que l'on ne faisait que savoir».

Acte II: Echange retour

Changement de décor: Suisse, été 1998. Les jeunes acteurs d'El Capullo viennent à leur tour rendre visite à leurs collègues vaudois. Nouvelle rencontre autour de leur commun amour du théâtre et de leur semblable humanité,

nouvelle découverte de leurs différences. Au pays des riches Helvètes, Balta apprend ainsi que «les gens ne sont pas forcément heureux. C'était dur de voir que tant de gens avaient tant d'argent, mais qu'ils n'avaient même pas le contrôle dessus. J'ai découvert que chaque Suisse a besoin d'un sourire, de tendresse».

Rideau

Le rideau est tombé, chacun est rentré chez soi. Mais de cet échange sont restées des traces et sont nés 3 documents. Destinées à toute personne ou association désireuse de comprendre l'importance de la culture dans le développement des peuples, cette brochure et ces vidéos nous invitent à rencontrer l'autre. Car de cette rencontre vraie, nous sommes, toutes et tous, les acteurs. ■

Marie Pasquier

Un fonds pour celles qui touchent le fond

Le Fonds de solidarité pour la mère et l'enfant (SOFO) de la Ligue suisse des femmes catholiques (SKF) fête ses 25 ans. L'occasion de faire un bilan de son action en faveur des mères en détresse.

«Je voudrais une Suisse où les futures mères n'aient pas à redouter la pauvreté», déclare Madeleine Schindler-Chuard, présidente du SOFO. Cet objectif est loin d'être atteint. Dans un pays qui ne connaît pas l'assurance maternité, les problèmes financiers rencontrés par les mères sont toujours plus fréquents. L'aide temporaire accordée rapidement et sans complications administratives par le Fonds peut alors s'avérer précieuse.

Refaire surface

Silvia R. peut en témoigner. Au moment de se présenter à son examen de fin d'apprentissage, la jeune fille est enceinte de 6 mois. Le futur père ne veut rien savoir de l'enfant et Silvia ne peut attendre aucun soutien de sa famille. Elle doit accepter un

emploi où elle est exploitée sans vergogne. Lorsqu'elle veut faire valoir ses droits, elle est congédiée séance tenante. A bout de ressources, elle entre alors en contact avec le Fonds de solidarité: «Il m'a permis de refaire surface», dit-elle aujourd'hui.

Habiles bénévoles

Si le Fonds peut apporter une aide, c'est grâce au soutien de paroisses, de donateurs privés et au travail de nombreux bénévoles. Depuis 25 ans, les membres du *Handarbeits-und Basargruppe* de Burgdorf mettent leur habileté manuelle au service du SOFO. Présidente de ce groupe créé pour soutenir financièrement le Fonds, Margrit Dobler confie: «Il y a longtemps que nous avons renoncé à compter nos heures de travail bénévole». Un travail loin d'être vain, puisque il a permis de récolter près de 100'000 francs.

Reste à trouver des jeunes pour assurer la relève et alimenter le Fonds. Pour les 25 prochaines années ou tant qu'il sera, hélas, nécessaire. ■

Christa Dettwiler, SKF

1231 JAB
Conches
Changement d'Adresse
16, Bd. du Pont-d'Arve
CH-1205 Genève

COTMEC

Commission Tiers Monde de l'Eglise catholique
16, Bd. du Pont-d'Arve
1205 GENEVE
Tél : +41 22 708 00 78
Fax : +41 22 708 00 79
E-mail: cotmec@worldcom.ch
Web: www.cath.ch/cotmec
CCP: 12-21551-1

COTMEC-INFO est Mensuel

Abonnement: Frs 20.- /an
Rédactrice Responsable:
Marie Pasquier
Imprimerie: Fornara / GE

AVIS AUX ABONNES

Grâce à vous notre bulletin s'auto-finance chaque année, ce qui est un atout indispensable pour notre travail. Nous pouvons maintenir un abonnement à un prix accessible à tous si nous augmentons le nombre de nos abonnées. Merci donc de FAIRE CONNAÎTRE COTMEC-INFO autour de vous. Nous l'envoyons gratuitement à des correspondants dans des pays du Sud grâce aux dons supplémentaires. Grand MERCI à ceux qui soutiennent ainsi ces échanges. Les personnes qui ont reçu un abonnement en cadeau de la part de leurs connaissances ou qui auraient des difficultés financières ne sont pas concernées par les frais d'abonnement.

Mensuel - Abonnement annuel Frs: 20.-

N° 232 - Mai-Juin 2001



Billet évangélique «Il faut les descendre!»

Alors que l'ACAT¹ célèbre ses 20 ans d'existence en Suisse -un anniversaire qui ne devrait pas être une fête!-, mon attention se porte sur un singulier récit qui pourrait s'intituler «Mémoires d'un tortionnaire». L'auteur est un général français octogénaire qui fut attaché au Service de Renseignements au cours de la guerre d'Algérie. Les extraits que j'ai pu en lire font frémir. Pas forcément à cause des techniques utilisées pour arracher des aveux à l'âge de l'ordinateur, on a démultiplié les performances de la «gégène»², mais du fait de la psychologie du personnage, qui n'éprouve pas le moindre état d'âme lorsqu'il évoque les interrogatoires musclés et électrisés qu'il a menés lui-même dans le passé.

Je relève dans cette histoire sordide un «détail», pour parler comme Le Pen. Il s'agit d'un fait de guerre traité par l'auteur comme une bonne histoire destinée à faire pouffer de rire un quarteron d'officiers avinés. En voici la teneur. Un attentat provoqué par des fellaghas³ quelque part du côté de Philippeville vient de faire quelques dizaines de victimes, dont les corps mutilés ne sont pas beaux à regarder. Un officier subalterne français chargé de la répression arrête dans la région une vingtaine d'Arabes suspects et demande à son supérieur -l'auteur du livre!- ce qu'il doit en faire. «Il faut les descendre!», crie ce dernier dans son phône. Le lieutenant obtempère sur le champ. Il fait monter dans un camion ses prisonniers et les fait «descendre» par la route jusqu'au QG du général, qui sur-saute en les voyant arriver en relative bonne santé. Manifestement, les deux hommes ne s'entendaient pas sur le sens à donner au mot «descendre»!

Hé oui, les mots sont neutres et équivoques. Les ordres militaires aussi. C'est la conscience qui les colore en bien ou en mal et les transforme soit en assassinats, soit en actes de courage.

Jésus disait déjà: «Ce n'est pas ce qui vient de l'extérieur qui rend l'homme impur, mais ce qui sort de notre cœur». N'aurions-nous pas tous le même cœur? Que faisons-nous de notre conscience? ■

Guy Musy

1 Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture.
2 Petit nom de la génératrice d'électricité utilisée pour la torture.
3 Partisans algériens soulevés contre l'autorité française, de 1954 à 1962.

Edito

Aux urnes, citoyens! Aux armes, soldats ?

Pour ou contre l'armement de soldats suisses à l'étranger? La question s'adressera le 10 juin aux citoyens et citoyennes helvétiques. Elle s'est aussi posée à la COTMEC. Les opérations armées de maintien, de soutien ou d'imposition de la paix étant le plus souvent menées par le Nord dans le Sud, l'enjeu a interpellé toute notre commission Tiers Monde. Réunis pour en débattre, les membres de la COTMEC se sont exprimés en nette majorité contre l'armement, mais n'ont pu se mettre d'accord sur une position commune. A quoi la faute? Pourquoi de telles divergences au sein d'un groupe pourtant cimenté par la même soif de justice, la même espérance en la paix?

On peut y voir les effets d'une votation ambiguë. Pour certains, ce scrutin confronte encore une fois les Suisses à leur volonté d'ouverture ou, au contraire, de fermeture. Refuser la révision de la Loi sur l'armée et donc l'armement des soldats consacrerait alors un absurde particularisme helvétique, au détriment de toute solidarité. Pour d'autres, nous voterons avant tout sur l'armée. Accepter la révision reviendrait donc à promouvoir la logique des armes, aux dépens de la coopération à une paix véritable.

La première perception n'empêche pas l'autre. Peut-être la question posée le 10 juin¹ en cache-t-elle deux. «Croyez-vous que l'armée puisse contribuer à la paix?». Puis, plus généralement, «pensez-vous que la Suisse doive s'ouvrir au monde?».

En sa conscience, chacun(e) est libre de répondre non à la première question et oui à la seconde, ou bien inversement. Ou encore de dire oui ou non aux deux. Sur le bulletin de vote, il faudra faire un choix. Un seul. Quel sera le vôtre? ■

Marie Pasquier



1 On parle là, et dans tout ce numéro, de la question de l'armement, premier des 2 objets relatifs à la révision de la Loi sur l'armée soumis au peuple le 10 juin. Le 2^{ème} concernant l'instruction de soldats suisses à l'étranger et de soldats étrangers en Suisse, s'inscrit dans la droite lignée du premier et n'est pas évoqué dans ce bulletin. Pour le 3^{ème} objet, tout aussi important, mais sortant de notre mandat (article d'exception sur les évêchés), vous pouvez consulter le site de la Conférence des évêques suisses: www.kath.ch/sbkces-cvs.

Pour vous aider à vous faire une opinion, notre dossier en page 2 vous présente les arguments pour et contre des différents membres de la COTMEC, sous la plume de leurs porte-parole respectifs! Lire aussi en page 4 quelques paroles d'évangile «à ne pas mettre au frigo», ni avant, ni après le 10 juin!

Spécial votations suisses du 10 juin

Armer les soldats suisses à l'étranger?

OUI
Pour une participation véritable
à la sécurité des populations
sous la direction de l'ONU

Protéger les populations

Aujourd'hui, les principales victimes des armées régulières ou des groupes armés sont les populations civiles. Pensons seulement aux paysans indiens au Guatemala, à la tragédie de Srebrenica ou aux tirs de l'armée israélienne dans les Territoires palestiniens, pour ne citer que quelques exemples parmi tant de crimes de guerre perpétrés partout dans le monde. Cette situation est intolérable. La communauté internationale ne peut laisser des populations sans protection se faire tuer. L'Organisation des Nations Unies a notamment pour but d'assurer cette protection par des opérations de terrain destinées à restaurer la paix et à promouvoir le respect des droits de l'Homme. L'ensemble des pays y participent, sauf... la Suisse.

Un isolationnisme honteux

Jusqu'à ce jour en effet, notre pays a refusé de s'engager dans le monde, sous prétexte de neutralité. Récemment encore, la possibilité d'envoyer des casques bleus dans des opérations de maintien de la paix était refusée en votation! Aujourd'hui, la droite nationaliste tient le même discours: «pas de soldats suisses armés à l'étranger! Peu importe l'actualité internationale, seul compte le confort économique de la Suisse!...» (faut-il rappeler que pendant que Milosevic pratiquait l'épuration ethnique en Kosovo, il recyclait des lingots d'or à Zurich à son bénéfice). Cette même tendance politique s'oppose à l'adhésion de la Suisse à l'ONU, à l'Union européenne, combat le droit d'asile actuel, veut réduire les crédits à la coopération au développement et fustige la Fondation de solidarité, tout en prônant une augmentation des dépenses militaires en Suisse...

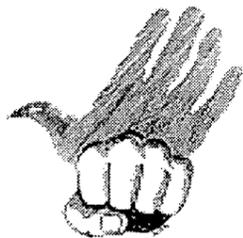
Cet isolationnisme est une honte. C'est pourquoi nous ne pouvons qu'approuver l'armement des soldats suisses à l'étranger qui, rappelons-le, ne pourront être engagés que dans le cadre de missions de l'ONU et de l'OSCE, afin de protéger les populations civiles.

Armement et aide civile se complètent

Contrairement à certaines critiques, l'armement des soldats suisses à l'étranger ne s'oppose nullement à la solidarité civile. Au contraire, l'aide humanitaire et la coopération au développement ne sont possibles que dans des régions préalablement pacifiées. Où règne la terreur, les ONG ne sont pas présentes. En République Démocratique du Congo par exemple, des milliers de civils se sont fait massacrer ces derniers mois par des factions armées occupées au pillage des ressources naturelles avec le soutien de pays voisins, dans une région où aucune ONG ne peut travailler en raison du chaos et de la violence. Six délégués du CICR viennent d'ailleurs d'y être tués, ce qui a contraint le CICR à se retirer, de même qu'en Tchétchénie. D'autre part, il doit être dit qu'un OUI à l'armement des soldats suisses à l'étranger n'est pas un premier pas dans l'OTAN ou une justification des budgets militaires futurs. Un OUI ne va pas non plus sans une véritable politique de promotion de la paix, une lutte sans merci contre les trafics d'armes, qui passent souvent par la Suisse et, surtout, un travail sans relâche à la réduction des inégalités Nord-Sud par un accroissement des moyens à cet égard.

A notre sens, voter OUI signifie s'engager dans le monde pour la protection des populations menacées, sans aucune renonciation aux efforts, encore insuffisants, à mettre en oeuvre pour plus de justice sociale. ■

Jean-Claude Genecand,
François Membrez,
Jacques Perroux



NON
Non à la logique
militaire...

Une votation sur l'armée

● La votation du 10 juin n'est pas une consultation sur la volonté d'ouverture de la Suisse, comme la droite nationaliste voudrait nous le faire croire. Il s'agit avant tout d'une votation sur l'armée, visant à la doter de moyens supplémentaires: une approbation justifierait le renforcement de l'armée nationale, lui fournissant un terrain d'entraînement et conduirait à l'extension de l'armement. ● Le flou juridique entourant le nouvel article sur l'armement éveille notre méfiance. Le Parlement a refusé de limiter la participation suisse à des opérations de «maintien de la paix». A cette notion définie par le droit international, on a préféré les termes de «soutien à la paix» ou de «promotion de la paix». Cette dernière expression n'existant que dans le droit suisse, elle laisse la porte ouverte à toutes les interprétations possibles. Pourquoi ce flou, si ce n'est pour librement étendre le champ des interventions militaires?

Une paix militaire?

● Quoi de plus contradictoire que de remettre la promotion de la paix entre les mains des militaires? Nous ne croyons pas qu'il soit possible de bâtir la paix sur l'équilibre de la terreur, en s'armant toujours davantage pour répondre à l'agresseur potentiel. ● L'histoire récente nous montre que l'ingérence militaire fonctionne à sens unique, des pays forts vers les plus faibles. Ces puissants pays interviennent avant tout pour défendre leurs propres intérêts. Une attitude qui ne saurait être fermeté de paix. ● L'achat d'armement ne peut se réaliser qu'au détriment d'autres dépenses, notamment celles affectées au développement, seule véritable source de paix. Les appétits démesurés du département militaire pour les dépenses d'armement (4,3 mia) sont à cet égard scandaleux.

... Oui à une autre ouverture

Innové et s'intégrer

● Une véritable politique de promotion de la paix donne la prio-

rité à des moyens civils liant la sécurité avec la lutte contre toute forme d'injustice, le renforcement des contacts interculturels et des droits humains, la coopération économique et écologique. Des engagements très fermes dans ce sens ont été pris par les Eglises dans le cadre du processus «Justice, paix et sauvegarde de la création» (Bâle, 1989 et Séoul, 1990). La Suisse doit se donner les moyens d'innover et de développer une telle politique.

● Le Parlement a refusé d'agender le vote sur l'adhésion de la Suisse à l'ONU avant l'objet du 10 juin. S'il est vrai que l'ONU et l'OSCE ne sont pas des alliances militaires, il serait incongru de ne s'y intégrer que militairement! Nous pensons que l'ouverture de la Suisse passe par l'adhésion à toutes les dimensions défendues par ces institutions. La Suisse doit d'abord adhérer à l'ONU et à l'OSCE, en privilégiant l'observation, la diplomatie et la médiation.

Promouvoir la paix

Par notre NON à une militarisation supplémentaire, nous voulons donner une chance à la Suisse de participer autrement, et avec plus de moyens, à l'édification d'un monde plus pacifique. Renforçons les actions civiles, pour lesquelles nous avons davantage de compétences à offrir! Développons le travail en amont des conflits, en valorisant des actions concrètes, telles que celles citées dans la brochure «Promouvoir la paix» (éditée par la DDC et la Communauté de travail des œuvres d'entraide)!

Notre NON à l'armement de soldats suisses à l'étranger ne procède pas de l'isolationnisme. Il dit plutôt notre priorité: construire la paix sur la justice sociale. ■

Dominique Froidevaux,
Marie Pasquier,
Roland Pasquier

1 Voir notre cahier Enjeux Nord/Sud, Le droit d'ingérence en question, supplément au n°226, octobre-novembre 2000.
2 Pour toutes les raisons développées ici, nous voterons également NON à la question sur l'instruction des soldats.

Les missions d'un Père au Pérou

Depuis environ 25 ans, le Père Xavier Arbex, prêtre genevois, mène au Pérou une action aussi discrète que remarquable. Survol de son parcours de vie et de son engagement en faveur des plus démunis.

Ordonné prêtre en 1968, Xavier Arbex est nommé vicaire à la paroisse St-François à Genève. Il y exerce un ministère jusqu'en 1974, date à laquelle il s'engage pour une première mission au Pérou. A l'origine de ce départ, la visite à St-François d'un évêque péruvien et la découverte de la théologie de la libération. Xavier Arbex s'établit à Carabaya-Puno (à plus de 4000 m. d'altitude) et y fonde une mission en pleine forêt vierge. Après 6 années d'engagement, il revient en Suisse.

De 1981 à 1985, le jeune prêtre dirige le Foyer St-Vincent à Genève, voué à l'accueil d'enfants rencontrant des problèmes familiaux. Pendant la même période, il assure l'aumônerie du mouvement Frères sans frontières et s'engage pour la défense des droits humains. Mais l'appel de la mission ayant à nouveau retenti, le prêtre-éducateur repart au Pérou pour y travailler, -en plaine, cette fois-. Il fonde la mission de Mazuko et y oeuvre 9 années durant.

Depuis 1996 et jusqu'à aujourd'hui, le Padre Xavier exerce son apostolat dans la 3^{ème} mission qu'il a fondée, au sud-est du Pérou: la paroisse de San Vicente, sise dans les faubourgs de la ville de Puerto Maldonado, en pleine forêt amazonienne.

Un engagement, six défis

Au sein des 3 missions où il a exercé son ministère, Xavier Arbex s'est engagé dans:

1 L'annonce du christianisme

Ce travail est celui que tout prêtre exerce par une liturgie vivante, en prêchant, en catéchisant et en animant des groupes de laïcs. Mais au Pérou, l'évangélisation doit tenir compte du fait que 45% de la population vit en-dessous du seuil acceptable de la pauvreté, et se faire à partir de l'histoire vécue de ce peuple démuné.

2 L'aide à la jeunesse

Dans la région sud-est du pays, la population est extrêmement jeune et manque de ressources. Certains enfants sont dans la détresse, qu'ils soient victimes de violences ou que leurs parents soient morts. C'est pour eux que le Père Arbex a créé le Foyer San Vicente, qui accueille une quarantaine d'enfants et d'adolescents en situation d'abandon et fonctionne avec 6 personnes à plein temps.

Ce foyer vit grâce à un commerce de papeterie et d'objets réalisés par les enfants, ainsi qu'à un élevage de pécaris (petit animal issu du croisement entre cochon et sanglier sauvage, dont la viande est excellente).

En plus du Foyer, une Association de Protection de l'Enfance et de l'Adolescence a été fondée sous le nom d'APRONIA. Elle reçoit et suit tous les cas d'abus et de mauvais traitements subis par des mineurs.

3 La défense des droits humains

La population dont Xavier Arbex est responsable étant parmi les plus pauvres, il a dû mettre en place un bureau d'Aide sociale et de Défense des Droits de l'Homme. Deux assistantes sociales et un avocat-conseil y travaillent. La mission offre également une aide aux malades et aux personnes tombées dans la misère.

4 L'aménagement du territoire et l'écologie

Le sud-est du Pérou est riche en forêts et en sous-sol aurifère. De ce fait, cette région constitue la cible privilégiée des bûcherons de grandes compagnies, venus y chercher des bois précieux et n'hésitant pas à massacrer d'autres arbres pour parvenir jusqu'à eux. Affluent aussi les extracteurs d'or, qui polluent les terrains qu'ils creusent.

Auteurs d'un petit livre concernant ces questions, le Padre Xavier et son équipe ont bataillé ferme, et leurs démarches ont porté du fruit. Parmi leurs succès, le départ de la Mobil Oil de la réserve naturelle où elle puisait du pétrole. Une plate-forme menaçant de s'écrouler (avec les risques de pollution qu'on imagine), les écologistes obtinrent que la puissante compagnie américaine quitte les lieux. Suite à cette action, la moitié du territoire de cette région est devenue une réserve naturelle, d'une surface équivalente à la Suisse! De plus, le territoire des indigènes doit désormais être respecté et



La rue principale de Mazuko (tiré de Carabaya Pérou, n°84, juin 94).

les bénéficiaire de concessions sont tenus de présenter un plan d'impact écologique.

5 La diffusion de l'évangile sur les ondes

Xavier Arbex dirige la station de radio locale. «Cette radio, écrit-il, est l'unique amplificateur des cris du peuple souffrant». Elle dénonce des injustices, sévices, meurtres, viols, abandons et autres situations de détresse.

En plus d'apporter une vision chrétienne de l'actualité, cette station joue un rôle essentiel d'informateur civique. Par exemple, lors des dernières votations, elle renseigne les auditeurs sur le rôle qu'exercent le Congrès, la Magistrature et le Tribunal constitutionnel. Et lors des troubles qui firent suite à la réélection (contestée) de Fujimori, cette radio remplit pleinement sa mission d'information. Il n'était pourtant guère facile de se positionner entre la répression du gouvernement et la violence du peuple.

6 La médiation

Les riches compétences du prêtre genevois l'ont amené à jouer un rôle de médiateur lors de conflits aigus. Un exemple. Suite à une décision gouvernementale leur interdisant de piller les forêts, plusieurs centaines de bûcherons envahissent les locaux du Ministère de l'Agriculture. Etant donné son implication dans les réformes écologiques, la médiation du Padre fut requise. Tâche délicate, car le médiateur se trouva pris entre les grandes entreprises et les petits bûcherons... Grâce à son habile intervention, ces derniers obtinrent des aménagements qui leur permettent de survivre. Une autre fois, Xavier Arbex fut appelé pour gérer le conflit entre les indigènes des réserves et les chercheurs d'or munis d'une concession. Un conflit qui avait amené les orpailleurs à jouer du pistolet et les indigènes à décocher leurs flèches empoisonnées.

On le voit, Xavier Arbex et les militants chrétiens qui l'entourent orientent leur engagement dans des directions fort diverses. Ils ont compris que l'Evangile, qui prêche l'amour, prône également la justice, but commun à tous leurs domaines d'action.

Pas que des amis

Les actions menées par le Padre ne lui attirent pas que des amis. Ses rapports avec le clergé local, attaché au prestige de la fonction, sont loin d'être toujours faciles. Son travail social rapprochant Xavier Arbex du peuple, des politiciens jaloux tentent de le disqualifier. Ils lui reprochent la perte de travail dans les secteurs du bois et de l'or et la création de réserves naturelles, qui empêcheraient les autochtones d'en tirer leur subsistance. En réalité, c'est le gouvernement qui a promulgué des lois désavantageant les petits paysans face aux grandes entreprises. Aussi le Padre doit-il maintenant se battre pour que des postes de travail soient créés dans des industries douces ou dans un tourisme ciblé.

On le constate, Xavier Arbex rencontre passablement d'oppositions. Cependant, ne jouant pas au héros et refusant tout culte de la personnalité, il ne s'en plaint pas. Modeste, il nous dit même en conclusion: «Le boulot en Europe est bien plus frustrant qu'ici!». ■

Jacques Perroux

On peut aider la mission en adressant un don au CCP 17-453213-4 (X. Arbex, 3 r. des Belles Filles, 1299 Crans-près-Céligny). Et pour recevoir le bulletin d'information des amis du Sud Pérou Inambari-Pérou, on peut contacter Claude Poscia au 022 757 55 28, e-mail: poscia@freesurf.ch

Faites le plein de lectures!

Revue «Sources»

Le numéro de juin de la revue «Sources», éditée par les dominicains, a pour thème «Spiritualité et mondialisation».

Dans son édito, Guy Musy annonce que la mondialisation y sera examinée sous l'angle de l'évangile et de la spiritualité. Car l'évangile a une dimension universelle, et la mondialisation est une réalité valable si l'on dénonce ses déviations et que l'on corrige sa trajectoire.

Ailleurs, Mgr. Rouet montre qu'il y a urgence de penser autrement quand on parle de mondialisation, et que l'on doit choisir entre «concurrence» et «alliance». Après la globalisation des choses, il faut réaliser la mondialisation des personnes: par exemple, supprimer les dettes, la spéculation et l'exploitation des travailleurs les plus pauvres.

Quant au R.P. Radcliffe, supérieur des dominicains, il montre ce que doit être la mission des chrétiens dans un monde qui va on ne sait trop où. Au lieu de fuir l'angoisse dans des «happenings», mieux vaut poser des actes de transformation, de libération.

D'autres auteurs encore apportent leur éclairage sur ce thème des plus actuels.

Jacques Perroux

Rédaction de la revue Sources:
tél. 022 707 40 53.



«La dette au-delà du contrat»

«Sous quelles conditions est-il légitime d'exiger le remboursement d'une dette»? Sous l'impulsion de la COTMEC, un groupe d'experts émanant de milieux divers (juristes, économistes, éthiciens etc.) s'est réuni pour répondre à cette question. Le résultat: un recueil d'articles publié ce mois par l'Observatoire de la finance. Les propositions esquissées dans ce livre sont autant d'éléments concrets qui pourront servir aux organisations militant pour l'allègement du fardeau de la dette.

Astrid Lehr

La dette au-delà du contrat, sous la direction d'Edouard Dommen, peut être commandée auprès de l'Observatoire de la Finance, tél. 022 346 30 35.

Agenda

• Théologie en liberté, les Unions chrétiennes de Genève et le Centre protestant d'études vous proposent:

L'évangile expliqué aux malfaçons

une «promenade théologique» imaginée par Marc Faessler, de septembre 2001 à mai 2002, certains jeudis soirs et samedis, à la Maison de la Réformation à Genève

Pour obtenir le programme détaillé, des informations sur les prix et s'inscrire: Service de Formation d'Adultes, CP 73, 1211 Genève 8, tél. 022 807 27 37.

• Peace Brigades International, le Mouvement International de la Réconciliation et le Centre Martin Luther King organisent conjointement une:

formation à la résolution non-violente des conflits

de septembre 2001 à juin 2002, à Lausanne ou à Longirod (VD), certains samedis ou week-ends

Pour obtenir le programme détaillé, des informations sur les prix et s'inscrire: Rolf Keller, Schlosstr. 39, 3672 Oberdiessbach, tél. 031 771 27 43.

• «KAFE PRISHTINA», restaurant et lieu de rencontre de l'Université populaire albanaise de Genève, vous propose des spécialités albanaises et des vins de Kosovo.

Ouvert du lundi au vendredi de 7h30 à 22h. Restauration: de 12h à 14h et de 18h30 à 21h30. Adresse: 112, rue de Lyon, 1203 GENEVE. Tél. 022 340 25 77.

«Annuaire Suisse-Tiers Monde 2001»

Quand le SECO se mêle de développement...

Outil précieux pour qui veut mieux connaître la réalité des rapports Suisse-Tiers Monde, l'Annuaire publié par l'IUED (GE) vient de paraître. Commerce, finance, environnement, politique d'asile et de migration, politique économique extérieure et coopération, contributions suisses au désarmement et à la promotion de la paix... Chaque fois que nous souhaitons documenter nos analyses à partir de données chiffrées, c'est dans cet annuaire que nous allons puiser. On y trouve même des gros plans sur les sujets «chauds» que sont la lutte contre la fuite des capitaux, le blanchiment, le crime organisé et la corruption.

De plus, l'annuaire propose chaque année un dossier thématique: la cuvée 2001 s'intéresse à la «promotion du secteur privé dans le cadre de la coopération au développement». Les nouveaux outils proposés par le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) de la Confédération hel-

vétique sont passés au crible. On remarque que les petites et moyennes entreprises suisses ne se sont pas pressées au portillon pour bénéficier des aides publiques offertes (soutien technique, partenariats entre PME du Nord et du Sud, accès facilité aux investissements, capital-risque). Divers observateurs des questions Nord-Sud demandent que ces programmes fassent rapidement l'objet d'une évaluation approfondie. Ils soulignent l'exigence d'une plus grande cohérence de ces programmes avec les objectifs de la coopération au développement. La promotion économique n'est pas un mal, à condition qu'elle intègre avec sérieux les dimensions sociales et environnementales dans ses projets. ■

Dominique Froidevaux

Annuaire Suisse-Tiers Monde 2001, IUED, Service des publications, CP 136, 1211 Genève 21 (Publications@iuued.unige.ch).

1231 JAB
Conches

Changeement d'Adresse
16, Bd. du Pont-d'Arve
CH-1205 Genève

COTMEC

Commission Tiers Monde de l'Eglise catholique
16, Bd. du Pont-d'Arve
1205 GENEVE
Tél : +41 22 708 00 78
Fax: +41 22 708 00 79
E-mail: cotmec@worldcom.ch
Web: www.cath.ch/cotmec
CCP: 12-21551-1

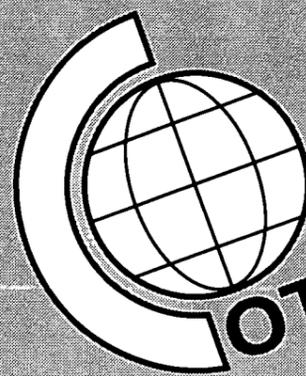
COTMEC-INFO est Mensuel

Abonnement: Frs 20.- / an
Rédactrice Responsable: Marie Pasquier
Imprimerie: Fornara / GE

AVIS AUX ABONNES
Grâce à vous notre bulletin s'auto-finance chaque année, ce qui est un atout indispensable pour notre travail. Nous pouvons maintenir un abonnement à un prix accessible à tous si nous augmentons le nombre de nos abonnés. Merci donc de FAIRE CONNAÎTRE COTMEC-INFO autour de vous. Nous l'envoyons gratuitement à des correspondants dans des pays du Sud grâce aux dons supplémentaires. Grand MERCI à ceux qui soutiennent ainsi ces échanges. Les personnes qui ont reçu un abonnement en cadeau de la part de leurs connaissances ou qui auraient des difficultés financières ne sont pas concernées par les frais d'abonnement.

Mensuel - Abonnement annuel Frs: 20.-

N° 233 - Juin-Juillet 2001



COTMEC
INFO

P.3: Mini-dossier
Privés de
services publics?

commission tiers monde
de l'Eglise catholique

Billet évangélique Vocalises

Nostalgie? Pèlerinage? Je ne sais. Le fait est que je me glissai à la dérobée à l'heure de midi dans l'église du collège où 50 ans plus tôt j'usais mes fonds de culotte. Surprise! Des vocalises montaient vers les voûtes. Etait-ce la sono réservée aux touristes? La répétition d'un chœur que je venais troubler? Puis, je l'aperçus, seule dans la nef, proche de la balustrade qui autrefois servait de banc de communion. Elle était jeune, ravissante et sa voix fraîche et cristalline. Quand elle me vit, elle s'arrêta surprise et faillit rougir. Elle m'expliqua en s'excusant qu'elle était collégienne, qu'elle venait «ici» (elle ne prononça pas le mot «église») pour se détendre et qu'elle aimait beaucoup cet «endroit». Elle m'apprit aussi que d'ici 2 heures, elle devait subir un examen d'espagnol décisif pour obtenir son baccalauréat.

Cette merveilleuse rencontre fit remonter dans ma mémoire une conversation perçue la veille à la radio romande entre une journaliste et une jeune femme «sans papiers» travaillant «au noir» dans notre pays. L'interview ne pouvait se faire qu'en marchant pour ne provoquer aucun soupçon qui put donner lieu à un contrôle policier. «Le mieux, disait l'étrangère à l'accent portugais, est que nous entrions dans une église. Là, on ne saurait pas nous trouver. Nous pourrions parler en sécurité!».

Belle destinée de nos églises que d'offrir aux humains harcelés un lieu de répit, de respiration et de tranquille liberté. En dehors des temps -pas trop fréquents- où les chrétiens les remplissent. Mais encore faut-il qu'elles soient ouvertes, comme celle de Bellevaux sur les hauts de Lausanne ou celle du Schönberg à Fribourg.

Le Maître du logis serait-il contrarié par ces visiteurs impromptus qui ne respectent pas l'horaire des messes? Allons donc! Même s'il n'est pas rituellement reconnu, il remplit l'âme et le corps de ces hôtes inattendus. J'ai même l'impression que la petite lampe rouge qui signifie Sa présence frétille joyeusement quand Il les voit arriver. Il se pourrait même que Dieu prenne plaisir aux vocalises! ■

Guy Musy

>>> LIRE NOTRE SUPPLÉMENT
À CE NUMÉRO «JUSTICE POUR
LES SANS-PAPIERS!»

Edito

Les mots du public contre les maux du privé

Qui a entendu parler de l'AGCS? L'Accord Général sur le Commerce des Services est actuellement négocié à l'OMC, dans la plus grande discrétion. Il vise la privatisation de services publics de première importance, comme la santé, l'éducation, la distribution d'énergie et d'eau.

Or, privatiser, c'est priver les populations les plus démunies de l'accès à ces biens essentiels: l'ouverture de ces marchés induirait une concurrence redoutable pour les fragiles infrastructures de nombreux pays du Sud. Privatiser, c'est aussi privilégier les nantis, au Nord comme au Sud: la dite «libéralisation» des services publics garantit la liberté d'accès à ceux qui peuvent se l'offrir. Les autres sont mis «hors services».

Parce que tout ne se paye pas, parce qu'il est des biens fondamentaux auxquels tout être humain a droit, la Déclaration de Berne (DB) lance une campagne intitulée: «Non au bradage mondial des services publics!». En cette saison propice aux cartes postales, elle propose au public suisse d'en envoyer à Pascal Couchepin, chef du département fédéral de l'économie. Buts de l'opération: soutenir les services publics fondamentaux, initier un débat sur l'AGCS et exiger que les gouvernements -notamment du Sud- puissent édicter des lois nationales en matière d'investissements.

Alors, à vos cartes, prêts, écrivez! Que les mots du public dénoncent et préviennent les maux du privé! ■

Marie Pasquier

AGCS

1 Nos abonnEs de Suisse trouveront ces cartes insérées dans le présent bulletin. Elles permettent aussi de commander la brochure: «OMC: Au service de quel monde?».

Pour toute commande ou renseignement supplémentaire: Déclaration de Berne, tél. 021 620 03 03, fax: 021 620 03 00, e-mail: decladeberne@club.ch, www.evb.ch/db.

>>> LIRE AUSSI EN PAGE 3!

Porto Alegre

La préparation du Forum Social Mondial (FSM) 2002 est en cours. C'est ce qu'a confirmé un dirigeant social brésilien lors de son passage en Suisse.

Marcos Pereira Da Silva est le secrétaire exécutif de l'Association Brésilienne des Organisations Non Gouvernementales (ABONG). Ce mouvement figure parmi les instigateurs du 1^{er} FSM de Porto Alegre. Plus de 20'000 personnes, provenant de 120 pays, avaient participé à ce forum. Un record d'affluence pour une mobilisation contre la globalisation néo-libérale.

Préparatifs en cours

Invité en Suisse par l'ONG E-CHANGER, Pereira Da Silva a évoqué la formation du Conseil consultatif international du prochain FSM de Porto Alegre. Décidée à l'issue du 1^{er} forum, la création de ce conseil a été finalisée mi-juin à São Paulo. 60 représentants d'ONG, de réseaux et de mouvements sociaux se sont réunis à cette occasion.

L'ordre du jour de la 1^{re} réunion du Conseil consultatif international a permis :

- d'analyser la situation actuelle du processus de globalisation néo-libérale et les résistances qu'il rencontre;
- d'étudier les propositions locales pour réaliser d'autres forums sociaux en 2002, outre celui de Porto Alegre;
- de définir la dynamique de travail pour ces différents forums;
- d'examiner les initiatives en cours pour renforcer la mondialisation du FSM.

Fidèle à son rôle d'«anti-Davos du Sud», le 2^{ème} FSM se déroulera du 31 janvier au 5 février 2002, en même temps que la rencontre annuelle du Forum économique mondial à Davos. Dans cette perspective, Pereira Da Silva en a appelé à la solidarité de toute la société civile. ■

Sergio Ferrari
E-CHANGER



La Suisse dans la constellation des paradis fiscaux

En lien avec ATTAC (Association pour une taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens), la COTMEC s'est engagée à faire un travail de défrichage. C'est-à-dire à constituer des dossiers accessibles au grand public, pour l'aider à saisir en quoi nous sommes tous concernés par le pouvoir financier et ses dérives actuelles.

Thèmes en jeu:

- «Pour un impôt mondial de solidarité - Taxe Tobin» (Enjeux Nord-Sud en supplément à Cotmec-info n° 211);
- la taxation sur les gains boursiers (n° 217);
- la dette du Sud et ses conséquences (nos 218 et 221) et...
- ... le problème des «paradis fiscaux».

A Genève, capitale mondiale de la gestion privée de fortune, nous ne pouvions nous dérober face à une telle question. En creusant un peu, cela nous a amenés beaucoup plus loin que prévu: nous envisageons au départ un simple supplément de 4 pages dans la série «Enjeux Nord-Sud». Puis c'est devenu une brochure et

maintenant un petit livre. Nous avons décidé de publier avant d'en arriver au stade de l'encyclopédie... Si vous le souhaitez, vous pouvez d'ores et déjà nous envoyer vos coordonnées pour recevoir une offre de souscription (cotmec@worldcom.ch ou tél. 022 708 00 78).

Titre prévu pour cette publication: *La Suisse dans la constellation des paradis fiscaux*. Son originalité: alors que tout le débat actuel sur les paradis fiscaux se concentre sur les intérêts des

pays européens soucieux de limiter la baisse de leurs rentrées fiscales, nous avons choisi d'élargir le questionnement. Tout d'abord en privilégiant un regard historique sur le système du secret bancaire helvétique. Puis en jetant un coup de projecteur sur le rôle joué par notre place financière pour les pays du Sud. Si tout va bien, nous devrions pouvoir diffuser ce petit livre dès le mois d'octobre de cette année. Avis aux intéressés. ■

Dominique Froidevaux



Quel avenir pour les médecines «du passé»?

A l'heure où l'accès aux soins de santé est plus que jamais inégal, une grande partie de la population mondiale dépend toujours de la médecine traditionnelle. Ces pratiques dont l'intérêt est réel sont toutefois menacées. Retour sur quelques actions menées pour les valoriser.

Il y a 20 ans, l'Assemblée mondiale de la santé lançait le projet «santé pour tous en l'an 2000». Aujourd'hui, 1/3 de la population mondiale n'a toujours pas accès aux médicaments les plus indispensables. Loin de se niveler, les inégalités en matière de santé se sont accentuées au cours des 2 dernières décennies.

Des pratiques à valoriser...

Dans cette situation, il importe de redonner une juste place à des pratiques de soins traditionnels. En effet, ceux-ci restent la seule ressource abordable en matière de santé pour une majorité de la po-

pulation des pays en voie de développement. Ces pratiques, essentiellement basées sur l'utilisation de plantes médicinales, suscitent depuis la 2^{ème} moitié du 20^{ème} siècle un regain d'intérêt. Les nombreux médicaments extraits de plantes médicinales utilisés par des populations autochtones en sont la preuve. L'OMS en a elle-même attesté l'importance: en 1996, elle a lancé un appel visant à inventorier un maximum de plantes médicinales. Son objectif: en promouvoir une utilisation scientifiquement validée.

... et à sauver de l'oubli

Reste que ces pratiques de soins traditionnels menacent de tomber dans l'oubli. Les dommages causés à l'environnement, les déplacements de population vers des régions rurales et le changement de mode de vie qui s'ensuit sont autant de facteurs menant à la disparition d'un savoir essentiellement oral. De plus, les populations elles-mêmes tendent à ne plus accorder à ces pratiques la même confiance que dans le passé. Fort de ces constats, le Centre de re-

cherches pour un développement international a lancé un programme dès les années 70. But de l'opération: réhabiliter le recours à certaines plantes médicinales, en les présentant comme une source de soins sûrs, efficaces et accessibles. Plus récemment, on peut signaler le projet lancé par DM-Echange et Mission¹ pour valoriser les traditions liées à la médecine naturelle dans une région du Chiapas. Cette action fait suite à une demande du Conseil indigène paysan chrétien du Mexique, qui souhaite réconcilier les habitants avec des pratiques dont beaucoup se détournent.

Ce projet, qui s'inscrit dans le cadre de l'année mondiale du volontariat, ne doit pas faire oublier l'essentiel: combattre les inégalités afin que chacun ait accès aux soins de santé, qu'ils soient traditionnels ou modernes. ■

Astrid Lehr

Pour un survol des enjeux de la santé publique mondiale: *La santé au risque du marché, Incertitudes à l'aube du XXI^e siècle, Nouveaux cahiers de l'IUED, Genève et PUF, Paris, 01.*

1 Tél. 021 643 73 73.

Privés de services publics?

Actuellement négocié à l'OMC, l'Accord Général sur le Commerce des Services (AGCS) vise la privatisation de nombreux secteurs publics. Présentation de l'accord et de ses possibles conséquences pour un monde privé de services publics.

Administré par l'OMC depuis janvier '95, l'AGCS est le 1^{er} accord multilatéral dans le domaine des services. Il tend à la privatisation complète de services publics, -donc garantis à tous par l'Etat-, tels que la santé, l'éducation, l'énergie ou les assurances sociales. Seuls sont explicitement exclus de son champ les services non soumis à la concurrence, totalement financés et administrés par l'Etat (armée, police, justice etc.).

Un faux AMI

Un Etat décidant de soumettre un service aux règles de l'AGCS doit accorder le même traitement aux entreprises étrangères et locales de ce secteur. Il se prive ainsi de tout moyen de protéger sa propre industrie, ses propres investissements. Dans ce sens, l'AGCS est considéré comme le 1^{er} accord multilatéral sur les investissements.

Il s'avère pourtant différent d'autres accords de l'OMC, dont le tant décrié AMI (Accord Multilatéral sur les Investissements). Il offre en effet une certaine flexibilité juridique, les Etats étant «libres» d'ouvrir ou non certains secteurs.

Mais, de fait, les pays les plus puissants savent user de tactiques diplomatiques pour trouver de nouveaux marchés. On l'a vu lors des négociations en matière de services financiers et de télécommunications: à force de pressions, les Etats-Unis et l'Union Européenne ont obtenu de nombreuses concessions de la part de pays du Sud a priori peu enclins à ouvrir leur marché à la concurrence étrangère. Ces pays n'y ont effectivement aucun avantage: la concurrence menace leurs infrastructures peu développées et ils n'ont presque rien à exporter en matière de services. L'AGCS sert surtout les intérêts des pays occidentaux, leaders mondiaux de l'exportation de services. Ceux-ci sont à l'origine de l'accord, en particulier les Etats-

Unis. Selon M. Hartidge, directeur de la division des services à l'OMC, «sans l'énorme pression exercée par le secteur américain des services financiers, (...) cet accord n'aurait pas vu le jour».

Privatisation-privatisation

L'AGCS ne fait pas que menacer les pays les plus démunis de les priver de leur industrie. Au Nord comme au Sud, la privatisation des services publics rime avec d'autres privatisations:

● **L'AGCS prive les autorités politiques d'une partie de leurs compétences et de leur légitimité.** Il veut soustraire de nombreux secteurs à l'influence de l'Etat et, une fois qu'un gouvernement décide d'intégrer à l'AGCS un secteur public quelconque, il se voit pratiquement dans l'impossibilité de revenir sur sa décision! De plus, l'OMC se donne le droit d'examiner si les différentes «régulations internes» mises en place par les parlements (par exemple, les normes en matière de protection de l'environnement) ne constituent pas des «entraves non nécessaires au commerce»! Enfin, les autorités politiques ne savent pas forcément ce que leur réserve l'AGCS. Le parlement suisse, par exemple, n'a pas été consulté sur les négociations en cours.

● **L'AGCS prive les plus pauvres de l'accès à des biens essentiels.** Faute d'argent, impossible de s'offrir une éducation devenue payante. Ou alors il faut se rabattre sur des écoles en manque de personnel et de matériel. Mais la privatisation n'engendre pas une baisse de qualité pour les seules petites bourses: chacun est concerné. En effet, les différentes entreprises se livrant une concurrence acharnée cherchent à minimiser leurs coûts, au détriment des consommateurs. En Suisse, la menace de démantèlement des services assurés par *Swisscom* dans les vallées montagnardes découle de cette volonté.

2 exemples de privatisation

Bolivie: la source tarie
Aujourd'hui, près d'1,4 mias d'êtres humains n'ont pas accès à l'eau potable. Pour remédier à cette situation, la Banque Mon-



L'eau n'est pas une marchandise: elle doit être accessible à tous.

diale et autres bailleurs de fonds internationaux prescrivent la privatisation de la distribution d'eau. C'est ce qui s'est passé en Bolivie: en février 1996, le maire de Cochabamba s'est vu signifier par la Banque Mondiale qu'il n'obtiendrait d'aide pour approvisionner sa ville en eau qu'à condition de privatiser le réseau. Un investisseur privé, le *Consorcio Aguas de Tunari*, filiale d'une multinationale américaine, a repris le réseau d'eau de la ville. Suite à la privatisation, le prix de l'eau a grimpé de plus de 35%.

En avril 2000, cette hausse de prix a provoqué une grève générale et des manifestations. L'armée a été mobilisée. Un jeune homme a été tué et une centaine de personnes blessées. Une partie de la population s'est alors regroupée en un mouvement pour la défense de l'eau et de la vie (*Coordinadora de Defensa del Agua y de la Vida*). Cette coalition a obtenu du gouvernement qu'il modifie sa législation sur l'eau et *Aguas de Tunari* s'est retirée. Aujourd'hui, la population et des experts internationaux cherchent à améliorer la gestion publique de l'eau. A l'ouest de Cochabamba, la commune d'El Paso a acquis les droits d'exploitation de l'eau. Une équipe a construit un canal, qui désormais dessert toute la communauté.

Or, si la Bolivie avait inclus la privatisation du réseau dans ses engagements selon l'AGCS, la population n'aurait probablement pas pu se réapproprier le contrôle de l'eau. La Bolivie aurait dû négocier avec les Etats membres de l'OMC touchés par ce revirement pour obtenir leur aval, en échange de coûteuses contreparties.

Etats-Unis: la santé pour ceux qui payent

A l'OMS comme à l'ONU, les Etats déclarent que la santé n'est pas une marchandise mais un droit humain. Néanmoins, les politiques néo-libérales poussent à privatiser le secteur sanitaire. Résultat: les assurances, non subventionnées, deviennent trop chères pour beaucoup. C'est le cas aux Etats-Unis, où le nombre de personnes sans assurance maladie atteint aujourd'hui 44 mios. Une grande part d'entre elles sont membres de la population noire ou hispanique. Il n'est donc pas étonnant que l'espérance de vie des Afro-américains soit de 6 ans inférieure à celle de la population blanche. En plus d'être exclu, le système de santé américain est le plus onéreux du monde: 4'000 \$ annuels par habitant, et ce coût augmente chaque année de près de 10%. Afin de réduire la facture, les assurances négocient des rabais avec les médecins. Pour rattraper ces rabais, ceux-ci font payer la différence aux patients non assurés: un gynécologue peut exiger d'une femme sans assurance des honoraires 7 fois plus élevés!

On mesure ici les discriminations et l'atteinte aux droits essentiels induites par la privatisation de secteurs aussi fondamentaux que la santé. Un processus que l'application de l'AGCS pourrait bien généraliser. Le débat s'impose donc, pour exiger que l'OMC se mette au service de l'humain. Et non l'inverse. ■

Marie Pasquier

>>> LIRE AUSSI L'EDITO!

Pour plus de détails sur les enjeux de l'AGCS, commandez la brochure «OMC: Au service de quel monde?» auprès de la DB (021 / 620 03 03).



DECLARATION DE BERNE

Maison de la Croisette

Une vaste demeure sur la route de Vernier, en face du Centre des Tattes, qui abrite plusieurs centaines de requérants d'asile. C'est là que s'est installée, ce printemps, l'AGORA (aumônerie genevoise œcuménique), à la suite du déménagement à Vallorbe du Centre d'enregistrement de la Confédération, auparavant situé à La Praille.

C'est la rentrée à la Maison de la Croisette, avec toutes sortes d'activités et de projets, menés par bénévoles et aumôniers, en lien avec des réfugiés. Il y a ou il y aura sous peu, par exemple, un jardin potager, une bibliothèque interculturelle, un partage biblique et un moment de recueillement chaque vendredi, un atelier artistique, des cours de lan-



gues et d'informatique... Tout cela pour faire en sorte que le temps passé à Genève soit aussi fécond que possible. Par ailleurs, le service juridique ELISA est en train d'installer une antenne à la Croisette. ■ *Michel Bavarel*

Michel Bavarel

Avis de naissance

Bleu sur jaune

Il s'appelle Jérémie, Iango et comme dit le faire part, il était «aimé, avant même d'être né». C'est le 22 août dernier qu'il s'est décidé à rejoindre la famille de notre rédactrice responsable Marie Pasquier et de son mari Gaël Maridat. Félicitations aux heureux parents! Et bienvenue Jérémie, de tout cœur. Bon vent pour tout ce que la vie te promet.

L'équipe de la COTMEC

Acte terroriste aux E.U.

Suite à l'effroyable tragédie provoquée aux Etats-Unis d'Amérique par un terrorisme inhumain, nous ne pouvons que glisser quelques lignes dans le présent bulletin pour dire notre humble sentiment de solidarité aux familles des victimes. Nous prendrons le temps de la réflexion sur les enjeux Nord-Sud de ces événements dans notre prochain numéro. (Réd.)

Agenda

Le centre Louis-Joseph Lebrez vous propose des rencontres sur le thème: «La mondialisation, le pouvoir, le marché, les exclus...», approche biblique et théologique de la réalité de la mondialisation.
D'octobre à mai, à Genève.
Inscriptions: Mme Escher, 30, rue du Nant, 1207 Genève.
Tél. 022 735 57 44.

Le Centre Catholique International de Genève tiendra les 15, 16 et 17 octobre une session de formation aux réalités internationales.
Inscriptions: tél. 022 734 14 65.

Le groupe «Evangile et Travail» organise, le 4 octobre prochain, une conférence-débat sur le thème de «Clandestins et responsabilité citoyenne II: valeurs en débat»
Au Temple des Pâquis à 19H30.
Entrée libre.

Sans-papiers Mais où est donc l'Eglise?

En juin dernier, nous avons salué la présence de Mgr Genoud auprès des sans-papiers de Fribourg. Plaidant pour davantage d'humanité dans la prise en compte de leurs problèmes, ses déclarations, ainsi que celles d'autres autorités ecclésiastiques, avaient suscité de grands espoirs (voir enjeux Nord-Sud, juin 2001). Au fil de l'été, les autorités catholiques se sont enfermées dans un discours plus administratif que pastoral. Les sans-papiers se sentent trahis.

Fin juillet, Mgr Genoud écrivait aux sans-papiers de St-Paul pour leur demander de quitter les locaux de la paroisse. En échange, il leur promettait d'intervenir auprès des instances fédérales pour trouver une solution. Dans la même lettre, il rejetait cependant la principale revendication des occupants de St-Paul: une régularisation globale. Cet été, lors d'interventions dans les médias, Mgr Genoud ou son porte-parole Nicolas Betticher tenaient un discours très proche de celui des autorités fédérales. Ils prônaient le traitement des dossiers au cas par cas, en fonction de critères que les évêques se promettaient de préciser. C'était chose faite début septembre. Tout en rappelant le droit des sans-papiers «d'être traités

comme des personnes humaines», les évêques ont proposé leur solution «qui n'est ni uniquement globale ni uniquement individuelle, mais aussi catégorielle». Derrière ce langage ambigu, on retrouve une logique très proche de la cuisine administrative. Avec les ingrédients suivants: distinguer «sans-papiers» et «requérants d'asile», (alors que dans la pratique, beau-

coup de ces derniers deviennent sans-papiers à cause des défaillances dans le traitement des dossiers des requérants); distinguer ceux qui sont «bien intégrés» de «ceux qui ont des projets répréhensibles ou ont gravement contrevenu à la loi», (alors que personne n'a jamais songé à régulariser les criminels); introduire des «critères précis» (durée de séjour, continuité de l'emploi, situation familiale).

Déception et méfiance

On peut s'interroger sur les effets d'une telle déclaration. Elle ne fait pas beaucoup avancer la cause des sans-papiers car elle se contente de sacraliser les maigres concessions que Mme Metzler est déjà prête à faire. Plus grave: elle suscite déception et méfiance. «La contradiction entre la générosité des déclarations d'intention et le refus d'entendre nos revendications concrètes est insupportable», m'ont récemment confié des sans-papiers de Genève aigris par la position des évêques. Et d'ajouter: «nous ne demandons pas la charité mais la solidarité.» Pour notre part, nous continuons à affirmer que le rôle des Eglises est avant tout de faciliter la prise de parole des personnes concernées. Nous persistons à appuyer leurs revendications en faveur d'une régularisation aussi large que possible, sans y voir une solution infaillible ou définitive. C'est simplement un geste humanitaire à la portée de nos autorités afin de corriger une situation intolérable, provoquée autant par l'injustice régnant dans notre monde que par les nombreux dysfonctionnements de notre Etat de droit. ■ *Dominique Froidevaux*

Un peu partout en Suisse les sans-papiers s'organisent. A Genève, ils ont mis sur pied un collectif qui revendique une régularisation aussi large que possible. Ce collectif souhaite privilégier le dialogue avec les autorités cantonales et espère obtenir de leur part un moratoire sur les renvois de clandestins. Avec d'autres, la COTMEC soutient ce collectif.
Contact: Centre de Contact Suisses-Immigrés, Tél. 022 343 84 80.

Changeement d'Adresse
16, Bd. du Pont-d'Arve
CH-1205 Genève

JAB
1231 Conches

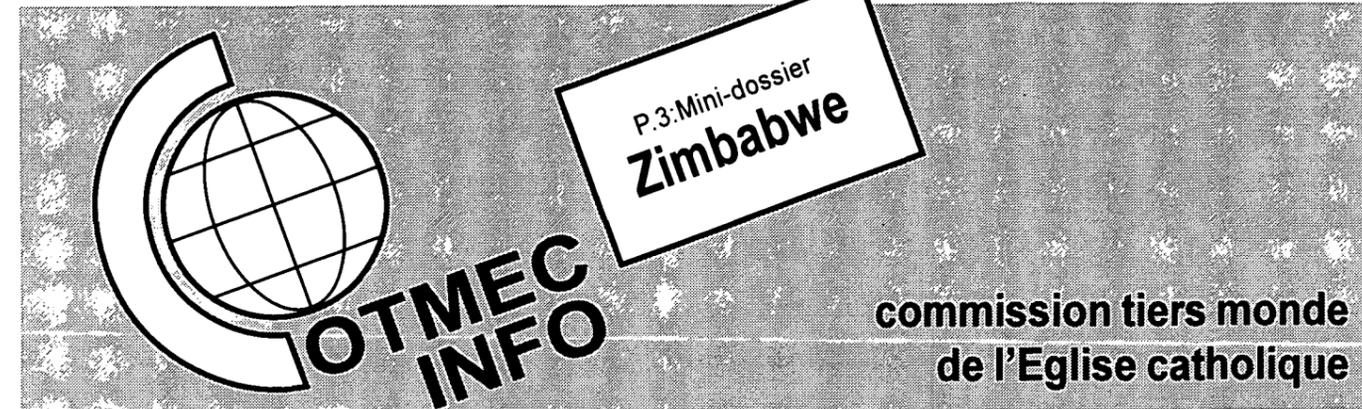
COTMEC

Commission Tiers Monde de l'Eglise catholique
16, Bd. du Pont-d'Arve
1205 GENEVE
Tél : +41 22 708 00 78
Fax: +41 22 708 00 79
E-mail: cotmec@worldcom.ch
Web: www.cath.ch/cotmec
CCP: 12-21551-1

COTMEC-INFO est Mensuel

Abonnement: Frs 20.- /an
Rédactrice Responsable: Marie Pasquier
Imprimerie: Fornara / GE

AVIS AUX ABONNES
Grâce à vous notre bulletin s'auto-finance chaque année, ce qui est un atout indispensable pour notre travail. Nous pouvons maintenir un abonnement à un prix accessible à tous si nous augmentons le nombre de nos abonnés. Merci donc de FAIRE CONNAÎTRE COTMEC-INFO autour de vous. Nous l'envoyons gratuitement à des correspondants dans des pays du Sud grâce aux dons supplémentaires.
Grand MERCI à ceux qui soutiennent ainsi ces échanges. Les personnes qui ont reçu un abonnement en cadeau de la part de leurs connaissances ou qui auraient des difficultés financières ne sont pas concernées par les frais d'abonnement.



Billet évangélique Cas par cas...

Le statut des sans-papiers qui investissent ou «squattent» nos espaces «sacrés» sera réglé cas par cas. Ainsi en ont décidé les édiles qui nous gouvernent. «C'est déjà ça!», aurait-on le goût de commenter. «Un pas de trop», crient les nationalistes excités. «Tous ou personne», protestent les intéressés.

Je comprends très bien la méfiance des derniers. A Emmen, il y a quelques mois, on a réglé cas par cas la situation des «Yugoslaves» à la recherche d'une nationalité. Avec le succès que l'on connaît. Aucun demandeur n'a résisté au crible ou au peigne fin des «faiseurs de Suisses». Tous à la trappe! Une autre raison peut rendre compte de la rancœur des sans-papiers. Les Suisses qui les ont embauché «au noir» pour garder leurs enfants, laver leur linge et récolter leur tabac ne se sont pas posés mille questions sur les raisons qui les avaient amenés en Suisse. Ils les ont engagés en vrac, parce qu'ils en avaient besoin. Puis ils les ont remerciés également en vrac, quand ils n'en avaient plus besoin. Pourquoi maintenant sélectionner les purs parmi les impurs?

J'ajoute une troisième raison, plus théologique celle-là. Je redoute de rencontrer au dernier jour un Juge qui nous examinerait cas par cas. Si cela devait se faire, je ne parierais pas un kopeck sur mon ticket d'entrée au paradis. C'est pourquoi je préfère faire confiance à la miséricorde de Dieu et surtout à sa Justice, qui n'a pas grand chose de commun avec celle d'un Département Fédéral du même nom.

Mais, après tout, la Suisse n'est pas tout à fait le paradis. Me tromperais-je? ■

Guy Musy

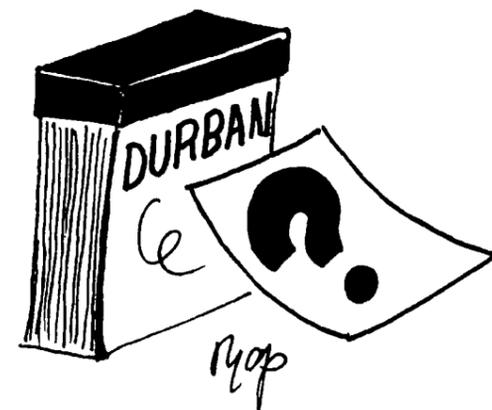
>>> LIRE AUSSI EN PAGE 4!

1 Pour être juste, mentionnons que la commune s'est reprise quelques mois plus tard. Cette fois, le résultat a été positif. Mais c'était encore du cas par cas.

Edito

Durban: sans lendemains

La troisième conférence contre le racisme organisée par l'ONU à Durban, en Afrique du Sud, s'est soldée par un échec. Ce constat a été fait avant même la publication de la déclaration finale. Ses termes ont été longuement négociés, obligeant la conférence à retarder d'un jour sa clôture. Des débats, l'opinion retiendra d'abord la polémique autour de l'assimilation du sionisme au racisme. Celle-ci a opposé les délégations des Etats arabes et islamiques, soutenues par de nombreux pays du Sud, à la délégation israélienne, soutenue par les pays du Nord, les Etats-Unis en tête. Plusieurs ONG dont Amnesty International, Human Right Watch et la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme, ont dénoncé le détournement de l'objet de la conférence et l'escamotage des véritables enjeux de la rencontre. Autre sujet de dissension: l'esclavage, reconnu comme crime contre l'humanité, mais pour lequel on n'obtiendra, de la part des anciennes puissances coloniales, que regrets et remords. Des excuses? Point. D'éventuelles réparations? Encore moins. Tout juste une promesse d'accroissement de l'aide au développement.



Un dialogue ouvert était attendu, au travers duquel les uns et les autres allaient reconnaître et assumer leurs responsabilités passées et actuelles. Ce avant d'élaborer des pistes d'actions communes pour lutter contre ce fléau aux multiples facettes qu'est le racisme. Au lieu de cela, la conférence a été transformée en une tribune offrant à beaucoup l'occasion de régler leurs comptes politiques. Finalement, la condition des victimes d'aujourd'hui n'aura occupé que peu de place dans les débats.

Un rendez-vous (un de plus!) a été manqué. La conférence a trahi les espoirs de nombreuses personnes. Faut-il s'en étonner? L'époque le veut ainsi. D'un côté, on multiplie les déclarations empreintes des meilleures intentions. De l'autre, on agit à l'opposé de ce que l'on déclare. On fait l'éloge de la mondialisation ici et l'on refuse de lutter contre les exclusions et les discriminations qu'elle génère là-bas. On s'accorde sur la nécessité de préserver l'environnement, mais on refuse de se donner les moyens de le faire. Des discours généreux, toujours et encore. Comme pour mieux cacher d'inavouables desseins ou, tout au moins, une inexistante volonté d'agir. Pourtant, l'espoir demeure: partout au monde, loin des tribunes et des lieux de pouvoir, des femmes et des hommes agissent au quotidien pour rendre le monde moins inhumain. Par leur exemple et leur engagement, nous savons qu'il est possible à chacun, dans le domaine qui est le sien, d'œuvrer pour un monde plus juste et plus tolérant. ■

Justin Kahamaile

Ce numéro a été réalisé sous la responsabilité d'Astrid Lehr qui remplace notre collègue Marie Pasquier durant son congé maternité. Bienvenue Astrid et merci de ta collaboration.

JMK

Hommage à Claudio Ferrari

Je ne t'ai jamais rencontré, Claudio, mais comme tous les amis participant à la rédaction du COTMEC INFO j'ai le plaisir de travailler avec ton frère Sergio, qui signe souvent des articles du bulletin.

J'ai donc appris à te connaître en lisant le faire-part qui annonçait ton décès et en écoutant les témoignages de tes parents et amis, ce 20 août, lors de ta sépulture.

Brutalement, une réalité de téléjournal -que l'on connaît, mais qui nous est lointaine et anonyme- est devenue pour moi proche et incarnée: tu as été prisonnier politique en Argentine, il y a plus de vingt ans, tu y as été torturé et cela t'a détruit, a cassé ta vie.

Je garde une image forte de symbole: devant ton cercueil, où l'on s'apprête à jeter une poignée de terre, un jeune homme jongle avec des balles et des massues au son déchirant d'une clarinette... comme pour affirmer que si les tortionnaires parviennent à détruire l'enveloppe humaine, l'âme et les idées leur font un pied de nez.

Puisse notre combat pour plus de justice sociale continuer le tien. En suivant le cortège funèbre, parents et amis ont affirmé avec force cette volonté de continuer la lutte:

-Compañero Claudio Ferrari? -Presente! ■

Roland Pasquier

Consultation œcuménique Un goût d'inachevé

«L'avenir ensemble». Ainsi s'intitule le «Message des Eglises», rendu public ce mois-ci. Il marque l'aboutissement de près de trois ans de réflexion sur l'avenir social et économique de notre pays. Réaction.

Un message dense et bien charpenté, des analyses bien ficelées sans être originales, des références évangéliques ciblées, des paroles d'experts, des pistes d'action... et pourtant il y manque quelque chose, quelque chose d'essentiel qui pourrait faire la différence entre le froid discours des experts et une vision prophétique.

Un souffle permettant de balayer les peurs, les réticences, les doutes.

Un souffle qui donnerait envie de s'engager maintenant, tout de suite. Pour que la réalité qui se cache derrière les constats change, qu'elle devienne le reflet concret du message de l'Évangile.

Du discours à l'acte

Les milliers de personnes qui ont participé à la consultation ont bien fait leur travail: le tableau brossé est fidèle à la réalité du terrain. Cependant, les experts donnent l'impression d'avoir négligé de confronter le discours avec les réalités économiques, politiques, sociales et leurs conséquences sur la vie quotidienne

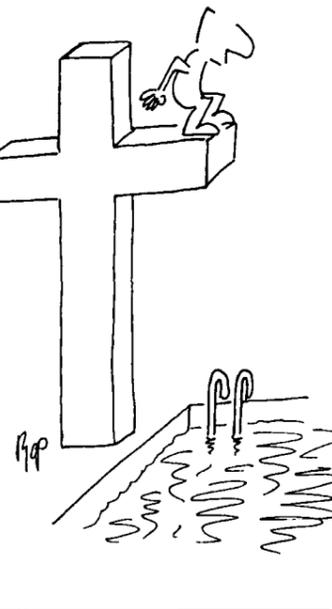
des gens, ici et ailleurs. Plus grave encore: nos autorités religieuses -probablement dans un souci d'englober toutes les sensibilités des chrétiens/nes de ce pays- ont dilué leur message, le rendant consensuel, timoré, vide d'espérance. Je rejoins totalement le sentiment du curé de St-Paul quand il dit: «L'Église est trop timorée dans tout ce qui est social. Au lieu de s'engager aux côtés des exclus, elle fait de beaux discours et, au moment de passer à l'acte, il n'y a souvent plus personne. Une Église qui se tait sur les problèmes humains n'intéressera plus grand monde.»

Il est vrai que nous savons très bien dénoncer l'exclusion, la pauvreté, les inégalités. Savons-nous, par contre, nous laisser déranger par les mesures qui viendraient réellement en aide aux exclus, aux pauvres et aux discriminés?

Il reste un fait positif: le message est là, sur la table des autorités comme sur notre agenda. A nous de le transformer en action concrète lors des élections, des votations, des décisions prises dans nos communes, nos paroisses et nos familles. ■

Maryse Durrer

«L'avenir ensemble» peut se commander par tél. 031 382 23 28 ou par internet: www.kirchen.ch/konsultation
Prix: 10.-



Appel

Amnesty International recherche des membres pour venir gonfler les rangs de son «groupe Église». Les participants prendront le relais des «Actions urgentes» soutenues par Amnesty, en écrivant des lettres aux autorités, chaque fois qu'un croyant se verra persécuté à cause de ses convictions.

Écrire à:
Amnesty International,
A.U. professionnelles,
CP 1110, Morges 1

Infortuné Soudan

Depuis 17 ans, le Soudan vit une guerre civile. Quelques 2 millions de personnes sont mortes, 4,5 millions ont été déplacées. L'article qui suit ne prétend pas brosser un tableau complet de la situation. Il veut rappeler le sort d'un pays étrangement oublié par les médias.

Rappel historique

En 1989, le général El Bechir prend le pouvoir, en renversant le premier ministre de l'époque. Alors que ce dernier était un islamiste modéré, El Bechir entame la mise en place d'un gouvernement islamiste suivant les règles de la Charia (loi invitant à une soumission totale à la volonté d'Allah). Entièrement contrôlés par l'État, les médias proclament que le Soudan doit être une na-

tion homogène, ne parlant qu'une langue, l'arabe, et ne pratiquant qu'une seule religion.

Une société plurielle

Le pays peut être considéré comme deux entités: le Nord, principalement musulman et arabe (2/3 du pays) et le Sud, composé de chrétiens et d'animistes à majorité noire (1/3 du pays). Aussi la volonté du régime au pouvoir d'imposer une identité nationale unique a exacerbé les clivages, menant à la guerre civile. Face au gouvernement islamiste de Khartoum, une «Armée de libération du Sud-Soudan» a été créée. Une lutte inégale a alors commencé: armes lourdes au Nord contre opérations de guérilla au Sud.

Pour réaliser sa politique d'islamisation et d'arabisation du pays, l'armée de Khartoum s'est

livrée de tout temps à de multiples exactions: épuration ethnique, bombardements de populations civiles, incendies de récoltes, etc. D'importantes violations des droits humains (torture, détention arbitraire, etc.) ont été dénoncées par un rapport spécial des Nations Unies publié l'an passé.

L'ombre de l'or noir

La découverte d'importants gisements de pétrole au sud n'a guère servi au développement du pays. Pour s'emparer de ces terrains, le gouvernement de Khartoum a contraint les populations à fuir leurs villages en multipliant les exactions. De plus, les dividendes perçus par Khartoum de la part des compagnies étrangères qui exploitent le pétrole sont réinvesties dans l'achat d'armes lourdes. Des protestations commencent à s'éle-

ver de divers horizons. Amnesty International accuse les sociétés pétrolières d'être responsables des exactions dirigées contre les communautés locales. Les évêques soudanais s'indignent en proclamant: «Comme Jésus-Christ fut vendu pour trente deniers, notre peuple est sacrifié en échange de barils de pétrole!»

Au Canada, des actionnaires de Talisman Energy ont mis en cause les agissements de cette compagnie au Soudan. Ils dénoncent «la guerre de génocide» menée par le régime islamiste soudanais.

Enfin, les États-Unis viennent de désigner un émissaire chargé d'œuvrer pour la paix au Soudan. Son intervention s'accompagnera d'une aide humanitaire importante pour soulager les malheurs de tant de civils innocents. ■

Jacques Perroux et A.L.

Zimbabwe: les enjeux de la terre

Les présidentielles de 2002 décideront du sort du président zimbabwéen Mugabe, au pouvoir depuis l'accession du pays à l'indépendance voici 20 ans. Entre la montée des violences politiques et la question de la restitution des terres, les futures élections s'inscrivent dans un climat de grande instabilité. Rencontre et analyse.

L'année dernière, le Zimbabwe a été secoué par une flambée de violence. A l'origine de la crise, le rejet par les électeurs de la réforme constitutionnelle visant à conférer plus de pouvoir au président. Ce rejet témoignait du désaveu du régime par les électeurs. Il apportait en outre la preuve de l'avancée du jeune parti d'opposition, le MDC. Le parti gouvernemental ZANU-PF, au pouvoir depuis l'indépendance, entreprit alors une campagne d'intimidation à l'égard de ses opposants politiques. Son but? Plonger le pays dans la peur avant les élections parlementaires qui allaient avoir lieu quelques mois plus tard. Au terme de cinq mois d'agitation, le gouvernement maintint de justesse sa majorité (62 sièges ZANU-PF, contre 57 MDC) mais au prix fort: on déplore une trentaine de morts et des milliers de blessés. Le forum des organisations de défense des droits humains du Zimbabwe vient de publier un rapport, basé sur des dépositions, citant les noms et l'appartenance politique (très majoritairement ZANU-PF) de plus de 600 auteurs d'actes de violence, dans l'espoir d'un jugement ultérieur.

ses fermes commerciales, appartenant à des paysans blancs, par ceux qui se prétendent être les vétérans de la guerre d'indépendance. Bien que jugées illégales par la Cour suprême, ces occupations furent tolérées voire même encouragées par le Président et se poursuivent jusqu'à présent. L'argument politique représenté par la redistribution de la terre constitua le cœur d'un conflit qui allait s'étendre bien au-delà des élections parlementaires.

Le combat pour la terre: une histoire ancienne

La problématique de la «lutte pour la terre» a été évoquée dès l'indépendance. Elle était, en effet, la revendication majeure de la population lors du renversement du régime de Ian Smith, en 1966.

«On a perdu 20 ans, commente un fermier blanc établi à Hwedza, les négociations autour d'une réforme agraire auraient dû commencer bien avant mais des erreurs ont été faites des deux côtés: les fermiers n'ont pas été d'une activité débordante pour trouver des solutions, ni d'ailleurs le ministère de l'agriculture.»

En effet, 20 ans après l'indépendance, la situation n'a guère évolué: aujourd'hui, encore près de 70% des terres arables du pays appartiennent à une minorité de fermiers blancs (env. 4500). Les paysans noirs (env. 1 million) restent concentrés sur les terres communales moins fertiles, où ils pratiquent une agriculture de subsistance.

Le pays en est à sa troisième tentative de réforme agraire: au fur et à mesure que la situation politique et économique du pays s'est aggravée, le ton de Mugabe s'est durci. On est passé du projet de rachat volontaire de fermes sous-exploitées dans les années '80 à la formulation d'un programme d'expropriation sans compensation. La quasi-totalité des fermes commerciales menace d'être annexée de la sorte.

«La majorité des fermiers reconnaissent la légitimité d'une réforme agraire», souligne le même fermier. A plusieurs reprises, des centaines de milliers d'hectares ont été offerts à la vente au gouvernement par l'union des fermiers agricoles. Mais il doit y avoir compensation, ne serait-ce que pour tous les investissements faits sur les terres (bâti-

pes, etc). La deuxième réforme, au début des années '90, a vu les membres du parti faire main basse sur les terres. Les paysans pauvres et les sans-terres n'en ont pas bénéficié, les instances internationales se sont alors retirées.»

Violences et intimidations

Dans une telle situation de non-droit ouvertement revendiquée par le gouvernement, on ne s'étonne pas que les bailleurs de fonds étrangers aient retiré tout appui à la réforme et que les instances internationales multiplient leurs critiques. La politique foncière de Mugabe, qui cible principalement les fermiers blancs, se répercute aussi sur nombre de ses concitoyens, qu'ils soient membres du parti d'opposition ou simples ouvriers agricoles. Un fermier revient sur les événements survenus le mois passé dans son district: «Les ouvriers sont victimes d'une véritable campagne d'intimidation menée par les vétérans et autres squatters. S'ils travaillent pour nous, ils sont considérés comme des ennemis du gouvernement. La nuit, ils subissent une véritable rééducation politique au moyen de slogans et de chants patriotiques. Ou encore on procède à des punitions exemplaires, quand on ne les chasse pas tout bonnement de leurs huttes, en les brûlant au passage. Des centaines de personnes se retrouvent à errer, en cherchant refuge sur d'anciennes installations agricoles.» Et d'ajouter: «Ni la police, ni l'administrateur du district, pourtant avertis, ne semblent se préoccuper de pareils agissements. Cette réforme agraire n'est qu'une tentative à peine masquée du gouvernement pour garder Mugabe au pouvoir. De plus, elle cause la terreur et la perte de leur droit de vote pour les ouvriers agricoles et les populations rurales déplacées.»

Au total, ce sont près de 3000 personnes qui ont été victimes de déplacements forcés dans le seul district de Hwedza. L'occupation des fermes semble, une fois encore, être utilisée pour mener à bien une campagne politique visant à contrôler par la peur l'électorat rural, en vue des présidentielles.

Vers un apaisement du conflit?

Le 6 septembre dernier, la délé-

gation zimbabwéenne s'est rendue dans la capitale du Nigeria pour participer à des négociations organisées sous l'égide du Commonwealth. Elle y a signé un accord l'engageant à mettre fin aux occupations illégales des fermes et à prendre des mesures pour faire cesser les violences politiques dans le pays. Cet accord reconnaît la légitimité d'une réforme agraire, du moment qu'elle s'effectue dans la transparence avec l'appui de donateurs de fonds étrangers, principalement la Grande Bretagne.

A l'heure où nous écrivons ces lignes, il est encore trop tôt pour mesurer l'impact de cet accord. Son annonce a été très bien accueillie par les fermiers commerciaux, car, comme le dit en conclusion notre témoin: «Tout le monde sans exception souhaite la paix et espère que le pays puisse reprendre son élan.» ■

Astrid Lehr

Lourd héritage historique

Jusqu'à la moitié du 19 siècle plusieurs royaumes très organisés se sont succédés sur le territoire de l'actuel Zimbabwe, majoritairement sous le contrôle de l'ethnie des Shonas. Affaibli par des guerres internes, le pays passe en 1890 sous la domination blanche. La reine Victoria d'Angleterre mandate alors la British South Africa Company (BSAC) pour occuper le pays, lequel est nommé Rhodésie d'après son fondateur Cécile Rhodes. Il sera administré dès 1899 par la BSAC avant de devenir une colonie officielle de la couronne d'Angleterre en 1923. Le 11 novembre 1965, le 1^{er} ministre Ian Smith proclame l'indépendance unilatérale à la couronne britannique pour s'opposer à un processus de transfert de pouvoir à la majorité noire, souhaité par la Grande Bretagne. Cet acte de rébellion, condamné par la communauté internationale, coupe le pays du monde et l'installe dans un régime d'apartheid. Moins d'un an après, le pays bascule dans la guerre civile, qui conduira en 1980 à l'indépendance. Dès les premières élections, le chef des guérilleros, Mugabe règne sur la scène politique. D'abord comme premier ministre, puis en se faisant élire président exécutif en 1987. Moins de dix ans après l'indépendance, le pays est gouverné par un parti unique, le ZANU-PF, qui avait déjà remporté les premières élections de '80. La formation d'un parti unique est passée par une répression armée au Matabeland, fief du parti d'opposition, le ZAPU et mit un terme à 7 ans de coalition gouvernementale. Une direction politique non exempte de violence, dont la volonté initiale d'œuvrer pour une réconciliation nationale bute depuis toujours sur les injustices économiques et politiques. Nombreux sont les citoyens déçus par les malversations du ZANU-PF, par son incapacité à mener à bien une réforme agraire qui rétablirait une situation fruit d'une injustice historique confirmée. Dans ce climat, le lancement en janvier 2000 du parti d'opposition MDC et son arrivée au parlement, traduirait-il l'amorce d'un changement?

A.L.



L'action la plus médiatisée durant cette période fut certainement l'occupation de nombreu-

«L'Afrique par elle-même: 100 ans de photographie»



Illustration: Dorris Haron Kasco, Les fous d'Abidjan

Au cours du processus anthropologique qui a accompagné la découverte des continents comme l'Afrique par les Européens, la photographie a joué un rôle important. Se substituant au dessin, elle permettait d'illustrer, de façon soi-disant objective, les études ethnographiques des peuples colonisés. Ces premiers chercheurs n'avaient certainement pas imaginé combien ce moyen d'expression visuel allait être fondamental pour le continent même qu'ils se proposaient de classifier avec des critères occidentaux.

par la Revue Noire et qui a fait déjà le tour du monde. De passage à Genève, elle représente une occasion unique de se confronter aux portraits faits en studio dans les premières décennies du 20e siècle. Ils révèlent une société soucieuse de se montrer dans de beaux habits aux yeux des voisins. On peut aussi y découvrir les reportages de la jeunesse malienne des années '50 et '60 à travers l'objectif dynamisant de Malik Sidibé. La réalité toujours plus cruelle de ces dernières années, notamment celle des Fous d'Abidjan, est également visible à travers les travaux de Dorris Haron Kasco et Ricardo Angel. Une exposition à ne pas manquer pour décentrer son regard! ■

Nicole Kunz

Genève, Hall des pas perdus du Palais des Nations, du 17 octobre au 16 novembre 2001

Publication

Le nouveau calendrier interreligieux intitulé «Lois sacrées-choix de vie», invite à la découverte du pluralisme religieux et de la diversité culturelle. Soucieux du respect des convictions de chacun dans notre société, ses auteurs se sont particulièrement intéressés à son application à l'école. Pour y faciliter son emploi, le calendrier s'accompagne d'un dossier destiné aux enseignants, composé d'un portfolio et d'un cahier pédagogique. Richelement illustré, il permet d'explorer, mois par mois, les diverses traditions religieuses avec des élèves de 9 à 18 ans. ■
Rens: Ed. Enbire, CP 64, 1000 Lausanne 9, tél. 021 312 27 95

Votations

Nous rappelons que la COTMEC soutient l'initiative «pour un impôt sur les gains en capital» qui sera soumise à la votation populaire le 2 décembre prochain. Cette problématique a déjà fait l'objet d'un supplément dans le n° 219 de novembre 1999. Il est possible de le consulter sur notre site internet ou de le commander auprès de notre secrétariat. ■
Tél. 022 708 00 78

Cartes postales

Un débat à poursuivre

Vous souvenez-vous de la campagne lancée en juin dernier par la Déclaration de Berne? Des cartes postales qui visaient à tenir l'OMC à l'écart des services publics fondamentaux tels que la santé publique, l'éducation, la santé et les transports. Les premiers résultats de cette campagne commencent à se profiler, dévoilant en filigrane la position du gouvernement suisse. Si le Secrétariat d'Etat a répondu que «la prérogative des Etats dans des domaines tels que la santé et l'éducation est telle que de nouveaux engagements des Membres dans ces secteurs n'est certainement pas pour demain», il ne l'exclut pas complètement pour l'avenir. Par ailleurs, M. Couchepin a confirmé avoir réceptionné 4000 cartes. Sans se montrer particulièrement touché par ces revendications, il a annoncé prochaine position publique de la Suisse sur ce sujet. Le débat reste ouvert: il est essentiel de continuer à envoyer des cartes ou des e-mails. Les cartes sont à commander à la Déclaration de Berne tél. 021 620 03 03, declarationdeberne@club.ch ou à envoyer en ligne sur www.evb.ch/db/services_publics.htm. ■

Nicole Kunz



Billet évangélique

Pour qui sonne le glas?

Ce mercredi 12 septembre, les cloches ont sonné à toute volée. Une façon de dire aux Américains notre compassion et de nous presser d'inventer de nouveaux chemins vers la paix. Ce tocsin ne nous mobilisait pas pour une croisade. Mais, avouons-le, à nous demander comment cette «sale guerre» avait pu nous surprendre. Car ce mardi 11 septembre, nous étions tous frappés en pleine face. Vous comme moi, à Genève comme aux U.S.A!

Soyons sincères. Reconnaissons que notre émotion, ce jour-là, ne se mesurait pas uniquement au degré d'horreur projeté sur nos écrans, mais aussi à la conscience d'appartenir à ce monde précis qui, à New York et Washington, était blessé et meurtri. «Aujourd'hui, a-t-on répété dans nos églises, nous sommes tous américains!» Aujourd'hui seulement? Avec tous les New-Yorkais sans exception? Y compris ceux qui vivent à Harlem ou au Bronx? Avec tous les Américains, vraiment? Y compris les Chicanos et les boat people haïtiens? Voyons donc! Nous ne sommes pas dupes de nos appartenances et de nos solidarités. Nous savons bien qui sont nos «vrais» frères et sœurs. Mais alors, qu'avons-nous fait des autres? Ceux qui sournoisement, par Ben Laden interposé, venaient de nous déclarer la guerre.

Deux jours plus tard, dans une église de Genève, j'utilisais pour la messe le formulaire prévu pour les «temps de guerre et de crise grave». Je priais pour que le pain partagé «nous aide à juguler les forces de la haine et à ne faire usage que de celles de l'amour et de la justice». En fin de célébration, un paroissien m'a reproché de n'avoir pas prié pour les victimes du World Trade Center! Je ne m'en suis pas encore remis! ■

Guy Musy

>>> LIRE AUSSI EN PAGE 3!

Edito

Entre raison et sentiments

Le drame humain survenu le 11 septembre aux Etats-Unis marquera l'histoire. L'attentat, largement couvert par les médias, a eu un impact considérable sur l'affect de la population aussi bien locale qu'internationale. De l'épicentre du drame s'est propagée une onde de condamnation unanime, provoquant le réveil de la capacité d'indignation de la communauté internationale.

Pourtant, à la lecture de la presse du Sud, il ressort que ce consentement unanime à condamner et punir les auteurs (présomés) prend un ton démesuré. Beaucoup de journalistes déplorent aussi que derrière la solidarité internationale s'infilte une logique d'intérêts. Tant il est vrai qu'au Nord, comme le souligne Guy Musy dans son billet, nous ne sommes pas dupes de nos appartenances, dans un monde miné par trop de clivages.

L'opinion des lecteurs les critiques: il était légitime de l'Etat, si directionnements sur son ment ultra-libéral et ses reste du monde. Après tristesse, la raison se droits.

Alors que la riposte at-on peut déplorer que précédée d'un débat ses de l'attentat. A com-étrangère des Etats-vers la presse des pays férents régimes totalit-ment et financièrement parallèles auraient aussi tre le recul de l'Etat et risme, entre la mondial-icelle de la violence. Le Etats-Unis se sont mon-ques touche l'implica-come source de finan-ristes.

Les voix du Sud dénon-d'un bilan à l'heure où les représailles ne feront pas l'économie d'une riposte militaire. Leur constat est unanime: tant qu'il y aura des gens humiliés, bombardés, privés du droit le plus élémentaire à une vie dans la dignité, d'autres formes de terrorisme surgiront. Si l'on souhaite s'associer à une volonté commune de lutte, il existe bien des maux dont les cibles ont le mérite d'être distinctes et les solutions à portée de volonté politique. Maladies, malnutrition, malversations et bien d'autres qui tuent quotidiennement à l'ombre des caméras dans une indifférence que l'on ne peut accepter. Et si ce drame pouvait être l'occasion de recentrer les valeurs de notre civilisation? Ce serait là rendre un hommage plus digne aux victimes. ■

Astrid Lehr

>>> LIRE AUSSI EN PAGE 3!



du Sud précise encore gitime d'attendre de la tement visé, des ques-mode de fonctionne-conséquences sur le l'affront, la colère et la devait de reprendre ses

tendue a ouvert le feu, celle-ci n'ait pas été plus large sur les caumencer par la politique Unis, dénoncée à tra-du Sud, qui liste les dif-res soutenus militaire-par ces derniers. Des pu être envisagés en-l'avancée du terro-sation des échanges et seul point sur lequel les très ouvertement criti-tion des paradis fiscaux cement des réseaux ter-

cent donc l'absence d'un bilan à l'heure où les représailles ne feront pas l'économie d'une riposte militaire. Leur constat est unanime: tant qu'il y aura des gens humiliés, bombardés, privés du droit le plus élémentaire à une vie dans la dignité, d'autres formes de terrorisme surgiront. Si l'on souhaite s'associer à une volonté commune de lutte, il existe bien des maux dont les cibles ont le mérite d'être distinctes et les solutions à portée de volonté politique. Maladies, malnutrition, malversations et bien d'autres qui tuent quotidiennement à l'ombre des caméras dans une indifférence que l'on ne peut accepter. Et si ce drame pouvait être l'occasion de recentrer les valeurs de notre civilisation? Ce serait là rendre un hommage plus digne aux victimes. ■

Agenda

Le 3^{ème} Festival «Regards sur les cinémas d'Amérique latine» se tiendra à Genève et Lausanne du 10 novembre au 1^{er} décembre. C'est l'occasion de découvrir plus de 70 films en rapport avec ce continent, dont des avant-premières. Le festival est organisé sous l'égide de l'UED.
Programme: 022 906 59 27, ou par email Gerard.Perroulaz@ued.unige.ch

L'Eglise catholique romaine à Genève possède, depuis peu, un site internet. Le Vicariat recherche toujours des bénévoles pour sa gestion.
Adresse: www.cath-ge.ch

A Berne, le Théâtre Schlachthaus présente des oeuvres de jeunes auteurs africains. Les représentations, effectuées par 4 compagnies, se tiendront du 25 octobre au 6 novembre.
Rens: 031 312 96 47 ou par internet www.schlachthaus.ch

Le Collectif Simon Bolivar vous invite à la quinzaine «Plan Colombie: conséquences en Amérique latine», à Genève du 2 au 17 novembre. La thématique sera traitée sur 4 volets: cinéma, photo, peinture et conférences.
Rens: M. Barone, tél. 022 733 62 25 ou par email octs@worldcom.ch

Attac-Genève organise une journée de débat sur le thème «Contrôle des mouvements en capitaux, la Finance sans loi et ses liens avec le terrorisme». Maison des associations, 8 rue Vieux-Billard, 1211 Genève.
Tél. 022 329 20 22

Une importante manifestation aura lieu le 10 novembre à Genève pour protester contre les négociations de l'AGCS et l'OMC. Organisée par Attac-Genève et soutenue par de multiples organisations. Rassemblement: 14H à la place Neuve

Le 24 novembre, traditionnelle vente d'ananas séchés du Bénin au profit de l'association Genève tiers-monde; dans les grandes Coop de la ville.

Un label Max Havelaar pour les produits helvétiques?

Une étude de marché le démontre, les Suisses sont réceptifs aux labels bio et au commerce équitable. Tendance encourageante: il est possible de contribuer concrètement au développement durable dans plusieurs domaines

Les étapes ont été franchies à petits pas: d'abord le café, puis le chocolat, enfin les bananes. Autant de produits qui sont désormais familiers des étagères de nos magasins. A présent, on peut aussi se vêtir d'habits de coton bio, provenant de fabriques non polluantes. Plus en-

core: un béton écologique, le pisé, contribue à construire des maisons et un avenir plus respectueux de l'environnement.

Un mouvement gênant

Les gouvernements des pays en développement cherchent à maintenir des prix bas pour faire concurrence aux produits du Nord. Dans cette logique les *Magasins du Monde* et *Max Havelaar* sont comme autant de grains de sables qui viennent enrayer ce processus. En privilégiant des produits issus de conditions de travail répondant aux principes d'un salaire mini-

mal, d'une liberté syndicale et sans exploitation d'enfants, ces organisations ont peu à peu sensibilisé la conscience des consommateurs. Ceux-ci acceptent de jouer le jeu en payant un peu plus.

Et chez nous?

Ne serait-ce pas-là une solution à appliquer aussi en Suisse, en vue d'améliorer les conditions de travail dans des domaines comme l'agriculture ou la restauration? Deux secteurs où les revenus et les horaires de travail n'ont pas beaucoup évolué depuis la révolution industrielle. Accepterions-nous de payer 10 centimes plus cher le paquet de



cigarettes pour que les ouvriers suisses puissent gagner 3000 francs par mois? Ou de dépenser 35 francs pour un plat du jour afin de permettre aux patrons de payer leur personnel selon les barèmes de la convention collective?

Voilà une question qu'il serait intéressant de se poser...■

Nicole Kunz

Votations du 2 décembre: la paix sans armée

Comment peut-on voter pour une Suisse sans armée dans le climat d'insécurité où nous plongeant les attentats terroristes du 11 septembre, la vengeance américaine et le massacre de Zoug? Est-ce le moment d'attenter à une autre institution helvétique alors que le pays est ridiculisé par ses fonds en déshérence et le crash de sa prestigieuse société aérienne? Au-delà de l'émotion légitime provoquée par les événements, les 2 initiatives sur lesquelles nous sommes appelés à nous prononcer invitent à une réflexion de fond.

Les bouleversements planétaires sont si déstabilisants qu'ils provoquent des réactions contrastées.

En moins de 20 ans, on est passé d'un monde partagé entre 2 grandes forces guerrières à un univers mondialisé par la puissance économique des pays du Nord, Etats-Unis en tête. Les vénérables institutions supranationales d'arbitrage, dont l'ONU, peinent à faire entendre leur voix. Dans ce climat, les budgets militaires -qui dans un premier temps avaient diminué- prennent l'ascenseur.

Mais l'idée d'un désarmement fait aussi son chemin: le 26 novembre 1989, la première initiative pour une Suisse sans armée faisait un bon score (35,6% de OUI); le 10 juin de cette année, le peuple a été très partagé sur la question de l'envoi de soldats armés à l'étranger (51% de OUI).

Les 2 initiatives du 2 décembre

Comme sa grande sœur de 12 ans, l'initiative «pour une politique de paix crédible et une Suisse sans armée» demande l'abolition de l'armée, le transfert de l'aide en cas de catastrophe aux autorités civiles et le soutien de la Confédération à la reconversion des places de travail liées au militaire.

Au regard des résultats du 10 juin, le texte comporte un bémol: le peuple serait appelé à se pro-

noncer ultérieurement sur une éventuelle participation armée à des efforts internationaux pour la paix.

L'initiative «la solidarité crée la sécurité: pour un service civil volontaire pour la paix» demande une formation ouverte à tous aux pratiques pour désamorcer les conflits, ainsi qu'une spécialisation de volontaires pour des engagements ciblés. Ces civilistes pourraient intervenir comme médiateurs sur des demandes émanant d'ONG. Ils coopéreraient dès lors à la reconstruction sociale, à la promotion des droits humains, à l'observation d'élections, etc.

Utopistes?

Face à la réalité brute de l'actualité, les initiatives du GSSA apparaissent comme des idées d'enfants de cœur...

Mais il est peut-être plus que jamais temps d'affirmer que la paix ne peut emprunter les canaux de la riposte violente. Elle est le fruit d'une véritable construction de la justice sociale.■

Roland Pasquier



Et les femmes dans tout ça?

Depuis fort longtemps les femmes sont convaincues que la violence n'est jamais la bonne réponse à un conflit quelle qu'en soit sa nature. La 1^{ère} Conférence des Nations Unies sur les femmes (Mexico, 1975) avait comme thème central: Egalité, développement et paix. Pour indiquer très clairement que ces 3 notions forment un tout indivisible.

«Les Femmes pour la paix», un mouvement existant depuis plus de 30 ans, formulent ainsi leur vision d'une société équilibrée: «Les femmes ont une conception globale de la paix. La justice sociale est la base sur laquelle construire une vie commune sans violence, respectueuse de l'indépendance de tous, vieux et jeunes, hommes, femmes et enfants, autochtones et étrangers. Les maîtres mots sont: partage, collaboration, créativité, et résolution non violente des conflits.»

Lors de la IV^{ème} Conférence sur les femmes (Pékin, 1995), la Suisse a adopté un plan national, malheureusement non contraignant. Celui-ci représente un 1^{er} pas vers une société ne confiant plus exclusivement à l'armée la recherche et le maintien de la paix.

Pour illustrer le propos voici, 2 des mesures adoptées:

● assurer une plus forte intégration des femmes au niveau déci-

sionnel lorsqu'on prend des mesures de promotion de la paix et de la démocratie ainsi que dans le domaine de la résolution des conflits;

● assurer la formation et la formation continue des femmes et des hommes dans le domaine de la politique de paix et de sécurité et en particulier dans les questions de désarmement.

En parallèle à cela, les associations féminines de Suisse ont insisté dans leur rapport publié en '99 sur ce qui leur paraît central dans le contexte suisse:

● une parité H/F dans toutes les instances de décision en matière de politique de paix;

● une réduction massive des dépenses militaires et l'emploi des ressources ainsi libérées pour la coopération au développement, l'intégration, etc.

● la mise en rapport de la violence envers les femmes dans les conflits armés avec la violence masculine contre les femmes dans la vie de tous les jours, faisant ainsi de cette violence un thème central de la politique de sécurité et de paix

● la reconnaissance aux femmes de motifs spécifiques de fuite et de demande d'asile.

Les femmes afghanes ne nous contrediront pas si nous ajoutons que ces exigences s'appliquent à tous les pays du monde.■

Maryse Durrer

Source: plan d'action de la Suisse et rapport des ONG '99

11.09.01: colonnes ouvertes aux voix du Sud

Nous-nous sommes interrogés lors de notre comité de rédaction sur la manière d'aborder la tragédie du 11 septembre. Condamner la violence? Nous n'avons jamais cessé de la faire. Dénoncer les amalgames entre politique et religion? Certes, mais cet événement appelle un débat autrement plus urgent sur les limites d'un système auquel l'humanité entière est censée adhérer. Et qui mieux que les représentants du Sud pour en relever les contradictions?

Tous les amoureux de la mort s'accordent aussi dans leur obsession de réduire en termes militaires les contradictions sociales, culturelles et nationales. Au nom du Bien contre le Mal, au nom de l'Unique Vérité, tous sont résolus à tuer d'abord, à questionner ensuite. Et sur cette voix, ils finissent par alimenter l'ennemi qu'ils combattent. (...) De vengeance en vengeance, les terroristes nous obligent à avancer vers la tombe. Je revois une photo publiée récemment: sur un mur de New York, une main avait écrit: «Oeil pour Oeil laisse le monde aveugle»(...)

Réactions

par Noam Chomsky
«la Jornada» (Mexique)

Le théâtre du Bien et du Mal

par Eduardo Galeano
«la Jornada» (Mexique)

Henry Kissinger fut parmi les premiers à réagir devant la récente tragédie. «Ceux qui apportent appui, financement et inspiration aux terroristes sont aussi coupables qu'eux», condamna-t-il. S'il en est ainsi, il faudrait commencer par bombarder Kissinger. (...) Il a été au service de plusieurs gouvernements des Etats-Unis, apportant «appui, financement et inspiration» au terrorisme d'Etat en Indonésie, Cambodge, Chypre, Iran, Afrique du Sud, Bangladesh et dans les pays sud-américains qui ont souffert de la guerre sale du Plan Condor. Le 11 septembre 1973, exactement 28 ans avant les événements d'aujourd'hui, il avait incendié le palais présidentiel du Chili.

Le mépris pour la volonté populaire est une, parmi tant d'autres, des similitudes existant entre le terrorisme d'Etat et le terrorisme privé. Pour prendre un exemple, l'ETA, qui tue des gens au nom de l'indépendance du Pays Basque, dit par l'intermédiaire d'un de ses porte-parole: «Les droits n'ont rien à voir avec les majorités et les minorités.»

(...) Ils (les terroristes) partagent tous le même mépris pour la vie humaine: les assassins des cinq mille cinq cents citoyens broyés sous les décombres des Tours Jumelles(...), et les assassins des deux cent mille guatémaltèques, dans leur majorité indigènes, qui ont été exterminés sans que jamais la télévision ou les journaux du monde leur prêtent la moindre attention. Eux, les guatémaltèques, n'ont été sacrifiés par aucun fanatique musulman, mais par les militaires terroristes qui avaient reçu «appui, financement et inspiration» des gouvernements successifs des Etats-Unis.

la droite dure et chauvine des Etats-Unis, et aussi à celle d'Israël. Et la réponse programmée sera du même type, elle sera un cadeau à Ben Laden...

(...) Ce qui s'est produit mardi est d'une atrocité épouvantable, sans doute. Mais c'est le type de terreur auquel est soumise une bonne partie du monde, comme par exemple la destruction de la moitié des stocks de médicaments du Soudan (à cause de l'attaque des Etats-Unis, supposée être des représailles face aux attentats de Ben Laden).

Eux (les attaquants) accomplissent d'énormes atrocités en réponse aux atrocités réelles dont nous sommes responsables et qui continuent. S'il s'agit d'un groupe du Moyen Orient, ce qui est probable, nous pouvons commencer à faire le compte (des attentats commis contre cette partie du monde). Ça nous intéresse peu par ici, et ça n'importe presque à personne en Occident, mais cela ne veut pas dire que ça n'importe pas aux victimes. (...) Il y a une terrible colère partout à cause de cela. Au Liban,

les attaques israéliennes aidées par les Etats-Unis ont probablement tué de 40 à 50 mille personnes pendant les vingt dernières années. Nous disons: qui s'en préoccupe? Mais, les gens de la région, ça les préoccupe!

La violence engendre la violence

Par Frei Betto
«Correio de Cidadania»
(Brésil)

[Frei Betto commence par rappeler que l'attentat perpétré sur le terrain des Etats-Unis dépasse tout ce qui était imaginable et que tout acte de terrorisme est exécutable.]

(...) Si les Etats-Unis sont attaqués aujourd'hui d'une façon si violente et injuste, c'est parce que, de quelque façon, ils ont humilié des peuples et des ethnies. (...) Celui qui connaît l'histoire de l'Amérique Latine sait très bien comment les Etats-Unis, au



«La violence appelle la violence»

cours de ces dernières années, se sont immiscés directement dans nos pays souverains, répandant la terreur. (...) Les dictatures au Brésil, en Argentine, au Chili, en Uruguay et en Bolivie ont été mises en place avec l'appui de la CIA et sous la direction de Henry Kissinger.

La violence engendre la violence, affirmait Dom Helder Camara. Le terrorisme ne mène à rien, il renforce la droite et supprime la démocratie, en renforçant les puissants dans la conviction que le peuple est incapable de se gouverner par lui-même. (...)

Editorial

par Adam Charif
«Libération» (Maroc)

(...) Même à propos d'une catastrophe humaine de l'ampleur des événements qui se sont déroulés aux USA, on a l'impression que chacun a tenu à calquer sa bataille personnelle.

Une manière de profiter de ce moment de choc, d'émotion et de colère pour se faire une légitimité aux regards de l'Amérique, première puissance mondiale militaire et économique. Un Ariel Sharon qui utilise désormais quotidiennement des F16 américains pour bombarder les habitations de populations civiles palestiniennes fait pousser l'affront jusqu'à proposer aux Etats-Unis de traquer «le mal» à travers toute la planète.

Cela s'appelle de la manipulation et de l'opportunisme politique. Rien à voir avec le problème du terrorisme ni avec les valeurs humanistes de liberté, d'égalité et de dignité que l'Amérique symbolise pour ses propres citoyens et pour d'autres êtres humains à travers la planète. (...)

Editorial

par KGM
«Le Phare» (Congo-Kinshasa)

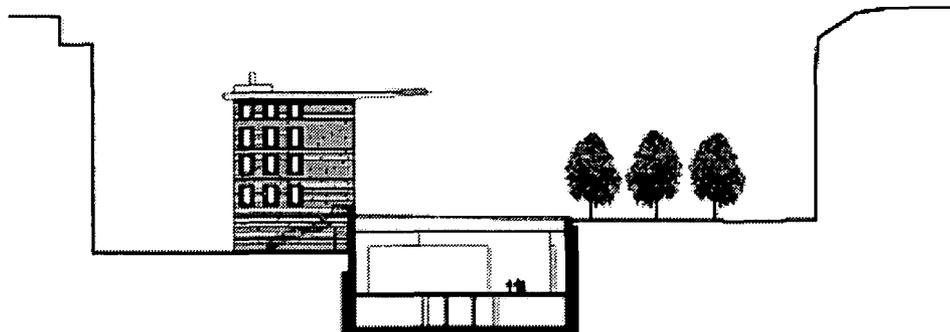
(...) Il se pose là, sans conteste, une question de responsabilité. Si la défense est légitime, il n'en demeure pas moins que la meilleure façon d'éradiquer le terrorisme est de combattre toutes les causes de frustration, d'installer partout les valeurs de liberté, de justice et de démocratie, là où des individus revendiquant une sorte de droit divin continuent d'asservir leurs semblables en se réclamant bien souvent du soutien américain.

Voilà la vraie croisade. Voilà la vraie mondialisation. Celle non pas des capitaines d'industries et des mouvements transnationaux des capitaux, mais celle des peuples qui croient dans l'humanité et espèrent dans le rêve de grandeur de l'homme.

(...) La crainte générale, c'est la tentation du bouc émissaire qui devrait payer au nom de l'ennemi invisible. Mais elle est également, sur le plan moral, celle d'une réaction disproportionnée par rapport à la blessure. Enfin, elle consiste aussi et surtout à s'interroger sur les ressources dont dispose l'Amérique, au-delà de la blessure qui lui a été infligée, pour susciter une nouvelle morale internationale. Afin qu'aucun génocidaire, aucun partisan de la violence ne puisse jamais bomber le torse sur la scène internationale; que des multinationales semant la mort, la misère et le pillage soient condamnées; et que ne soient pas fréquentables les régimes qui prône l'idéologie de l'intolérance comme moyen d'accension au pouvoir et de sa conservation.■

Le 2 décembre prochain, la construction d'un nouveau musée d'ethnographie pour remplacer l'actuel devenu trop vétuste, sera soumise au vote populaire. Quatre ans après l'approbation par le Conseil municipal du site de la place Sturm, une initiative avait été lancée pour empêcher que le projet prenne forme.

L'importance, pour une ville multiculturelle comme Genève, de posséder un centre d'information et d'exposition à même de mettre en valeur un tel patrimoine humain est tout à fait essentielle. Conscient des enjeux, la commission de la COTMEC soutient ouvertement l'initiative et invite ses lectrices et lecteurs à voter en la faveur du OUI qui permettra sa réalisation.



Coupe transversale du corps du musée

Pour soutenir le projet d'un nouveau musée d'ethnographie, la Société des Amis du Musée d'Ethnographie a réuni des arguments qui montrent combien ce projet a lieu d'exister. Vous pouvez les consulter directement sur leur site internet dont l'adresse est la suivante: www.etnogeneve.ch ou sur le dépliant qui est à votre disposition au musée. Pour notre part, nous avons tenu à relever les points essentiels ci-dessous:

1. Urgence et nécessité du projet

L'actuel musée, sis au boulevard Carl-Vogt est désormais vétuste. La détérioration des murs et du toit mettent en péril la collection. Sa surface, trop réduite, ne permet de montrer au public que 3% des objets.

Le nouveau musée permettra d'exposer l'ensemble de la collection, de réunir les départements de recherche, de conservation et d'exposition de plusieurs institutions. On pourra y développer des activités pédagogiques pour le public et les écoles. En définitive, le musée dotera Genève d'un outil culturel d'ouverture sur le monde.

2. Le choix du site

L'emplacement choisi pour le nouveau musée, la place Charles-Sturm, ainsi que le projet architectural lui-même, respectant la topographie du lieu, peuvent tout à fait s'harmoniser avec le quartier. La construction du musée ne nécessitera aucune démolition à l'exception des bâtiments scolaires provisoires construits en préfabriqué qui nuisent à l'esthétique du quartier.

Le nouveau musée permettra, de plus, d'améliorer l'esthétique de ce quartier qui est actuellement occupé par des bâtiments scolaires provisoires en préfabriqué.

Le projet architectural retenu lors du concours, nommé Esplanade des mondes, prévoit un musée semi-enterré, laissant une esplanade publique avec vue sur les rues basses. Le corps du musée sera recouvert d'une dalle de verre translucide que les visiteurs pourront arpenter, pour illuminer les espaces d'exposition. Une fois restauré, le site pourra abriter une triple rangée d'arbres (2,5 fois plus d'arbre qu'actuellement). Ce qui créera un axe de verdure reliant le Muséum d'histoire naturelle et le Musée d'art et d'histoire. Il sera ainsi possible d'y organiser des manifestations en plein air et de mettre en valeur le paysage de la Vieille-Ville.

3. Un lieu, 3 institutions, de multiples manifestations

D'un grand intérêt culturel, le nouveau musée sera le centre de projets pédagogiques et d'animations de toutes sortes. Dans un seul lieu il sera possible de réunir, en plus du musée lui-même, les ateliers d'ethnomusicologie et le département d'anthropologie de l'Université de Genève. Des cours, des stages et bien d'autres manifestations pourront ainsi aisément s'organiser. Une grande médiathèque sera également à disposition du public.

Ce musée s'inscrit parfaitement dans la mosaïque genevoise, car il s'intéresse aux civilisations proches et lointaines.

Il constitue la source d'information de ce que nous avons été; de ce que nous sommes actuellement. Par le support d'un patrimoine, patiemment assemblé, qu'il demeure essentiel de transmettre aux générations futures. ■

La rédaction



Supplément pour les Genevois:

La reconnaissance du miroir des peuples

Soutien au musée d'ethnographie

Issu d'un concours architectural, le projet d'un nouveau musée d'ethnographie est en attente de réalisation depuis 4 ans. L'initiative «Oui à un nouveau musée d'ethnographie» vise à rassembler les voix nécessaires pour parvenir à sa réalisation. Enjeux de la reconnaissance pluriculturelle de la ville.

Depuis des siècles, Genève a été ouverte aux cultures étrangères, en accueillant dans ses murs les personnes venues y chercher refuge. Les huguenots de la fin du XVI^e, les requérants d'asile, les saisonniers, sans oublier les employés des organisations internationales basées dans la ville ont apporté à la République une richesse culturelle unique. Cette diversité anime et colore la Cité. Nul besoin de parcourir des kilomètres pour rencontrer l'autre qui vient d'ailleurs, de goûter à sa cuisine, de l'entendre parler sa propre langue.

Le pari du dialogue

Dans la période troublée que nous vivons actuellement, marquée par la peur de celui qui ne nous ressemble pas, nous perdons de vue l'importance du dialogue. Nous en oublions un fait important: chacun de nous détient le fragment d'un tout et seul l'échange, le respect, le partage peuvent nous le faire retrouver. A Genève, qui réunit à elle seule presque 150 communautés culturelles différentes, il est important que la communication se maintienne et nous enrichisse.

Richesse d'une collection

En tant qu'habitants de Genève, nous avons l'avantage de posséder collectivement un trésor ethnographique d'une grande valeur, depuis longtemps entreposé dans les locaux du musée d'ethnographie¹. Des objets de toutes provenances et de tous âges retracent l'histoire sociale, culturelle et humaine des 4 coins du globe. Cette collection s'est enrichie au cours des ans d'une bibliothèque, dépositaire des fondements, traditions, art, artisanat des peuples du monde.

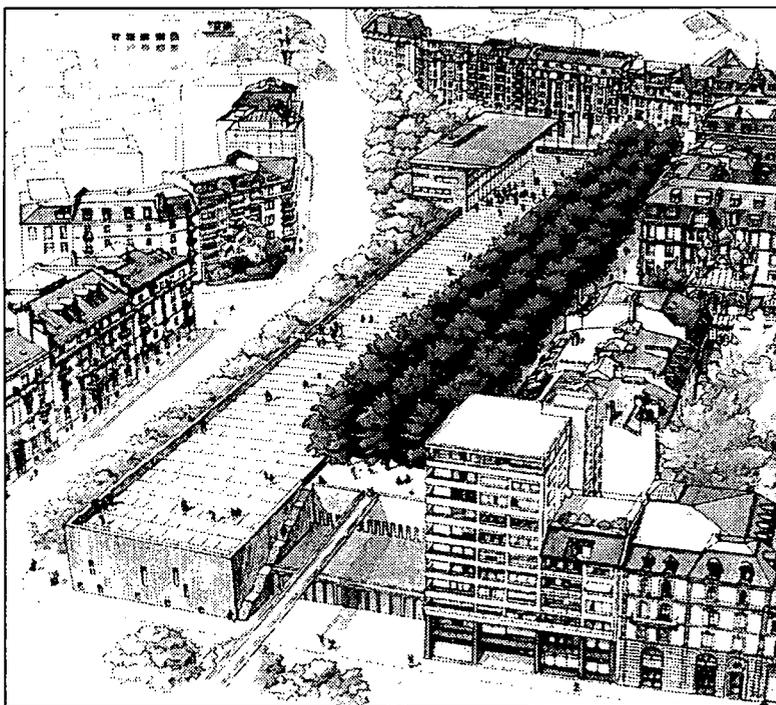
Des locaux inadaptés

Depuis plusieurs années, l'enceinte du musée ne remplit plus les conditions nécessaires à la conservation et à l'ex-

position d'un tel patrimoine. Conçu comme un musée du XIX^e siècle, cet espace est devenu archaïque et trop exigu pour accueillir et mettre en valeur une collection d'une telle ampleur. Alors qu'il est légitime de protéger un bien qui représente, en définitive, l'héritage d'un passé universel, à léguer indemne aux générations futures.

projet d'ouverture à l'autre, le nouveau musée d'ethnographie nous donnerait la possibilité de réaliser cet objectif.

Les collections ethnographiques ont pour mission de nous rappeler de quelle façon, dans leur histoire, les Genevois sont allés à la rencontre d'autres cultures. Ils en ont ramené une compréhension du monde qui explique la force et la richesse collective au XX^e siècle.



Esplanade des mondes, vue perspective (Dessin Yves Reymond)

Vers une muséographie moderne

La muséographie actuelle, basée sur un échange interactif avec le public, demande des espaces larges et modernes permettant de rendre aux objets leur contexte et leur signification. Sans exiger pour Genève un lieu qui ait l'envergure de l'incontournable musée de Dahlem à Berlin faisant office d'exemple; il est essentiel de soutenir le projet d'un nouveau musée d'ethnographie à même de répondre aux besoins de la population multiculturelle de la ville.

Miser sur les institutions

Les institutions que nous créons et préservons nous définissent durablement. C'est à cette condition que notre identité collective reste fonctionnelle pour nous faire vivre de manière humaine et sensée. En inscrivant dans les murs de la Cité notre volonté d'approfondir un

Un défi majeur

Le défi de ce siècle naissant est de parvenir à vivre et s'épanouir dans une réalité qui sera nécessairement multiculturelle. Pour autant que les Genevois souhaitent rester fidèles à l'image internationale cultivée jusqu'ici et qui est devenue indissociable à l'essence même de la ville. Le nouveau musée d'ethnographie permettrait de coller à cet idéal identitaire, où nous trouverons les ressources collectives pour appréhender l'histoire qui nous attends. ■

Jean-Pierre Papart et Nicole Kunz

1. Adresse: bd Carl Vogt 65-67
Horaire: mardi-dimanche 10h-17h

Panorama des religions

Cinéma: No man's land

Beaucoup de questions se posent aux Suisses, dont le pays abrite les religions les plus diverses. Pour y répondre, la Plate-Forme interreligieuse de Genève vient de faire paraître un livre intitulé «Panorama des religions». Pour chacune des 20 religions recensées, cet ouvrage décrit son histoire, ses convictions et sa pratique; quels rapports elle entretient avec l'école publique et quels renseignements pratiques elle offre (statistiques, publications, adresses). Nul doute qu'une telle publication, claire et pratique, rendra service aux enseignants, travailleurs sociaux et autres personnes soucieuses de ces problèmes. Le but de ce panorama est d'amener les différents croyants à mieux se connaître, pour se comprendre et mieux vivre ensemble. A noter que ces pages ont été rédigées avec des représentants de chacune des religions, ce qui est un gage d'objectivité. ■

Jacques Perroux

Commandes: Editions Enbriro, CP 64, 1000 Lausanne 9, tél. 021 312 27 95.

Si on voulait à tout jamais dégoûter les Suisses de l'ONU et donc les encourager à mettre dans l'urne un bulletin défavorable à l'adhésion de leur pays au fameux «machin», on devrait leur offrir -peut-être M. Blocher ferait-il ce geste?- un ticket de cinéma pour le film «No man's land». Les esprits les plus ouverts risqueraient de s'y laisser prendre, convaincus de l'inutilité et même de la nocivité de cette institution qui a pignon sur rue à Genève.

La scène se passe quelque part en Bosnie, dans une tranchée, où se trouvent «égérés» un Musulman et un Serbe, exposés l'un et l'autre aux tirs de l'armée adverse. Comment vont-ils sortir de ce piège mortel? Par moments, on croit et on espère que les 2 soldats, parlant la même langue enfants du même pays, vont surmonter leur haine et faire alliance pour sauver leur peau. Las! Les dernières images sont cruelles: les deux compères s'éliminent l'un et l'autre, sournoisement, au moment même où s'ouvre pour les deux un chemin de vie.

Et tout cela sous les yeux des troupes de l'ONU qui assistent, ridicules et impuissants, à ces sanglants règlements de compte. Il est fort possible que la mise en scène soit caricaturale -et elle

l'est en effet-, mais je ne peux m'empêcher de penser que cette mascarade contient des relents de vérité. Et que dire des «journalistes» occidentaux qui tournent comme des vautours sur les lieux du drame, uniquement intéressés à réaliser le scoop qui leur permettra de grimper d'un échelon dans la hiérarchie; ou tout simplement de ne pas être éjectés, comme non rentables, de leur équipe de rédaction, audimat oblige!

Ce film semble être un remake. Du «déjà vu» au Rwanda, en Somalie, au Congo, où l'ingérence onusienne fut synonyme d'impuissance et même parfois de complicité avec les forces de mort. Mais ceci n'empêchera pas cela. Je continue à plaider pour l'intervention de «pompiers» internationaux chaque fois que la folie des hommes entraîne la mort des innocents et la barbarie. A condition qu'ils fussent équipés pour y répondre. A condition aussi que les stratèges et les diplomates qui les envoient calmer les pyromanes n'aient en vue que le «bien» des populations qu'ils prétendent défendre. Est-ce trop demander? ■

Guy Musy

Les jeunes passent à L'ATTAC

Créé le 12 septembre dernier par un groupe d'étudiants du collège de Genève, ATTAC-jeunes est la preuve que les jeunes s'intéressent aux enjeux économiques et politiques du monde de demain.

La naissance de cette association, sous-groupe d'ATTAC-Genève, a suscité un engouement certain dans les milieux étudiants: elle compte déjà près de 150 participants dans ses rangs. Yoann Boget, membre du comité directeur et élève de 4^{ème} année au Collège Rousseau, nous parle des buts et des projets de cette jeune association. «Notre intention première est d'informer et de sensibiliser les jeunes aux problèmes et enjeux actuels, dans un milieu (l'enseignement secondaire, NDR), où bon nombre d'étudiants sont peu au courant de la situation politique et économique à l'échelle planétaire. Nombreux sont ceux qui ont de la peine à se forger leur propre esprit critique. Nos actions consistent principalement à la tenue de séances d'information dans les collèges et à la distribution de flyers.»

Tout en suivant la ligne directrice du mouvement ATTAC, la branche «jeune» de l'association revendique sa propre identité. Yoann Boget voit dans l'action des collégiens une spécificité évidente. «Nous essayons d'apporter une sensibilité nouvelle. Celle de jeunes gens qui se sentent concernés par l'évolution d'un monde dans lequel ils vont entrer de plain-pied. En outre, nous témoignons d'une grande ouverture d'esprit qui fait parfois défaut à d'autres mouvements.» L'action d'ATTAC-jeunes va à l'avenir s'intensifier. C'est ce que nous confirme Yoann: «Les semaines qui ont suivi la naissance du mouvement ont surtout été consacrées à élire un comité directeur, à décider du fonctionnement de l'association et à faire connaître son existence. Notre action a véritablement commencé en vue de la manifestation contre l'OMC du 10 novembre dernier.»

Nul doute que ces jeunes gens vont trouver d'autres occasions de faire montre de leurs motivations et de leur enthousiasme pour faire passer leurs idées. Nous souhaitons bonne chance à ces jeunes pour qui, face à la mondialisation et à la radicalité



du règne de la finance, la meilleure défense reste l'ATTAC. ■

Jonas Pasquier

Agenda

● L'ACAT (Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture) organise un temps de prière en faveur de la paix. Lieu et date: temple de la Servette (55, av. Wendt), le 12 décembre à 18h30
● Le 10 décembre prochain: traditionnelle «Journée des Droits Humains». Une action placée sous le thème des crimes pour des questions d'honneur est lancée par les organisations de défense des droits humains des Eglises. Pour participer: commandez la pétition auprès de notre secrétariat. Tél: 022 708 00 78.

COTMEC
bd du Pont-d'Arve 16
1205 GENEVE
CH

JAB
1231 Conches
Changement d'Adresse
16, Bd. du Pont-d'Arve
CH-1205 Genève

COTMEC

Commission Tiers Monde de l'Eglise catholique
16, Bd. du Pont-d'Arve
1205 GENEVE
Tél : +41 22 708 00 78
Fax : +41 22 708 00 79
E-mail: cotmec@worldcom.ch
Web: www.cath.ch/cotmec
CCP: 12-21551-1

COTMEC-INFO est Mensuel

Abonnement: Frs 20.- /an
Rédactrice Responsable: Marie Pasquier
Imprimerie: Fornara / GE

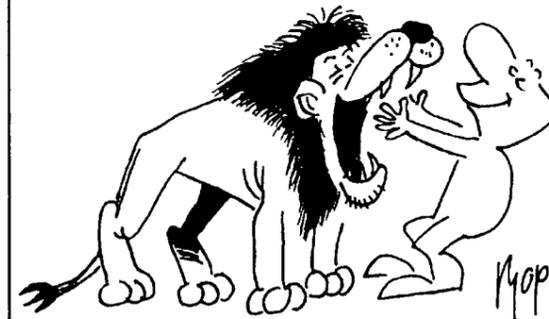
AVIS AUX ABONNES

Grâce à vous notre bulletin s'auto-finance chaque année, ce qui est un atout indispensable pour notre travail. Nous pouvons maintenir un abonnement à un prix accessible à tous si nous augmentons le nombre de nos abonnées. Merci donc de FAIRE CONNAÎTRE COTMEC-INFO autour de vous. Nous l'envoyons gratuitement à des correspondants dans des pays du Sud grâce aux dons supplémentaires. Grand MERCI à ceux qui soutiennent ainsi ces échanges. Les personnes qui ont reçu un abonnement en cadeau de la part de leurs connaissances ou qui auraient des difficultés financières ne sont pas concernées par les frais d'abonnement.



Billet évangélique Rêver à Noël

Avant Noël, je m'étais promis d'écrire un billet qui ne sente ni le goût des larmes ni ne respire l'amertume du vinaigre. Vous servir un vin généreux, franc et noble, pour nous réjouir sans arrière pensée de la «bonne nouvelle» qui parvient au monde cette nuit-là. Je veux donc jeter un voile opaque devant Bethléem ravagée, au moment où j'écris, par des obus tirés par une armée d'occupation. Paradoxalement -et scandaleusement!-, ces militaires venus d'ailleurs arborent l'étoile de David, un roi qui fut enfant de cette cité voici trois mille ans, ancêtre de celui-là même que nous fêtons à Noël. Comprenez qui pourra!



Alors, vous emmener dans une prairie enneigée pour chanter devant une crèche, («sous le ciel étoilé qui s'emplît d'allégresse», avec les bergers et autres «pâtres solitaires»? C'est encore mépriser la souffrance des origines. Faut-il taire la détresse et l'angoisse de ce couple «déplacé» à la recherche de ses «papiers» et d'un coin paisible pour accoucher de son premier-né? Et la violence du tyran qui veut égorger cet enfant à peine né, faut-il aussi l'oublier?

Isaïe, prophète reconnu par les uns et les autres, rêvait d'un Messie qui logerait à la même enseigne le loup et la brebis et donnerait aux nourrissons des scorpions bricolés en hochets. Et bien rêvons! Mais que ce soit un rêve éveillé. Ce n'est pas sous l'effet d'un coup de baguette magique que Bush et Ben Laden se frapperont sur l'épaule comme deux vieux copains, heureux de se retrouver autour d'un verre de whisky ou d'une tasse de thé. D'accord, cet Enfant a ouvert un chemin vers la paix. Il ne nous a jamais dit qu'il serait facile et aisé.

Heureux Noël, quand même! ■

Guy Musy

Edito

Au secours!

Ed Fagan revient

Ed Fagan, avocat américain rendu célèbre par sa détermination agressive dans l'affaire des fonds en déshérence, a annoncé son intention de déposer une plainte collective contre les banques accusées de collaboration avec l'apartheid. Il n'a pourtant reçu encore aucun mandat de la part de représentants des victimes de l'apartheid qui pourraient être concernées.

La coalition Jubilee Afrique du Sud vient de tenir à Johannesburg, les 10 et 11 novembre derniers, des assises sur la question des dettes héritées de l'apartheid et des réparations pour les victimes de ce système. Il en ressort que les ONG sud-africaines ont envisagé les possibilités d'une action en justice. Pour l'heure, elles préfèrent cependant garder cette option en réserve, comme ultime recours au cas où les banques et les pays créanciers de l'apartheid fermeraient définitivement la porte à la voie négociée. La Suisse se retrouve une nouvelle fois dans la ligne de mire, mais pas toute seule: l'Allemagne, la Grande Bretagne et les Etats-Unis sont aussi visés.

Jusqu'ici les autorités helvétiques n'ont fait que de modestes concessions en réponse aux revendications sud-africaines:

- un rapport du SECO -le Secrétariat à l'économie de M. Couchepin- qui reconnaît à demi-mots les compromissions passées de la Suisse avec le régime de l'apartheid;
 - l'ouverture d'un programme national de recherche (PNR 42) pour financer divers travaux d'historiens;
 - la réouverture d'une modeste enquête administrative sur la lourde affaire de collaboration des services de renseignements militaires suisses avec l'apartheid (affaire Regli).
- Les Sud-africains en demandent davantage. Pour faire la vérité sur les relations Suisse-Afrique du Sud, l'accès aux archives militaires et privées (celles des banques et des entreprises) reste interdit aux chercheurs. Il faudrait une Commission «Bergier» bis, avec les mêmes pouvoirs (levée du secret bancaire) pour que les travaux des historiens puissent être crédibles.

Par ailleurs, l'UBS et le Crédit suisse, qui ont financé l'apartheid, et les entreprises suisses qui ont fait des affaires avec ce régime ont refusé toute forme de discussion à ce sujet. «La balle est dans leur camp et dans celui des pays concernés», souligne aujourd'hui Neville Gabriel, porte-parole de Jubilee Afrique du Sud. A plusieurs reprises, cette coalition et les ONG qui la soutiennent en Suisse¹ ont demandé à notre pays de prendre l'initiative d'un vaste processus international de concertation. Son but? Résoudre honorablement la question des réparations auxquelles l'Afrique du Sud et les victimes de l'apartheid ont droit. Les autorités suisses ont préféré «attendre de voir». Si elles persistent dans cette voie timorée, elles n'auront certainement plus d'autre choix que d'avancer une nouvelle fois à reculons, sous la pression des avocats américains... ■

Dominique Froidevaux

1. Les œuvres d'entraide des Eglises font partie de la «Campagne suisse pour l'annulation des dettes et les réparations en Afrique australe» qui regroupe une cinquantaine d'organisations. Renseignements: COTMEC, tél. 022 708 00 78 (web: www.cath.ch/cotmec, rubrique ACTIONS).

L'intérêt des brevets contre l'intérêt humain

Jusqu'où sommes-nous tenus de respecter la loi qui interdit la reproduction (ou l'achat de la copie) d'un médicament sous brevet?

Les coûts de la santé partout explosent. Les priorités divergent selon que l'on vive au Nord ou au Sud. Les firmes pharmaceutiques semblent peu enclines à favoriser des politiques de baisse de prix, notamment à l'égard des pays du Sud confrontés à des situations d'urgence sanitaire. Il convient dès lors de s'interroger sur la mission de la santé aujourd'hui et la place qui doit être la sienne dans une économie mondialisée.

Des pays se mobilisent

Il y a d'abord eu la plainte déposée, voici quelques mois, par 40 sociétés pharmaceutiques contre l'Afrique du sud. Que lui reprochaient-elles? La décision

prise par le gouvernement de produire ou d'importer des médicaments génériques pour lutter contre la pandémie du sida dont le pays est victime. Suite à la pression de l'opinion publique, nationale et internationale, la plainte a été retirée. L'Afrique du Sud est désormais autorisée à importer ou à produire ces médicaments. Un précédent était créé. Récemment, le ministre brésilien de la santé a annoncé que son pays s'appropriait à produire une copie du Nelfinavir, ici encore un médicament contre le sida, dont le brevet est détenu par la firme suisse Roche et commercialisé sous le nom de Viracept. Cette décision, justifie le ministre, répond au refus de la firme Roche de négocier une baisse du prix de ce produit. Ce médicament est indispensable dans la composition du cocktail dont l'efficacité contre le Sida a été démontrée. En effet, l'administration de ces produits a permis la réduction de 50 à 70 % le taux de mortalité des personnes atteintes du sida au Brésil. Le gouvernement, ajoute

le ministre, aurait besoin de cette baisse pour pouvoir subventionner les médicaments et assurer ainsi à chaque patient l'accès au traitement. Roche consent à accorder une baisse 13%. Le Brésil juge l'offre insuffisante. Le bras de fer se poursuit et le pays pourrait commencer à produire la copie dès février 02.

2 poids, 2 mesures

Au lendemain des attentats de New York et de Washington, l'Amérique a été confrontée à un nouveau type de menace terroriste: les bactéries vectrices de la maladie du charbon. Devant l'urgence, le gouvernement a annoncé qu'il autoriserait les firmes américaines à produire les copies du Cipro, (l'antibiotique de prédilection contre la maladie, fabriqué par la firme allemande Bayer, détentrice du brevet). Mais ayant, eux, réussi à obtenir de Bayer une baisse de prix conséquente, les Etats-Unis ont renoncé à produire ces copies.



Economie contre santé

Ainsi se pose la question de la légitimité des brevets dans des situations de crise majeure de santé publique, nécessitant une intervention rapide et importante. Pour justifier leur refus de baisser les prix de vente des médicaments, les firmes avancent toujours l'argument du coût de la recherche réalisée et celui d'investissements pour de futurs produits. Cet argument est en soi insuffisant, surtout au vu des bénéfices réalisés chaque année par ces compagnies. Il est surtout hypocrite, quand on sait que ce sont les mêmes firmes qui, sans embarras, pratiquent le biopiratage, en brevetant au Nord des produits du Sud, sans l'accord des dépositaires légitimes ni aucune contrepartie. L'intérêt économique passe-t-il avant l'humain? Une annonce publicitaire d'une grande compagnie française répond comme en écho à cette question: à quoi sert-il donc de faire avancer le monde si c'est pour faire reculer l'homme? ■

Justin Kahamaile

P.S. Une déclaration adoptée à la conférence de l'OMC à Doha vient de reconnaître, à chaque pays confronté à un grave problème de santé publique, le droit «de prendre les mesures nécessaires». En clair, produire ou importer les médicaments génériques.

Un outil critique

Nous insistons sur l'importance de ce document, véritable vademecum, à garder sous le coude pour les années à venir, dans notre recherche de cohérence personnelle entre les niveaux spirituel, social et politique. Il constitue aussi un précieux outil d'interpellation de nos Eglises et de nos responsables politiques. ■

Claude Fol et Monique Séchaud

1. Voir le résumé encarté dans ce numéro.

Consultation œcuménique Un autre son de cloche

A l'issue de la Consultation œcuménique sur l'avenir social et économique de la Suisse, les autorités ecclésiastiques -catholiques et protestantes- ont rédigé un long message adressé au peuple suisse. D'aucuns ont trouvé ce texte timoré, lui reprochant son goût d'inachevé (COTMEC-info 234). En voici une autre lecture.

Nous constatons que le message est d'une grande portée Relevance:

● qu'un message commun aux deux Eglises et portant sur les

domaines politique et social constitue une «première»; ● que le fait qu'il puise sa source dans une très large réflexion œcuménique lui assure une base authentique; ● qu'il invite chaque chrétien à prendre sa part dans la construction de l'avenir; ● qu'il comporte des prises de position qui engagent très clairement les Eglises; Ces prises de position, nous aimerions les voir rappeler dans la vie de nos Eglises, -dans les homélies entre autres- pour qu'elles restent d'actualité et se concrétisent.

Pistes d'action

Voici quelques indications sur le contenu du message. Les 2 1^{ers} chapitres posent les orientations fondamentales du texte, qui vise à: ● déborder de l'éthique individuelle pour l'élargir à une éthique sociale; ● reconnaître comme valeur première la dignité de la personne humaine; ● donner priorité aux personnes défavorisées. Les 6 chapitres thématiques qui suivent comportent: ● un constat dressé à partir des réponses à la consultation; ● des repères bibliques et éthiques mis en parallèle;



La nouvelle réalité du Chiapas

Depuis la très médiatique marche zapatiste de mars dernier en direction de la capitale mexicaine, la problématique du Chiapas est à nouveau tombée dans le silence. 2 témoins nous livrent un éclairage différent sur une situation loin d'être résolue.

Qu'est-ce qui se passe au Chiapas?

Le 1^{er} janvier '94, on ne se souhaite pas la bonne année au Chiapas: c'est la date d'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange nord-américain entre le Mexique, les Etats-Unis et le Canada. Ce jour-là débute le soulèvement zapatiste s'insurgeant contre cet accord qui péjore encore plus les droits des Indiens. S'ensuit un long processus de négociation entre l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) et les gouvernements successifs, peu enclins à reconnaître des droits aux populations indigènes. En 1996, Mgr Ruiz, médiateur officiel entre l'EZLN et le gouvernement, obtient la signature d'un accord pour le respect des droits et de la culture des populations indigènes.

Cet accord, jamais ratifié au statut de loi, ne cesse d'être bafoué et gêne les discussions entre les 2 parties. La militarisation extrême du Chiapas est à l'origine de violations répétées de droits humains dans une impunité quasi-totale, les Indiens n'ayant pas accès à une justice équitable. Terrorisés, chassés de leurs terres, les Indiens finissent souvent par se grouper dans des camps de réfugiés où ils ne sont pas moins menacés: on se souvient du massacre d'Acteal, le 22 décembre 1997, qui extermina 45 personnes, principalement des femmes et des enfants.

CORSAM: corps et âme pour le Chiapas

Face à cette situation explosive, et sous l'impulsion du Centre des Droits de l'Homme Fray Bartolomé de Las Casas, naissent les Campements civils pour la paix. Leur but: la création et le maintien d'un espace vital pour la société civile. Celle-ci en a bien besoin: récemment, le Congrès s'est emparé de l'accord précité pour l'ériger en loi... mais après l'avoir totalement vidé de sa substance!

C'est dans ces campements que les bénévoles formés par CORSAM (Coordination suisse pour l'appui aux campements civils pour la paix au Chiapas¹) se succèdent. Ils se rendent auprès

des communautés indigènes mexicaines pour voir et être vus, et ainsi limiter les attaques contre la population civile. Parmi eux, Isabelle, tout juste de retour en Suisse après 2 mois sur le terrain.

«Avant, des soldats armés et des policiers faisaient irruption dans nos villages et dans les camps de réfugiés. Ils nous contrôlaient et nous menaçaient. Depuis que nous sommes en permanence accompagnés par des observateurs internationaux, cela n'arrive plus» (Un habitant de Polho, près d'Acteal).

Isabelle, observatrice

Licenciée en histoire, Isabelle a suivi, en compagnie d'autres jeunes, 2 week-ends de formation organisés par l'association. Cette formation permet d'acquiescer une connaissance approfondie de la réalité de terrain et de la culture chiapanèque. Elle est éprouvante psychiquement: «Si l'on vous emmène en prison, criez votre nom pour qu'on l'entende!».

De son séjour dans les communautés villageoises, Isabelle ramène une multitude d'images fortes: «Il n'y a pas d'un côté les bons zapatistes et de l'autre le méchant gouvernement. C'est beaucoup plus surnois que cela! Ainsi, l'ennemi peut prendre le visage du voisin passé soudainement aux paramilitaires».

L'observatrice de CORSAM a pu faire connaissance de Las Abejas (les abeilles): un mouvement chiapanèque -existant déjà avant le soulèvement zapatiste- qui milite pour la cause indigène avec la force de la non-violence. Elle a pu se rendre compte sur place que «les communautés indiennes ne se résument pas aux troupes du leader charismatique qu'est le sous-commandant Marcos». Elles sont nombreuses à défendre leur survie en dehors du mouvement zapatiste, comme dans les Etats d'Oaxaca et de Guerrero. CORSAM envisage d'ailleurs d'y envoyer des bénévoles... si les témoignages d'Isabelle et de ses pairs suscitent de nouvelles vocations! ■

Roland Pasquier

1. CORSAM-CP 69-1008 Prilly, corsam@bluewin.ch www.dataway.ch/~corsam

Zapatistes en marche

En mars dernier, suite au changement de régime politique, 24 commandants zapatistes représentant 10 mios d'Indiens ont entamé une marche pacifiste en direction de la capitale. Leur but? Défendre un projet de loi pour la reconnaissance de l'autonomie des Indiens. Bien qu'elle ne se soit pas soldée par une avancée juridique et légale -les 2 articles les plus importants pour les Indiens n'ont pas été pris en compte-, «la marche a été un succès», estime Onécimo Hidalgo, analyste spécialiste de l'information et ancien collaborateur de Mgr Ruiz. «Elle a permis l'interrelation de tous les peuples indiens, de la population et d'une Eglise des pauvres». Interrogé par Sergio Ferrari, il nous livre son témoignage.

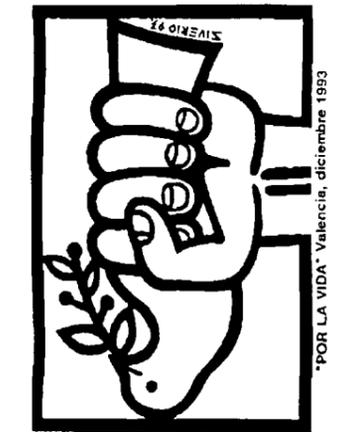
La rébellion comme forme de lutte

Après la marche, suite à la signature par le Congrès mexicain d'une version remodelée de la «loi sur les droits et la culture indigène», l'EZLN a cessé toute négociation avec le gouvernement. «Les zapatistes sont retournés au silence, ce qui ne veut pas dire que la lutte est finie», commente O. Hidalgo. «Puisque le gouvernement ne respecte pas ses engagements en ce qui concerne la loi relative aux droits et aux cultures des Indiens, ils vont la mettre en application dans les faits, dans les communautés elles-mêmes, pour que l'autonomie devienne une réalité, avec ou sans loi», explique-t-il. O. Hidalgo résume la situation en affirmant que «les zapatistes sont passés de la résistance civile à la rébellion». «L'EZLN n'est pas dans une logique d'affrontement militaire. La rébellion, pour le mouvement zapatiste, cela signifie ne reconnaître aucune autorité gouvernementale sur son territoire», ajoute-t-il. «Le sentiment de dignité s'est renforcé», ajoute-t-il, «la lutte zapatiste est désormais nationale, car elle concerne tout le Mexique, et internationale. Plus de 55 pays ont des délégations ou des représentants au Chiapas. Une nouvelle idée de la solidarité internationale s'est fait jour, de pair avec la conviction qu'il faut globaliser les lut-

tes. C'est ainsi que le mouvement zapatiste est connecté avec le mouvement anti-Davos, avec les manifestations de Seattle».

Violence au Chiapas

O. Hidalgo dénonce le renforcement militaire de l'Etat du Chiapas, qui met les communautés aux abois. Celui-ci est en lien avec la déclaration de guerre publiée le 4 mai dernier par une coordination guerrillera non-liée au mouvement zapatiste. «Par ailleurs, on constate une meilleure coordination entre les militaires et les paramilitaires». La recrudescence de la violence liée à la délinquance est également préoccupante: on recense déjà des cas de viols et d'agression. Selon O. Hidalgo, «la tension augmente et l'on entend déjà des coups sourds dans quelques communautés».



Et demain?

Le paysage politique, prédit O. Hidalgo, va se modifier dans les 2 ans à venir: «cette société a besoin d'une autre façon de faire de la politique, qui prenne réellement en compte le peuple et ne se limite pas à des négociations au sommet». «Je pense que les zapatistes vont se risquer à un nouveau type de dialogue, cette fois non pas avec le gouvernement mais avec la société civile», ajoute-t-il. «Pour ce qui est des communautés indiennes, elles vont rester en rébellion», pense O. Hidalgo. «Lorsque le gouvernement voudra appliquer la nouvelle loi insatisfaisante au sujet de laquelle personne n'a été consulté, des heurts se produiront sur le terrain pour la conquête des espaces».

Sergio Ferrari

Bravo à...

Liliane Maury-Pasquier (mère de notre collègue Marie Pasquier) élue présidente du Conseil national. Cette élection consacre un engagement politique fidèle qui privilégie l'équité et la solidarité. Le combat de Liliane pour la justice sociale est connu, comme



est connue sa lutte pour la défense de la dignité humaine. Nous avons beaucoup apprécié sa prise de position, claire et courageuse, dans le dossier des sans-papiers. Elle est partisane d'une régularisation collective. «Toute personne qui travaille a le droit de vivre hors de la clandestinité, tout comme les membres d'une même famille ont le droit de vivre ensemble», a-t-elle déclaré. Liliane au perchoir, c'est non seulement une certaine Suisse qui se sent représentée au sommet du pouvoir législatif. Mais c'est aussi toute une com-

munauté d'étrangers qui trouve par là-même l'intérêt et l'envie d'aimer et de servir ce pays. Bon vent Liliane et encore une fois bravo!

...Bravo au

Grand Conseil Genevois qui a voté le 4 octobre une loi sur le financement de la solidarité internationale. Cette loi stipule que 0,7% du budget annuel de fonctionnement sera désormais consacré aux projets de coopération, d'aide au développement, de promotion de la paix et de défense des droits sociaux et de la personne.

Il y a bien longtemps que l'ONU a proposé aux pays les plus riches de consacrer 0,7% de leur PNB à l'aide au développement. A ce jour, seuls quelques pays ont atteint cet objectif. Genève est sur la bonne voie...

Cette victoire est aussi celle des organismes de coopération genevois, Genève Tiers-monde en tête. Ils n'ont eu de cesse de demander à Genève, -compte tenu de son image et de son importance sur le plan international- de manifester, par un geste significatif, son attachement à la coopération pour le développement et à la promotion des droits humains. Espérons que cet exemple fasse des émules auprès des parlementaires d'autres cantons! ■

Justin Kahamaile

Solidarité Genève Sud

La Fédération Genevoise de Coopération (FGC) a fait paraître sous ce titre le compte-rendu de ses activités. La FGC fédère l'action des communes et du canton de Genève pour des projets précis de développement dans les parties les plus déshéritées du monde.

La publication résume d'abord le point de vue de nos autorités politiques, celui de trois bénéficiaires du Sud et de quelques responsables de chez nous (dont le directeur de la COTMEC), qui abordent des thématiques telles la dette du Sud, le commerce équitable, etc. En seconde partie, elle présente l'action de chacune des 45 communes genevoises, citant les projets soutenus par la FGC et d'intéressants chiffres comparatifs: quel pourcentage du budget communal a été partagé (taux qui va de 0,03% à 1,25%) et la somme que cela représente par habitant (entre 1,15 et 37,10 FS).

Ce bilan de l'engagement des collectivités publiques genevoises pour la solidarité s'avère positif. Il le sera encore plus l'an prochain, puisque nos communes sont encouragées à consacrer 0,7% de leur budget à l'aide au développement. ■

Jacques Perroux

Zimbabwe: vers un état de non-droit?

Nous avons déjà dépeint la crise politique traversée par le pays à l'approche des élections présidentielles (bulletin 234). En septembre dernier, un accord, signé au Nigéria sous l'égide du Commonwealth, semblait être à même de résoudre le problème de redistribution des terres. C'était sans compter avec les desseins politiques du président Mugabe.

Encore un accord de bafoué par le pouvoir, qui restera lettre morte dans les annales du Zimbabwe. Ce n'est malheureusement pas le premier dans la carrière politique du président zimbabwéen. A plusieurs reprises déjà, sous la pression de l'opinion internationale, le président a signé un accord. Pour le débouter dès qu'il n'était plus sous le feu des médias. Mais cette fois-ci, les conséquences pourraient être désastreuses pour le pays. Le gouvernement n'a donc pas respecté l'accord signé à Abuja Cotmec-info/12-01/237-4

en septembre dernier. Un accord qui appelait Mugabe à faire cesser les occupations illégales des fermes et les violences politiques. En retour de quoi, le gouvernement britannique (ancien colonisateur) s'engageait à fournir des fonds importants pour financer la réforme agraire. Son but? Une redistribution plus équitable des terres arables du pays, majoritairement en possession de fermiers blancs. Dans la foulée, le président a fait passer un décret légalisant l'expropriation des fermes, avec cessation immédiate de toute activité agricole. Les pertes pour les exploitants sont estimées à près de 950 mio. de FS. Les fermiers ont trois mois pour quitter leurs bâtiments sans aucune indemnisation: le décret, rétroactif à mai 2000 (!), vient d'être déclaré conforme à la constitution.

Pénurie et sanctions

La pénurie alimentaire semble inévitable. Déjà, le gouvernement a fait appel à l'aide internationale pour fournir des vivres essentiels à la population, pour un montant de 562 mio. de FS. Les

ONG se voient interdire de procéder à leur distribution... laissant ainsi la mainmise aux membres du parti au pouvoir.

Les relations politiques avec l'Union européenne se sont détériorées au point que celle-ci envisage des sanctions diplomatiques à l'égard du Zimbabwe. Surtout depuis que le président a fait savoir qu'il refusait toute délégalation de l'UE pour superviser les élections présidentielles d'avril prochain. Mugabe y brigue un 4^e mandat, opposé cette fois à un candidat sérieux: l'ancien syndicaliste Tsvangirai, chef du parti d'opposition (MDC).

Une débâcle politique et économique annoncée, pour un pays qui est en voie de devenir un état de non-droit: presse libre muselée, Cour suprême acquise au parti du président, privation du droit de vote, restauration de la peine de mort pour «terrorisme», violence à l'encontre des opposants au parti, etc. Autant de menaces qui pourraient bien faire sombrer le jadis prometteur bateau zimbabwéen. ■

Astrid Lehr

JAB
1231 Conches
Changement d'Adresse
16, Bd. du Pont-d'Arve
CH-1205 Genève

COTMEC

Commission Tiers Monde
de l'Eglise catholique
16, Bd. du Pont-d'Arve
1205 GENEVE
Tél : +41 22 708 00 78
Fax: +41 22 708 00 79
E-mail:
cotmec@worldcom.ch
Web:
www.cath.ch/cotmec
CCP: 12-21551-1

COTMEC-INFO est Mensuel

Abonnement: Frs 20.- /an
Rédactrice Responsable:
Marie Pasquier
Imprimerie: Fornara / GE

AVIS AUX ABONNES

Grâce à vous notre bulletin s'auto-finance chaque année, ce qui est un atout indispensable pour notre travail. Nous pouvons maintenir un abonnement à un prix accessible à tous si nous augmentons le nombre de nos abonnées. Merci donc de FAIRE CONNAÎTRE COTMEC-INFO autour de vous. Nous l'envoyons gratuitement à des correspondants dans des pays du Sud grâce aux dons supplémentaires. Grand MERCI à ceux qui soutiennent ainsi ces échanges. Les personnes qui ont reçu un abonnement en cadeau de la part de leurs connaissances ou qui auraient des difficultés financières ne sont pas concernées par les frais d'abonnement.

Mensuel - Abonnement annuel Frs: 20.-

N° 237 - Décembre 2001



COTMEC
INFO

P.3: Mini-dossier
Plan Puebla-Panama

commission tiers monde
de l'Eglise catholique

Billet évangélique

Besoin de grandeur

«La Suisse est une Amérique sans espaces!» Je note cette phrase émise à la radio romande par un géopoliticien qui enseigne dans nos universités. Comme les Américains, nous serions riches de tout, sauf d'horizons pour rêver et de grands projets pour nous défier. Nous buttons contre nos étroites frontières et nous nous laissons aller à la déprime, chaque fois que nos avions piquent du nez. Au sens propre et au figuré. Bref, nous tournerions dans notre petit paradis comme des enfants grincheux dans un parc à bébé. Et notre professeur de supplier le «peuple des bergers» de s'unir dans le but de voir plus loin. Et surtout plus grand. Toute cohésion nationale n'a pas disparu chez les Suisses, constate-t-il avec une pincée d'ironie, mais elle ne subsiste que lorsqu'il s'agit de dénoncer l'incapacité des hommes et des femmes qui les gouvernent.

Où dénicher le Churchill helvétique qui nous aidera à passer cette zone de turbulence -décidément mes images sont aéronautiques- et nous conduire vers des espaces onusiens ou européens, là où d'autres nous apprendraient la juste mesure de nos malheurs? Comment donner à nos jeunes des objectifs enthousiasmants qui les empêcheraient de partir ailleurs pour mieux respirer?

C'est Noël. Je relis les mots d'un vieux prophète: «Le peuple qui marchait dans les ténèbres a vu se lever une grande lumière; sur ceux qui habitent le pays de l'ombre une lumière a resplendi!» Est-ce pour nous cet oracle? Alors, rien n'est perdu!

«Confiance, c'est Moi, n'ayez pas peur!», disait Jésus.

«De l'audace, de l'audace, encore de l'audace!», disait Danton.

Deux impératifs à notre choix.

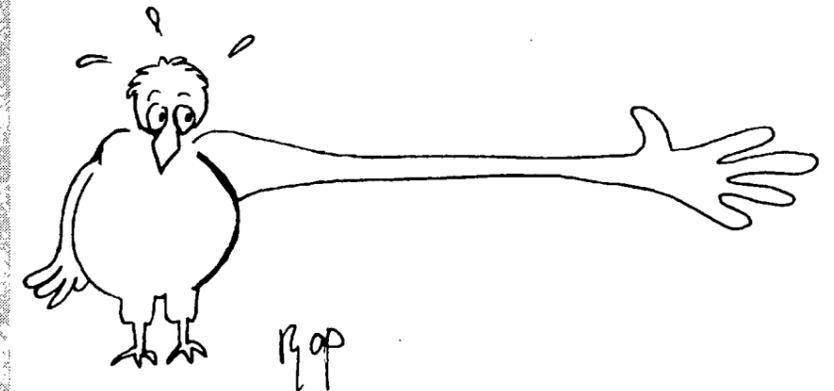
Nous aurions tort de ne pas les suivre. ■

Guy Musy

Edito

Tendre la main

«Tendre la main», un geste simple qui symbolise un élan fraternel, une trêve, un accord conclu. «Tendre la main», un geste qui véhicule autant d'images fortes qu'un drapeau blanc, une colombe qui déploie ses ailes, un rameau d'olivier. «Tendre la main», tel est aussi le thème proposé par le Village de la Paix pour célébrer la Journée mondiale de la paix le 1^{er} janvier 2002. Une brochure*, éditée à cette occasion, invite de façon concrète à approfondir la réflexion autour d'un geste quotidien en proposant des idées et des outils de travail applicables en diverses circonstances: liturgie, groupe de discussions, etc. Car la paix, comme toutes les valeurs universelles, n'a de sens que si elle est une construction enracinée dans le quotidien.



Exemple qu'illustre admirablement le Caritas Baby Hospital* à Bethléem, lequel fêtera l'année prochaine son jubilé. En 1952, le Père Schnydrig décide de soutenir le travail du Dr. Dadoub et de son infirmière H. Vetter, dans les camps de réfugiés palestiniens. Il y fonde un hôpital afin que «jamais plus, en ce lieu de la naissance de Jésus, un enfant ne soit privé d'assistance médicale!» Démarrée par la location d'un deux pièces et l'installation de 15 lits, la structure s'est agrandie pour devenir aujourd'hui un hôpital avec 82 lits, une permanence de jour, un service social, une école d'infirmières, une école des mères, une garderie d'enfants et deux annexes dans des villages voisins! Fait extraordinaire: même dans les moments les plus difficiles qu'a connus la Cisjordanie, les 200 collaborateurs ont été à même de poursuivre leurs activités d'aide à la population. Tout le monde est accepté au Caritas Baby Hospital, indépendamment de sa race, de sa religion ou de sa situation financière. Et, grâce aux dons, les soins médicaux sont pris en charge pour les familles les plus précarisées.

En plein conflit israélo-palestinien, Bethléem vit une situation qui se dégrade d'année en année, ébranlée par la violation des accords de paix successifs. L'instabilité politique permanente, à laquelle s'ajoutent les ravages de la guerre, a détruit son économie. Les touristes ont déserté la ville, laissant sans travail une grande partie de la population. Les habitants, contraints de vivre dans ces conditions précaires, voient ressurgir les fléaux de la pauvreté: malnutrition, maladies et forte mortalité infantile.

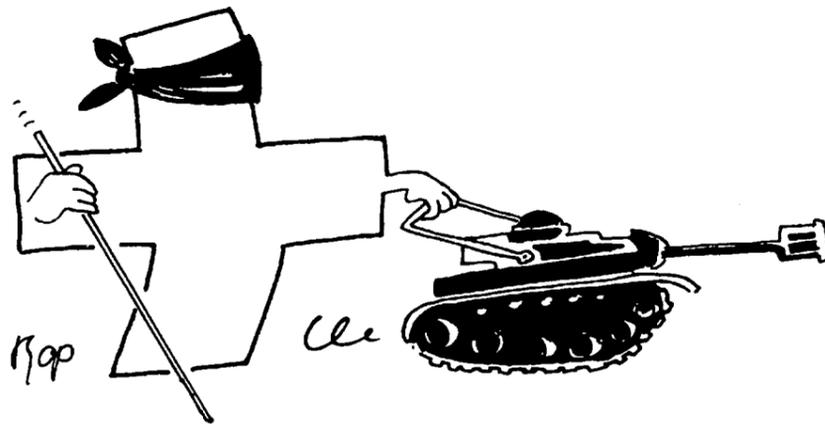
Au milieu de la tourmente, le personnel soignant a relevé le défi de maintenir sur pied le Caritas Baby Hospital. Son activité sur le plan médical et social est aussi nécessaire aujourd'hui qu'il y a 50 ans. Miraculeusement épargné, il incarne plus que jamais un symbole de paix. ■

Astrid Lehr & Nicole Kunz

* Pour plus de renseignements appeler le secrétariat de la COTMEC: 022 7080078
Cotmec-info/12-01/237-1

Suisse-Afrique du Sud : un voile d'hypocrisie

Nouvelle preuve des implications économiques de la Suisse dans le régime de l'apartheid: en 1978, 15 ans après le décret par l'ONU d'un embargo sur l'importation d'armes par l'Afrique du Sud, le fabricant d'armes suisse Dieter Bührlé recevait la plus haute décoration militaire de la part du gouvernement de Pretoria.



Selon le texte qui y fait référence dans les archives de Pretoria, cette distinction lui a été remise pour «services rendus» au gouvernement sud-africain. Des services «qui ont contribué directement ou indirectement à contrecarrer les efforts de la communauté internationale pour isoler l'Afrique du Sud du marché international et du commerce avec ses partenaires naturels.»

Une décoration «embarrassante» s'il en est, car elle lève tout doute quant à la participation de Bührlé au régime de l'apartheid et à ses violations répétées de l'embargo. La firme de l'industriel suisse est depuis longtemps accusée d'avoir accordé des pa-

tentes et des licences à ses partenaires commerciaux sud-africains en ce qui concerne la fabrication d'armes. Grâce à ce transfert de technologie, l'industrie de l'armement du régime de l'apartheid est devenue pratiquement autonome à l'heure où l'embargo onusien était déclaré contraignant.

Mais plus que l'industriel, c'est toute l'attitude de la Suisse envers le régime sud-africain qui est montrée du doigt. Une attitude ambiguë dans laquelle on montre patte blanche sur le plan politique, rejoignant la communauté internationale dans sa condam-

nation de l'apartheid, tout en «laissant faire» sur le plan économique. La «saga Bührlé» n'échappe pas à l'hypocrisie helvétique qui fut de mise dans les rapports commerciaux entre les deux pays. On se souvient des fameux avions Pilatus livrés sous l'étiquette «matériel civil» et qui étaient pourvus de points d'encrage pour les bombes.

Il a fallu attendre plus de 20 ans pour donner raisons aux ONG qui dénonçaient depuis longtemps le pot aux roses. A l'époque, ces gens qui s'opposaient au «politiquement correct» helvétique étaient targués de communistes.

A l'heure actuelle, les affaires Reggli et Basson révèlent que la lumière est loin d'être faite sur la position de la Suisse vis-à-vis du régime de l'apartheid. Espérons que l'on écouterait les «communistes» d'aujourd'hui, qui continuent à se battre pour déchirer le voile d'hypocrisie enveloppant le rôle joué par la Suisse envers le régime sud-africain. ■

Jonas Pasquier

Le lobbying paye!

Depuis plus de 20 ans, les ONG dénoncent les pratiques des sociétés transnationales (STN) qui bafouent allégrement les droits humains. En 1998, ces mêmes ONG obtiennent de la Sous-commission des droits de l'homme (ONU) la création d'un groupe de travail temporaire ayant un double mandat: «étudier l'impact des multinationales sur les droits humains et formuler des recommandations et des propositions.»

Août 2001: le groupe de travail arrive au terme de son mandat sans avoir abouti à un projet d'encadrement juridique des STN. Au contraire: la tendance est non plus à la réglementation, et le cas échéant à la sanction, mais vise à convaincre les sociétés d'adhérer à une charte sociale et environnementale (non-contraignante).

Deux ONG, le Centre Europe-Tiers Monde (CETIM) et l'Association Américaine des Juristes (AAJ), refusant la dilution du projet initial, se lancent alors dans une intense campagne de lobbying pour obtenir la prolongation du mandat et la redéfinition de la ligne de travail.

Avec succès: le mandat se voit prolongé de trois ans. C'est une victoire, mais la vigilance ne doit pas se relâcher. La tentation de mettre les STN en marge ou au-dessus du droit international en matière de droits humains perdure. La pression doit s'exercer aussi bien au niveau national qu'international.

Où se cachait l'OIT pendant ces débats? ■
Maryse Durrer

recherche d'alternatives augmente. «C'est significatif. Tous ceux qui le veulent ont le droit de participer au FSM. Chacun y a sa place. (...) le défi fondamental réside dans le renforcement de la capacité de propositions des mouvements sociaux et de ceux qui ont une vision plus conséquente des changements qu'exige aujourd'hui la planète pour construire au autre monde possible», conclut E. Toussaint.

Une empreinte durable

S'il subsistait quelques doutes sur l'ampleur de la réunion de janvier 2002, il suffirait de regarder des faits récents. Durant la dernière semaine d'octobre 2001, se tenait dans cette même ville de Porto Alegre le 1^{er} forum mondial de l'éducation. 14.500 enseignants provenant de 60 pays y ont participé, animant une mobilisation pour la paix qui a rassemblé, le vendredi 26 octobre, plus de 50.000 personnes. ■

Sergio Ferrari
E-CHANGER

l'attitude des Etats-Unis et de leurs alliés après les événements du 11 septembre - va marquer fondamentalement le déroulement du FSM», a déclaré Eric Toussaint, directeur du Centre pour l'abolition de la dette du Tiers-Monde et membre du Conseil d'organisation du Forum. Selon lui, il est plus que jamais nécessaire d'approfondir la recherche d'alternatives tenant compte de la situation mondiale actuelle et des options bellicistes qui voient le jour dans le cadre d'une crise profonde du capitalisme.

Ouvert à tous

Les organisateurs estiment entre 50 et 100'000 le nombre de personnes attendues à Porto Alegre. Soit le double des participants du FSM 2001. Des ministres et des parlementaires de tous horizons politiques ont déjà annoncé leur présence. Cette représentation de nombreux partis, courants et parlementaires réformistes s'explique par l'ampleur de la crise internationale. E. Toussaint relève aussi que le nombre de ceux qui se préoccupent de l'avenir de la planète et voient en Porto Alegre une référence pour la

Cap sur Porto Alegre

En janvier prochain, des milliers de personnes afflueront à Porto Alegre pour participer au 2^e Forum Social Mondial (FSM). Lequel s'annonce déjà comme un événement planétaire.

Au programme du FSM: l'échange d'expériences concrètes, le renforcement des réseaux sociaux sur tous les continents, la recherche et la construction commune d'alternatives à l'actuel modèle néolibéral. Le déroulement des activités aura pour référence le précédent sommet qui s'est tenu en début d'année: une vingtaine de conférences matinales thématiques et pas moins de 1000 ateliers de travail durant les après-midi; sans compter les séminaires et les témoignages de personnalités mondiales. A noter également la réalisation de 2 activités publiques: l'une contre le Traité de libre échange américain, l'autre - sous la forme d'un tribunal- contre la dette du Sud.

La paix au cœur du FSM
«Sans doute, le thème de la guerre et de la paix -à partir de

Plan Puebla-Panama Portrait d'un Pillage Programmé

Vincente Fox, le nouveau président mexicain, s'engage-t-il à brader les richesses de son pays? C'est ce que laisse présager le Plan Puebla-Panama (PPP) appuyé par ce dernier. Un projet démesuré qui menace toute l'Amérique centrale.

Il y a d'abord le coût du projet: au bas mot 8 milliards de \$, en partie octroyés par la Banque interaméricaine de développement (2 mio.\$) et par les investisseurs étrangers.

Puis sa superficie: près de 102 millions de km², depuis l'Etat central de Mexico (Puebla) en passant par huit Etats du sud du Mexique et sept pays centraméricains -Belize, Guatemala, El Salvador, Nicaragua, Honduras, Costa Rica, Panama-. Ensuite les infrastructures prévues: l'extension du réseau routier et ferroviaire, des aéroports, des ports de pêche et d'affrètement, des plantations, des barrages hydroélectriques, etc. Le tout à mettre en œuvre dans un délai de six ans, coïncidant avec la fin du mandat présidentiel.

Et enfin, les principaux concernés, ceux que l'on ne retrouve pas dans la consultation nationale censée approuver le projet: les populations indigènes, en voie d'être privées de leur habitat, dont le cri de colère et de dénonciation s'élève. Les laissés pour compte, sacrifiés sur l'autel de la globalisation et du libre échange.

Telles sont les données brutes de *Plan Pueblo-Panama*, dévoilé en juin dernier par le président Fox devant sept présidents centraméricains. Ce dernier le présente comme un «projet d'intégration et de développement.»

Des mots de dupes

Ainsi, le but avoué du projet est de transformer la région en pôle de développement mondial, pour en finir avec la «transmission générationnelle de la pauvreté.» La création de nouveaux emplois, générés par la construction des nombreuses infrastructures, serait à même de mettre un frein à l'immigration clandestine des travailleurs en direction des Etats-Unis. Le gouvernement affirme que ces développements sont nécessaires pour améliorer les services médicaux et scolaires dans les municipalités indi-

gènes, particulièrement touchées par le projet. Une vaste action sociale, somme toute, dont Fox se veut le contremaître. La région devra, en outre, être pacifiée: «toute altération ou rupture de l'ordre démocratique dans un Etat centraméricain constitue un obstacle à la participation du gouvernement dudit Etat au PPP.»



Le PPP prévoit donc de garantir le maximum de sécurité aux entreprises étrangères à venir. Ce, par le biais d'une occupation militaire. On ne peut s'empêcher d'évoquer l'Etat du Chiapas, éprouvé par une guerre de basse intensité depuis sept ans et où la militarisation fait déjà des ravages.

Les véritables intentions du PPP, celles qui se cachent derrière ce discours de dupes, ne laissent sont toutes autres. Sous prétexte d'ouverture au marché et de redressement économique, ce plan ouvre la porte à l'hégémonie américaine. Pour s'en convaincre, il suffit de regarder de plus près l'emplacement des réseaux de transmission: le pont de terre reliant les deux Amériques ainsi que l'isthme de Tehuantepec. Loin d'être fortuits, ces choix stratégiques vont servir les besoins de l'économie exportatrice des Etats-Unis, en permettant de transporter efficacement les pro-

duits vers la côte occidentale. En effet, sans ces nouvelles réalisations, le commerce global ne peut pas croître. Il est nécessaire de trouver une alternative au canal de Panama, désormais désuet et engorgé. Un pont, prévu à cet endroit, permettrait de gagner plusieurs jours dans le transport des marchandises. En investissant aussi dans la voie maritime, le PPP serait à même de fournir l'infrastructure nécessaire à l'extension du commerce océanique global.

Les vrais maux du PPP

Ceux qui se montrent critiques envers la globalisation mettent en évidence que le PPP n'est en rien une nouveauté: il est la compilation de 100 ans de «méga-projets» jamais aboutis et sa «paternité» n'est en rien mexicaine. Il représente l'occasion d'implanter des sociétés transnationales (STN), dont les bas coûts de production industrielle seront à même de concurrencer les «Tigres asiatiques.» En partie grâce à quelques 30 mio. de travailleurs à faible salaire. Une main d'œuvre aisément exploitable par les entreprises étrangères, dont la venue sera saluée par l'octroi de subventions. Bref, la région se prête parfaitement à devenir le lieu privilégié de l'exportation. Ce grâce à sa main d'œuvre bon marché et au pillage de ses ressources naturelles, qui seront davantage contrôlées par le secteur privé.

La région concernée par le PPP regorge effectivement de ressources naturelles: d'importantes réserves pétrolières et aquifères côtoient 34 mio. d'hectares de forêt vierge, gardienne d'une biodiversité inégalée. Est-il encore besoin de rappeler le rôle des forêts tropicales en tant que poumon de la planète? Mais l'équilibre d'un tel écosystème est fragile et précieux. Il est entretenu par le savoir-faire des populations indigènes qui cohabitent depuis des siècles en harmonie avec leur environnement. Or, le PPP menace directement les forêts tropicales et, avant tout, leurs habitants: au Mexique comme au Nicaragua, la région désignée pour la construction de nouvelles infrastructures comprend une diversité culturelle et biologique unique. Les indigènes, principaux intéressés, ne veulent pas de la mise en œuvre déjà amorcée du plan. A leur égard, l'intention du PPP est

claire: priver les communautés rurales et indigènes de leur terres pour les placer dans des taudis urbains, à proximité d'usines d'assemblage. Alors que l'on sait que la culture et la langue indigène sont intimement attachées à la terre.

Paroles de révolte

Face à cette menace, les populations indigènes se mobilisent peu à peu. Que ce soit en se ralliant à la cause zapatiste, comme dans l'Etat du Chiapas, ou en formant des collectifs de résistance. Lors du 3^e Congrès Indigène qui s'est tenu pendant la marche zapatiste, les représentants de 40 peuples indigènes se sont rassemblés à Michoacan pour formuler une déclaration décisive. Ses termes sont significatifs du rejet provoqué par le projet. «Pour nous, les peuples indigènes, la terre-mère est sacrée, ainsi que pour tous les êtres qui l'habitent. Ceux-ci ne sont pas des marchandises qui peuvent être achetées ou vendues. Pour cette raison, nous ne pouvons pas accepter la destruction de nos territoires par des méga-projets que nous imposent le gouvernement central ou les autorités locales dans nos régions et dans l'ensemble du pays. Nous exigeons un moratoire sur tous les projets qui concernent la biodiversité, les ressources minières, les méga-projets hydrauliques, (...) qui ont lieu sur notre sol et dans notre pays (...)»

Du côté des analystes, les critiques sont également très vives. Ainsi, pour le chercheur Armando Batra, le PPP combine démagogie, contre-insurrection et appels à une nouvelle colonisation. Sans tenir compte des inégalités provoquées, il emboîte le pas à tous les traités de commerce qui ne sont que des permis de pillage pour les investisseurs. Il souligne qu'il ne suffit pas d'appeler à la résistance, il faut aussi présenter des alternatives. Un PPP de la société civile de «ceux d'en bas» devrait privilégier d'auto-gouvernement régional, dont un point-clé serait l'autonomie des peuples indiens. Cette même autonomie qui vient d'être balayée au Mexique par le parlement. ■

Astrid Lehr

Source: Dial, tél. +33 4 72 77 00 26